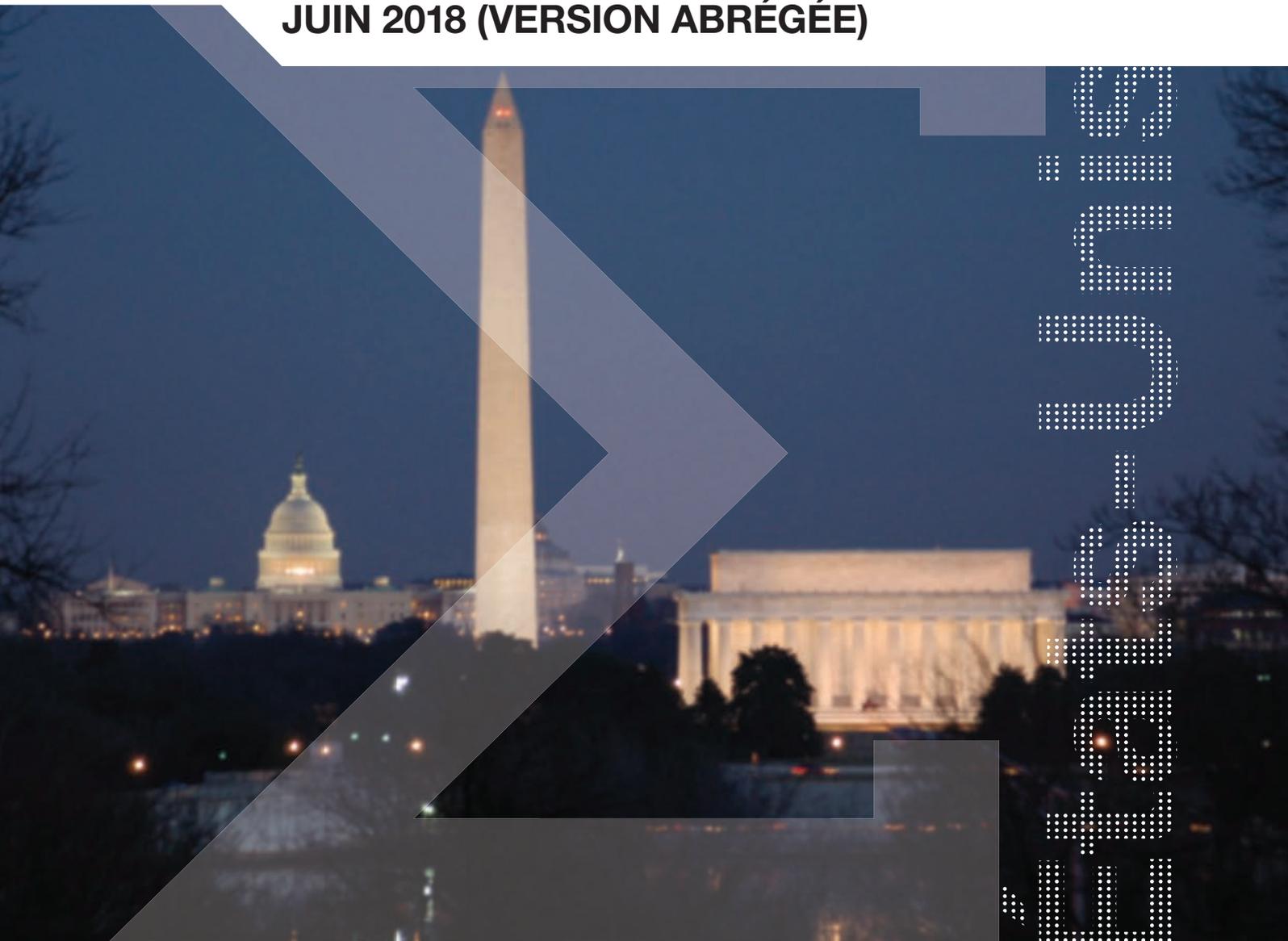




Études économiques de l'OCDE ÉTATS-UNIS

JUIN 2018 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : États-Unis 2018 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2018), *Études économiques de l'OCDE : États-Unis 2018 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris.
https://doi.org/10.1787/eco_surveys-usa-2018-fr

ISBN 978-92-64-30502-1 (PDF)

Série : Études économiques de l'OCDE
ISSN 0304-3363 (imprimé)
ISSN 1684-3428 (en ligne)

Études économiques de l'OCDE : États-Unis
ISSN 1995-3054 (imprimé)
ISSN 1999-0111 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © mbell/Flickr/Getty Images.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2018

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

Table des matières

RÉSUMÉ	7
1. Principaux enjeux pour l'action publique	12
1.1. La phase d'expansion actuelle est aujourd'hui l'une des plus longues jamais observées.....	12
1.2. Maintenir la trajectoire de l'expansion	20
1.3. Œuvrer à rehausser les taux de croissance	32
Références	64
Annexe A. Progrès en matière de réforme structurelle	70

Tableaux

Tableau 1.1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques	19
Tableau 1.2. Impact budgétaire indicatif des recommandations de réforme	23
Tableau 1.3. Recommandations antérieures de l'OCDE en matière politiques monétaire et financière	32
Tableau 1.4. Impact potentiel des réformes structurelles sur le PIB par habitant	35
Tableau 1.5. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la politique de la concurrence	44
Tableau 1.6. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la politique de l'environnement	47
Tableau 1.7. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la politique budgétaire.....	50
Tableau 1.8. Recommandations antérieures de l'OCDE relatives aux politiques sociales et du marché du travail	63

Graphiques

Graphique 1.1. L'économie a connu une croissance continue et le chômage est en repli.....	12
Graphique 1.2. La croissance de la productivité de la main-d'œuvre demeure faible	13
Graphique 1.3. Classement des États-Unis en matière de bien-être	15
Graphique 1.4. L'espérance de vie a cessé de s'allonger depuis quelque temps.....	16
Graphique 1.5. L'investissement fixe des entreprises repart.....	17
Graphique 1.6. La relance budgétaire dynamise la croissance.....	18
Graphique 1.7. Les déficits ont commencé à augmenter et les niveaux d'endettement sont assez élevés	21
Graphique 1.8. Une croissance plus vigoureuse est nécessaire pour stabiliser les niveaux de dette.....	22
Graphique 1.9. L'inflation revient vers sa cible, mais les anticipations restent inférieures aux valeurs observées par le passé	24
Graphique 1.10. Les prix des actifs sont élevés	25
Graphique 1.11. Indicateurs d'alerte précoce.....	26
Graphique 1.12. Les banques sont mieux à même de résister aux chocs	28
Graphique 1.13. La dynamique des entreprises a ralenti.....	33

Graphique 1.14. Les indicateurs de réglementation des marchés des produits sont proches de la moyenne	34
Graphique 1.15. La croissance des échanges est faible depuis la crise	37
Graphique 1.16. Les échanges de services ne sont pas très ouverts	38
Graphique 1.17. Augmentation des échanges induite par la réduction des droits de douane.....	39
Graphique 1.18. Effets de l'augmentation des coûts commerciaux sur les échanges	40
Graphique 1.19. La pression fiscale liée à l'environnement est faible par rapport à la moyenne OCDE	46
Graphique 1.20. Estimation de l'impact des réformes fiscales sur le PIB	49
Graphique 1.21. Même s'il se redresse, le taux d'emploi reste relativement bas.....	53
Graphique 1.22. Le taux d'activité des personnes d'âge très actif est faible.....	54
Graphique 1.23. Les taux d'activité sont très variables d'un État à l'autre.....	55
Graphique 1.24. Le revenu disponible médian est élevé, et il se redresse	56
Graphique 1.25. Recettes tirées d'une imposition progressive des revenus.....	57
Graphique 1.26. Le nombre de bénéficiaires de pensions d'invalidité a cessé d'augmenter	59
Graphique 1.27. Il existe une corrélation entre le taux d'activité et la consommation d'opioïdes.....	61

Encadrés

Encadré 1.1. Qu'en est-il de l'espérance de vie ?.....	16
Encadré 1.2. Facteurs de vulnérabilité	20
Encadré 1.3. Quantification de l'impact budgétaire des recommandations	23
Encadré 1.4. Probabilités de récession	26
Encadré 1.5. Technologie des chaînes de blocs et stabilité financière	31
Encadré 1.6. Quantification de l'impact des réformes structurelles.....	35
Encadré 1.7. La réduction des obstacles au commerce stimulerait l'économie mondiale.....	39
Encadré 1.8. Le capital intellectuel est de plus en plus important pour le commerce international.....	42
Encadré 1.9. La réforme fiscale de 2017	50
Encadré 1.10. Réforme fiscale et régimes d'imposition internationale.....	51
Encadré 1.11. Taxer les robots	57
Encadré 1.12. Évolution des approches à l'égard de l'immigration économique	63

La présente Étude est publiée sous la responsabilité du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (EDR) de l'OCDE, qui est chargé d'examiner la situation économique des pays membres. La situation économique et les politiques des États-Unis ont été évaluées par le Comité le 18 mai 2018. Le projet de rapport a ensuite été révisé à la lumière des débats et approuvé à titre définitif par le Comité plénier le 31 mai 2018.

La présente Étude a été préparée au Département des affaires économiques par M. Douglas Sutherland, sous la supervision de M. Patrick Lenain. Les recherches statistiques ont été menées par M. Damien Azzopardi et l'appui éditorial a été assurée par Mme Stephanie Henry. L'Étude a également bénéficié de contributions de M. Julien Daubanes, Mme Ola Eltoukhi, M. Octavio Escobar, M. Fozan Fareed, Mme Aimi Abdul Ghani, Mme Stéphanie Guichard, Mme Nirosha Varghese et M. Pierre-Yves Gianni.

La précédente Étude consacrée aux États-Unis a été publiée en juin 2016.

Des informations relatives à d'autres Études et à la manière dont elles sont préparées sont disponibles ici : www.oecd.org/surveys.

STATISTIQUES DE BASE DES ÉTATS-UNIS

(Les chiffres correspondent à 2017, ou à la dernière année pour laquelle des chiffres sont disponibles. Les chiffres entre parenthèses indiquent la moyenne de l'OCDE)*

PAYS, POPULATION ET CYCLE ÉLECTORAL				
Population (en millions)	323.13	-	Densité de la population par km ²	35.3 (37.5)
Moins de 15 ans (%)	19.0	(18.0)	Espérance de vie (années, 2012)	78.8 (80.7)
Plus de 65 ans (%)	15.0	(16.5)	Hommes	76.3 (78.1)
Née à l'étranger (% , 2012)	13.5	-	Femmes	81.2 (83.3)
Croissance moyenne des 5 dernières années (%)	0.7	(0.6)	Dernière élection générale	Novembre 2016
ÉCONOMIE				
Produit intérieur brut (PIB)	-	-	Part dans la valeur ajoutée (%)	- -
En prix courants (milliards USD) I	19,390.6	-	Secteur primaire	0.9 (2.4)
Croissance réelle moyenne des 5 dernières années (%)	2.2	(2.1)	Industrie y compris construction	19.1 (26.7)
Par habitant, PPA (milliers USD)	59.5	(43.8)	Services	80.0 (70.9)
-	-	-	-	-
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES				
En pourcentage du PIB				
Dépenses	37.7	(40.6)	Dette financière brute	105.4 (110.2)
Recettes	34.1	(37.7)	Dette financière nette	80.3 (712)
COMPTE DES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES				
Taux de change (EUR par USD)	0.9	-	Principales exportations (% du total des exportations de marchandises)	-
Taux de change PPA (USA = 1)	1.0	-	Machines et matériel de transport	34.9
En pourcentage du PIB	-	-	Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	13.6
Exportations de biens et services	12.1	(29.1)	Produits de base et transactions, n.d.a.	12.5
Importations de biens et services	15.0	(28.8)	Principales importations (% du total des importations de marchandises)	-
Solde de la balance courante	-2.40	(0.34)	Machines et matériel de transport	43.2
Position extérieure globale nette	-40.5	-	Articles manufacturés, divers	16.9
			Produits manufacturés	10.8
MARCHÉ DU TRAVAIL, QUALIFICATIONS ET INNOVATION				
Taux d'emploi des 15-64 ans (%)	69.4	(67.0)	Taux de chômage, Enquête sur le marché du travail (15 ans et plus) (%)	4.9 (6.5)
Hommes	74.8	(74.8)	Chômage des jeunes (15-24 ans, %)	10.4 (12.9)
Femmes	64.0	(59.4)	Chômage de longue durée (1 an et plus, %)	0.8 (2.0)
Taux d'activité des 15-64 ans (%)	73.0	(71.7)	Niveau d'instruction supérieure des 25-64 ans (%)	45.7 (35.7)
Nombre moyen d'heures travaillées par an	1 783	(1763)	Dépenses intérieures brutes de R-D (% du PIB)	2.7 (2.3)
ENVIRONNEMENT				
Offre d'énergie primaire par habitant (tep)	6.7	(4.1)	Émissions de CO ₂ par habitant dues à la combustion d'énergie (tonnes)	15.5 (9.2)
Énergies renouvelables (%)	7.1	(9.7)	Prélèvement d'eau par habitant (m ³)	1582 (804)
Concentration en particules fines (PM _{2.5} , µg/m ³)	9.2	(14.9)	Déchets municipaux par habitant (kilogrammes)	738 (523)
SOCIÉTÉ				
Inégalité de revenus (coefficient de Gini)	0.39	(0.32)	Résultats scolaires (score PISA, 2015)	-
Taux de pauvreté relative (%)	16.8	(11.6)	Compréhension de l'écrit	497 (493)
Revenu disponible médian des ménages, PPA (milliers USD)	32.1	(23.0)	Mathématiques	470 (490)
Dépenses publiques et privées (% du PIB)	-	-	Sciences	496 (493)
Soins de santé, dépenses courantes	17.2	(9.1)	Part des femmes au parlement (%)	19.2 (28.7)
Retraites	7.0	(9.1)	Apports nets d'aide publique au développement (% du RNB)	0.20 (0.39)
Éducation (primaire, secondaire, post-secondaire non supérieur)	3.6	(3.6)		

Indicateur du vivre mieux : www.oecdbetterlifeindex.org

* Lorsque l'agrégat OCDE n'existe pas dans la base de données d'origine, une moyenne simple a été calculée à partir des dernières données disponibles si des données existent pour au moins 29 pays membres.

Source : Les calculs sont fondés sur des données extraites des bases de données des organisations suivantes : OCDE, Agence internationale de l'énergie, Banque mondiale, Fonds monétaire international, Union interparlementaire, Bureau of Economic Analysis (BEA).

RÉSUMÉ

L'économie connaît une croissance constante, le taux de chômage est faible et le niveau de bien-être matériel élevé

La phase d'expansion actuelle est aujourd'hui l'une des plus longues jamais observées. La croissance économique enregistrée depuis la crise financière est également l'une des plus fortes de l'OCDE. Comme dans d'autres pays toutefois, la productivité croît lentement, à un rythme inférieur aux taux enregistrés lors des précédentes phases d'expansion. Aussi l'expansion actuelle est-telle l'une des plus faibles observées depuis une cinquantaine d'années. L'atonie de l'investissement – y compris de l'investissement des États et des administrations locales – explique en partie ce résultat.

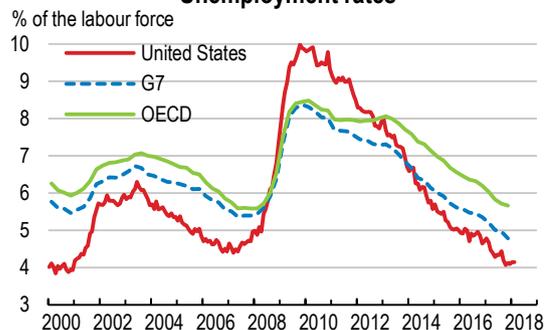
L'expansion est l'une des plus longues jamais observées



Source : OCDE, Base de données analytique.

La forte croissance de l'emploi a permis des retours au travail et a entraîné une baisse du chômage. Des taux d'emploi supérieurs aux niveaux nécessaires pour l'insertion des nouveaux venus sur le marché du travail ont permis de ramener le chômage à ses plus bas historiques, créant des tensions sur le marché du travail dans les régions et les professions qui se développent rapidement. Conjuguées à une progression plus forte des salaires, ces évolutions ont contribué à infléchir partiellement la baisse du revenu médian réel des ménages. Cela étant, les chiffres de l'emploi, en pourcentage de la population, ne se sont pas encore pleinement redressés depuis la crise.

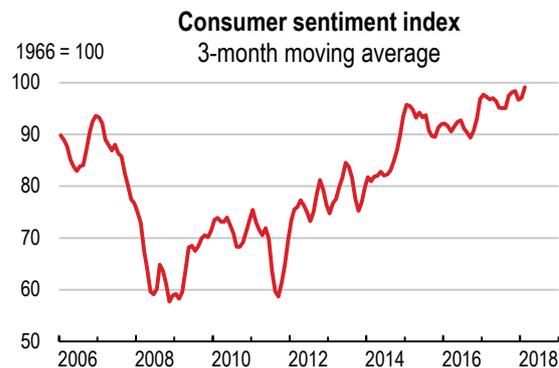
Le taux de chômage est aujourd'hui très bas
Unemployment rates



Source : OCDE, Base de données analytique.

Le niveau de bien-être matériel est élevé et la population américaine réalise de bons scores en la matière, en moyenne, comparativement à d'autres pays de l'OCDE. Les États-Unis obtiennent de bons résultats comparés au reste de l'OCDE, notamment s'agissant du revenu disponible et du patrimoine des ménages, du chômage de longue durée et des conditions de logement. À cela s'ajoute que la reprise d'après crise a fait considérablement progresser la confiance des consommateurs. En revanche, l'amélioration de l'espérance de vie depuis les années 60 est modeste, comparée à d'autres pays de l'OCDE, et il semble que parvenir à un bon équilibre entre vie professionnelle et vie privée soit particulièrement difficile pour ceux qui travaillent.

L'indice de confiance des consommateurs est élevé



Source : Enquêtes réalisées auprès des consommateurs par l'université du Michigan.

Les perspectives à court terme sont solides.

Étayée par la vigueur du marché du travail, par des gains de richesse et un niveau élevé de confiance chez les consommateurs, la consommation privée devrait demeurer robuste. La confiance est également solide dans le secteur des entreprises, et l'investissement dans le capital fixe devrait augmenter. L'investissement des entreprises bénéficiera en outre d'un coup de pouce fiscal, ce qui contribuera à un net assouplissement budgétaire. L'inflation s'est rapprochée de l'objectif de la Fed et la politique monétaire cesse peu à peu d'être accommodante.

Les risques d'écart par rapport aux prévisions sont considérables. L'augmentation prévue pour l'investissement pourrait favoriser des gains de productivité encore plus conséquents à l'avenir. En revanche, il existe également un certain nombre de risques liés aux marchés de capitaux, notamment des ratios d'endettement élevés dans le secteur des entreprises. Enfin, une montée des tensions commerciales constitue un autre risque pouvant peser sur ces perspectives. À plus long terme, la hausse des dépenses publiques, avec l'augmentation des niveaux d'endettement qu'elle suppose, constitue un risque. Les États-Unis devraient profiter de la vigueur de leur économie pour faire coïncider les dépenses et les recettes.

La croissance économique devrait s'affermir

	2017	2018	2019
Produit intérieur brut (PIB)	2.3	2.9	2.8
Consommation privée	2.8	2.5	2.2
Consommation publique	0.1	2.2	4.3
Formation brute de capital fixe	3.4	4.9	4.7
Exportations de biens et services	3.4	4.8	4.4
Importations de biens et services	4.0	5.3	5.3
Taux de chômage	4.3	3.9	3.6
Déflateur des dépenses personnelles de consommation	1.7	2.2	2.2

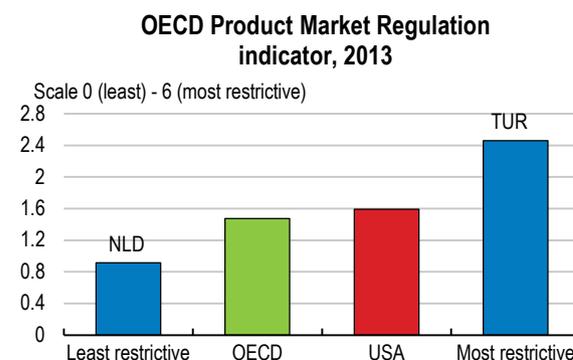
Note : Taux de croissance annuels, à l'exception du taux de chômage, exprimé en % de la population active.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103.

Soutenir la croissance passe par des gains de productivité et des retours à l'emploi

Un meilleur environnement économique aiderait à soutenir la croissance et à revigorer les créations d'entreprises et leur expansion. Le degré de restrictivité des réglementations applicables aux entreprises se situe autour de la moyenne des économies de l'OCDE, alors que les réglementations des échanges de services sont plus restrictives. Une concurrence plus faible sape généralement l'innovation, et des mesures pourraient être envisagées pour faire respecter le droit de la concurrence. Les professions à accès réglementé, qui concernent un quart des salariés, constituent un autre obstacle à la concurrence. Les réformes fiscales récentes, qui ont pour effet d'abaisser le barème de l'impôt sur les sociétés et qui permettent, à titre temporaire, de passer immédiatement en amortissement fiscal l'intégralité des coûts d'investissement, vont sans doute donner un coup de pouce considérable aux investissements. Enfin, investir dans les infrastructures pour supprimer les goulets d'étranglement existants permettrait d'améliorer encore l'environnement économique.

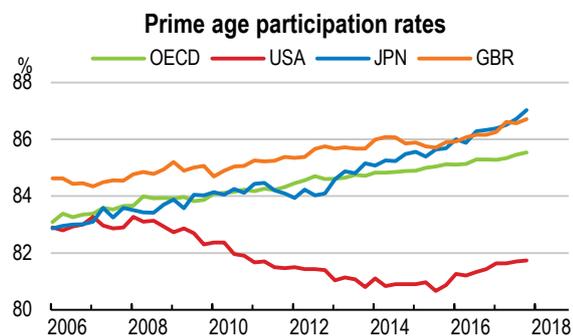
Le degré de restrictivité des réglementations économiques est à égalité avec celui des autres pays de l'OCDE



Source : OCDE, Base de données sur la réglementation des marchés de produits.

Les taux d'activité sont en repli depuis la crise et ne se redressent que depuis tout récemment pour les travailleurs d'âge très actif. Étant donné les conditions plus tendues prévalant sur le marché du travail, l'activité féminine a progressé, mais une fraction de la population masculine est restée en dehors de toute activité. Il en va notamment ainsi pour les jeunes hommes n'ayant pas poursuivi leurs études au-delà du lycée. Les taux d'activité sont très bas, en effet, dans certaines régions, et ont même reculé à 53 % en Virginie-Occidentale. Ces régions sont généralement aussi celles où les taux d'invalidité sont élevés. Réduire les contre-incitations à travailler que constitue le versement de prestations d'invalidité et accorder des crédits d'impôt aux travailleurs les moins qualifiés pourraient permettre de réinsérer ces populations dans l'emploi. Les États-Unis accompagnent moins leurs travailleurs dans la recherche de nouvelles possibilités d'emploi que d'autres pays de l'OCDE.

Il semble qu'une grande fraction de la population soit sortie des chiffres de la population active



Note : Les chiffres pour l'OCDE sont établis à partir d'une moyenne simple.

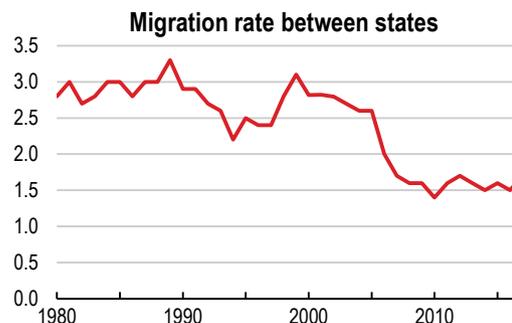
Source : OCDE, *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail* (bases de données).

Les stigmates de la Grande Récession et des chocs induits par la mondialisation et l'automatisation restent visibles dans tout le pays

Les destructions d'emplois sont désormais permanentes dans les régions touchées par des chocs structurels, contribuant de ce fait à la baisse des taux d'activité. La mondialisation et l'automatisation ont provoqué des

licenciements dans les anciens bastions industriels et de nombreux salariés licenciés ont des difficultés à retrouver du travail. Des poches de fort chômage, d'inactivité et de pauvreté se sont formées au fur et à mesure de l'ajustement de l'économie aux chocs exercés par la mondialisation et l'automatisation sur l'offre. Il semble que les migrations entre États provoquées par des chocs sur l'emploi aient diminué au cours des dix dernières années par rapport aux décennies antérieures. Qui plus est, les schémas migratoires aux États-Unis se caractérisent moins que dans d'autres pays de l'OCDE par une tendance des populations à migrer vers les agglomérations urbaines.

Les migrations entre États ont ralenti



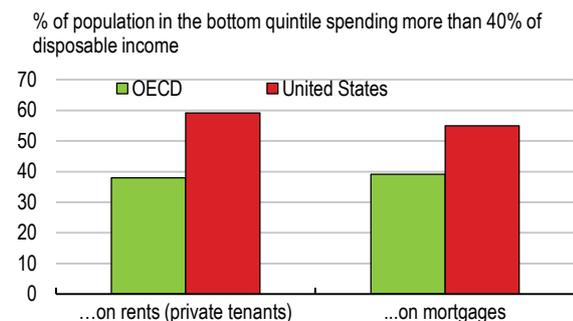
Source : US Bureau of Labour Statistics (BLS).

Il est devenu de plus en plus difficile de changer de travail. L'offre de logements d'un prix abordable, en particulier dans les régions en plein essor, constitue l'un des facteurs limitant les migrations entre États. Le coût du logement représente une fraction importante du budget des ménages les plus modestes. Il semble que des politiques publiques restrictives en matière d'occupation des sols freinent l'offre de logements financièrement plus accessibles, limitent les perspectives d'emploi et, *in fine*, érodent la croissance. De même, l'étalement urbain peut singulièrement compliquer l'accès à l'emploi par les réseaux de transport public. L'amélioration des transports en commun permettrait, le cas échéant, d'offrir une meilleure accessibilité, tandis que le budget fédéral pourrait être employé à des mesures visant à inciter les États et les administrations locales à opter pour des autorisations d'occupation mixte des sols afin de remédier

aux difficultés posées par les prix des logements.

Il est difficile de trouver des logements financièrement accessibles

Housing cost overburden



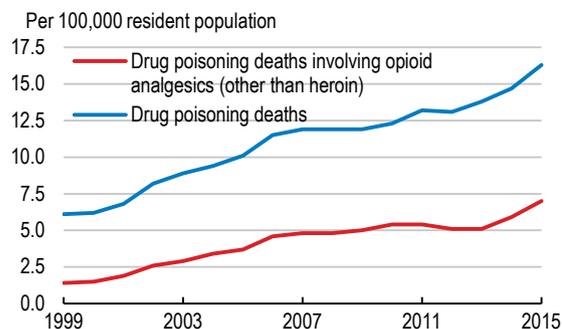
Source : OCDE, Base de données sur le logement abordable.

Les addictions aux opiacés sont coûteuses en vies humaines, nuisent à la préservation des moyens de subsistance, font baisser le taux d'activité et coûtent cher aux budgets publics de santé. Les taux de mortalité ont augmenté ces dix dernières années, en particulier face à une offre d'opioïdes de synthèse (illicites) qui gagne tout le pays. La corrélation observée avec l'inactivité dans les régions les plus en proie à

ce phénomène donne à penser que les addictions finissent par détériorer l'activité. Elles ont un coût pour l'économie en termes de pertes de salaires et de productivité, et un coût pour les finances publiques en raison du manque à gagner fiscal et des dépenses induites en soins d'urgence et en prise en charge thérapeutique. Le développement des aides à la prévention des décès et au traitement des addictions devra s'accompagner d'actions visant la réinsertion professionnelle d'anciens toxicomanes.

Les surdoses sont désormais une cause majeure de mortalité

Drug poisoning death rates



Source : National Center for Health Statistics (NCHS).

PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

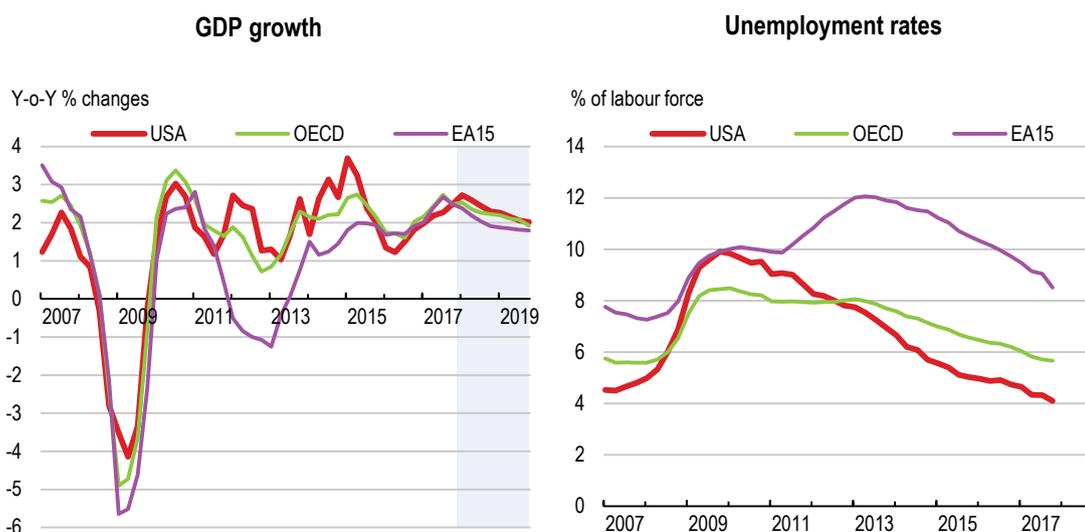
PRINCIPAUX ENJEUX	PRINCIPALES RECOMMANDATIONS
Soutenir la croissance économique	
La croissance de la production est solide, mais l'investissement est atone. Les réformes fiscales menées visent à stimuler le dynamisme des entreprises.	Mettre en application la réforme de l'impôt sur les sociétés récemment adoptée et fixer un terme aux mesures d'incitation à l'investissement prises à titre permanent. Veiller à la viabilité des finances publiques en maîtrisant l'augmentation des dépenses, notamment en réformant le cas échéant les programmes d'admissibilité.
L'inflation est orientée à la hausse, le taux de chômage est bas et les taux d'emploi sont inférieurs à leurs niveaux d'avant la crise.	Continuer de relever graduellement les taux d'intérêt tant que l'inflation reste proche de l'objectif et que le marché du travail reste proche du plein emploi.
Gagner en productivité en introduisant plus de concurrence et en investissant davantage	
Les pesanteurs réglementaires et les restrictions appliquées par l'État fédéral, les États et les administrations locales font obstacle à la conduite des affaires.	Privatiser les entreprises de service public et les autorités de gestion des transports. Assouplir les restrictions appliquées aux échanges de services. Inciter les États et les administrations locales à ouvrir les professions dont l'accès est réglementé et à reconnaître les titres et diplômes délivrés par d'autres États.
La concurrence a diminué dans plusieurs secteurs en raison de réglementations lourdes et d'une plus forte concentration des marchés.	Supprimer les dérogations au droit de la concurrence, y compris dans l'économie numérique. Élargir l'analyse des opérations de fusion pour garantir davantage de concurrence.
Les infrastructures sont insuffisantes et souvent en mauvais état, et généralement, les redevances d'utilisation ne comprennent pas les coûts pour la santé ou les coûts environnementaux supportés par des tiers.	Mettre en place des initiatives pour développer l'investissement dans les infrastructures en recourant davantage à des financements du secteur privé, à des redevances d'utilisation et à des mécanismes souples de partage des risques. Faire en sorte de mettre en place une tarification appropriée des émissions nocives, par exemple des émissions de carbone et de particules.
Améliorer les perspectives d'emploi	
En dépit de gains importants en matière d'emplois créés, les taux d'activité demeurent bas, notamment parmi la main-d'œuvre masculine.	Élargir le bénéfice du crédit d'impôt sur les revenus du travail, notamment dans les régions où les taux d'activité sont très faibles. Augmenter les budgets affectés à des mesures efficaces d'activation du marché du travail, notamment aux services de placement et à l'aide à la mobilité géographique. Améliorer et élargir les programmes en faveur des travailleurs licenciés, et de ceux dont l'emploi est menacé par l'automatisation. Développer le recours à l'apprentissage et la formation en cours d'emploi afin de faciliter l'insertion professionnelle.
Pour les bas salaires, les emplois sont difficiles d'accès en raison de l'engorgement des réseaux de transport et de la durée des trajets entre le domicile et le travail.	Améliorer les réseaux de transport en commun. Recourir à des financements d'amorçage pour inciter les États et les administrations locales à supprimer les restrictions applicables au plan d'occupation des sols, ou à adopter des plans d'occupation mixte.
Le niveau élevé des prix des logements dans les grandes villes freine la mobilité géographique.	Réformer le financement des logements, notamment les programmes publics, pour mieux concentrer les mesures d'accessibilité financière sur le marché locatif. Soutenir l'offre de logements abordables pour les familles à faible revenu.
Le nombre de bénéficiaires de prestations d'invalidité demeure élevé.	Proposer aux bénéficiaires de prestations d'invalidité des parcours permettant de se réinsérer plus pleinement sur le marché du travail.
S'attaquer au problème de la dépendance aux opioïdes	
Les addictions aux opioïdes sont coûteuses en vies humaines, nuisent à la préservation des moyens de subsistance, font baisser le taux d'activité et coûtent cher aux budgets publics de santé.	Supprimer les obstacles administratifs qui bloquent la prise en charge des addictions aux opioïdes. Promouvoir et développer les traitements de substitution. Aider au retour à l'emploi des anciens toxicomanes, y compris en effaçant les condamnations inscrites dans leur casier judiciaire, notamment de ceux étant parvenus au terme de leur traitement pour sortir de la dépendance.

1. Principaux enjeux pour l'action publique

1.1. La phase d'expansion actuelle est aujourd'hui l'une des plus longues jamais observées

1. La phase d'expansion actuelle est aujourd'hui l'une des plus longues jamais observées et la reprise économique est l'une des plus fortes de l'OCDE. Seules les phases d'expansion des années 1960 et 1990 ont été d'une longévité comparable depuis que des mesures sont effectuées, c'est-à-dire depuis 1854. Riche en emplois, cette expansion a permis des retours au travail, mais le rythme de croissance de la production est néanmoins modéré (graphique 1.1). Si les indicateurs de bien-être ont profité des créations d'emplois, les stigmates de la Grande Récession et des chocs structurels passés – notamment la mondialisation et l'automatisation – restent douloureusement visibles dans tout le pays, notamment dans les anciens bastions industriels. Le chômage, l'inactivité et la pauvreté sont particulièrement concentrés dans les villes sinistrées, malgré une croissance solide des emplois dans les zones côtières et les métropoles bien desservies (Weingarden, 2017^[1]; Austin, Glaeser et Summers, 2018^[2]). Ces phénomènes sont exacerbés par des chances d'épanouissement qui s'amenuisent, quelle que soit son origine, ce qui est au cœur du modèle social aux États-Unis. Ces bouleversements vont également de pair avec la nature épidémique de la dépendance aux opioïdes, qui tend à être plus sévère dans les régions touchées par des destructions d'emplois. À cela s'ajoute enfin que toutes les familles n'ont pas profité des fruits de la croissance économique et que des travailleurs s'inquiètent de l'impact de l'automatisation sur leur vie (Smith et Anderson, 2017^[3]).

Graphique 1.1. L'économie a connu une croissance continue et le chômage est en repli



Source : OCDE, Base de données analytique ; OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 103 (base de données).

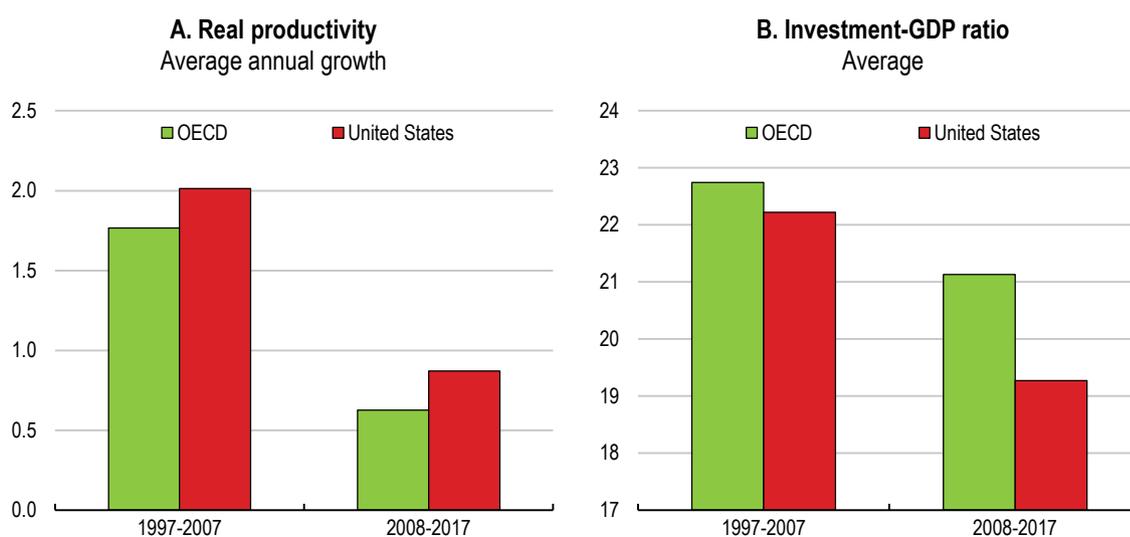
2. Dans un environnement mondial en mutation rapide, la compétitivité demeure un enjeu essentiel. Il importera de prendre des mesures visant à favoriser des gains de

productivité plus rapides, dynamiser l'investissement, augmenter le taux d'activité et améliorer les compétences, afin de soutenir l'expansion future. Avec le vieillissement de la population active et le départ en retraite de la génération du baby-boom, l'insertion sur le marché du travail de populations actuellement en marge de l'emploi pourrait permettre de relâcher certaines tensions démographiques et donner un coup de pouce aux revenus, en particulier des ménages modestes.

3. Après une longue période d'orientation accommodante de la politique monétaire, un certain nombre d'interrogations se sont fait jour face à l'endettement du secteur privé non financier, important à l'aune des normes historiques, et selon divers indicateurs, les prix des logements sont élevés dans certaines villes (quoique le phénomène ne soit pas d'ampleur nationale). Le gonflement de la dette publique est un héritage de la crise financière et le gouvernement fédéral continue de gérer un budget en déficit. Enfin, la balance courante est déficitaire, ce qui s'explique par le faible niveau de l'épargne nationale. Si aucun de ces éléments n'est problématique pour l'instant, ils pourraient le devenir en cas de choc sévère.

4. Compte tenu de la faiblesse du volant de main-d'œuvre inutilisée encore observable, l'élévation future des niveaux de vie passera nécessairement par une plus forte croissance de la productivité (graphique 1.2). Durant la présente phase d'expansion, la croissance de la productivité du travail n'a guère dépassé, en moyenne, 1,2 %, soit un taux bien inférieur à ceux observés lors de la précédente expansion économique (2,6 %) et durant la cinquantaine d'années écoulées (2 % environ). Les raisons de cette asthénie, alors que les innovations numériques abondent, ne sont pas pleinement analysées : les facteurs pouvant jouer tiennent à la lenteur de l'investissement non résidentiel, à la faible dynamique des entreprises, à des réglementations restrictives et au manque d'externalités de connaissances entre les entreprises.

Graphique 1.2. La croissance de la productivité de la main-d'œuvre demeure faible



Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques.

5. Face à ces enjeux, le gouvernement a axé son action sur un nouvel ensemble de priorités dont l'objet est d'améliorer l'environnement économique, la productivité et les

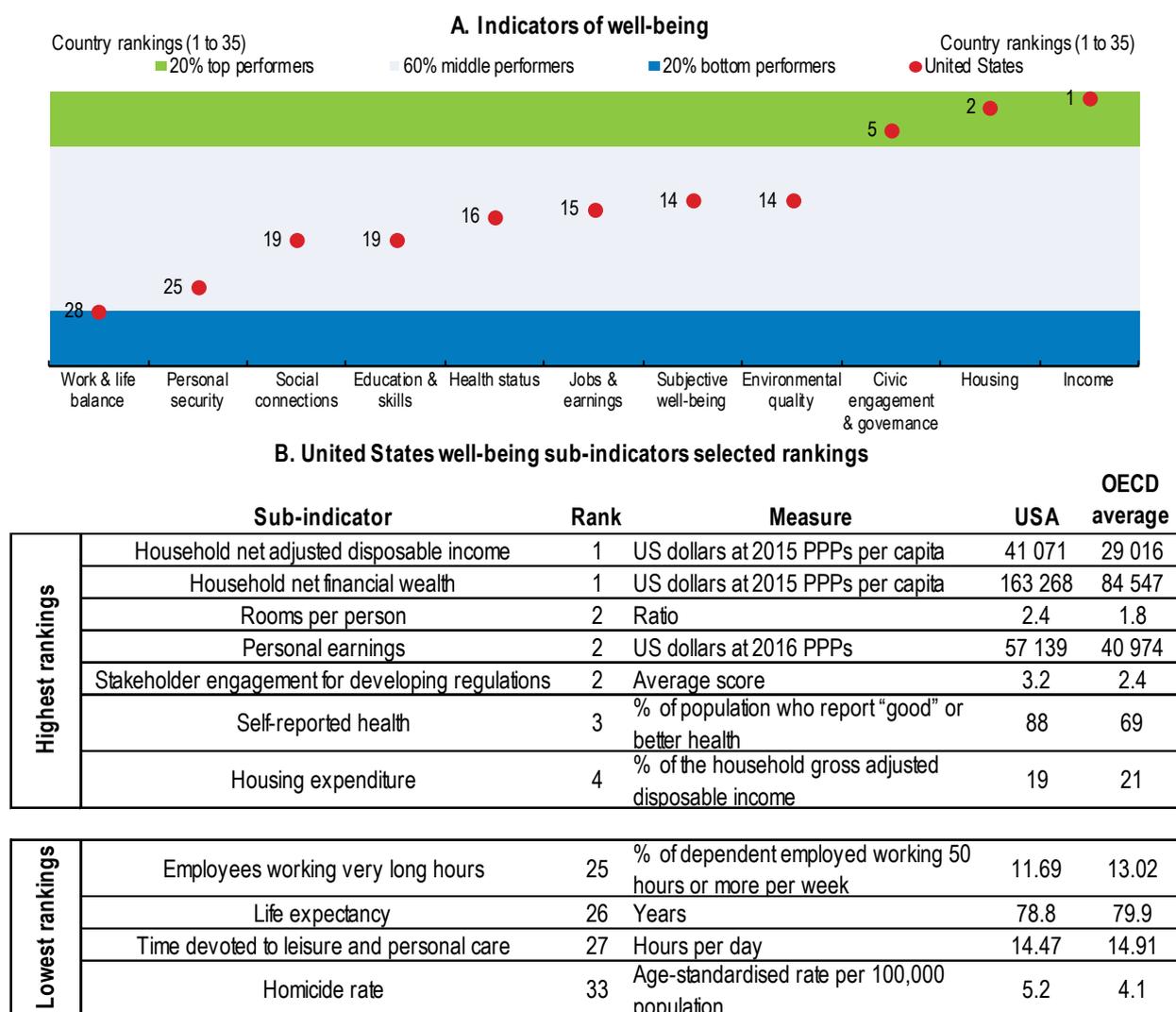
perspectives d'emploi. Les priorités définies par le gouvernement dans le Rapport économique au Président (CEA, 2018_[4]) incluent des initiatives visant à réformer la fiscalité, réduire les pesanteurs réglementaires et doper l'offre d'infrastructures(CEA, 2018_[4]). Ces initiatives visent également l'amélioration des perspectives offertes sur le marché du travail, ainsi que la lutte contre la dépendance aux opioïdes. Dans ce contexte, le présent rapport est consacré en priorité aux questions ci-après :

- Comment rééquilibrer l'action macroéconomique avec le durcissement graduel de la politique monétaire et l'assouplissement de la politique budgétaire, tout en veillant à ce que les risques sur les marchés de capitaux restent contenus ?
- Comment rehausser les niveaux de vie par l'insertion dans l'emploi et les gains de productivité ?
- Comment améliorer les perspectives d'emploi des travailleurs exposés à des chocs négatifs et empêcher les ruptures dans leur vie ?

1.1.1. L'expansion économique conforte le niveau de bien-être

6. Le niveau de bien-être est élevé et la population américaine réalise de bons scores en la matière, en moyenne, comparativement à celle d'autres pays de l'OCDE (graphique 1.3), s'agissant en particulier du revenu disponible et du patrimoine des ménages, du chômage de longue durée et de la qualité des conditions de logement. En revanche, les coûts du logement pèsent très lourd dans le budget des familles modestes. L'équilibre vie professionnelle-vie privée demeure un point faible dans le classement des États-Unis, notamment lorsque cet indicateur est mesuré au temps consacré aux loisirs. Le pays se classe également relativement mal concernant l'espérance de vie (encadré 1.1) et la sécurité des personnes, puisqu'il se place au troisième rang pour les homicides (en chiffres corrigés selon l'âge), après le Mexique et la Lettonie.

Graphique 1.3. Classement des États-Unis en matière de bien-être

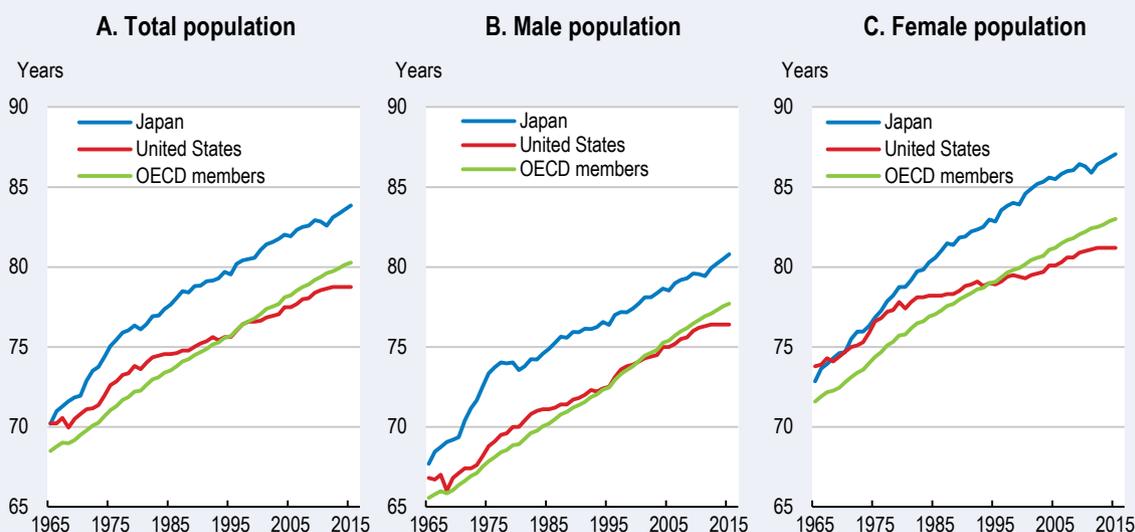


Source : OCDE, Indicateur du vivre mieux 2017.

Encadré 1.1. Qu'en est-il de l'espérance de vie ?

Les progrès en termes d'espérance de vie ont été modestes depuis les années 1960, comparativement à d'autres pays de l'OCDE. L'espérance de vie à la naissance est d'environ 79 ans, soit tout de même un an de moins que la moyenne de l'OCDE, alors qu'elle lui était supérieure de plus d'un an et demi dans les années 1960 (graphique 1.4). Ce glissement relatif de la longévité vaut particulièrement pour les femmes, dont l'espérance de vie connaît un allongement moins rapide depuis les années 1970. Ces scores s'expliquent en partie par de plus faibles avancées dans l'amélioration de la santé infantile (Thakrar et al., 2018[5]). Cela étant, l'espérance de vie à des âges ultérieurs ne s'est pas non plus allongée autant que dans de nombreux autres pays. En chiffres absolus, le fléchissement de l'espérance de vie en 2015 et 2016, quoique minime, ne fait que prolonger ces évolutions.

Graphique 1.4. L'espérance de vie a cessé de s'allonger depuis quelque temps



Source : Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde.

Certaines observations semblent indiquer que cette progression relativement timide de l'espérance de vie tient aux évolutions démographiques au sein de la population blanche non hispanique (Case et Deaton, 2017[6]), en particulier parmi les femmes (Gelman et Auerbach, 2016[7]). L'accroissement relativement poussif de l'espérance de vie pourrait s'expliquer par des progrès plus lents dans la lutte contre la mortalité due aux maladies métaboliques et par l'augmentation du nombre de décès liés à l'usage de stupéfiants. (Masters et al., 2017[8]). Les taux d'intoxication involontaire ont été multipliés par neuf entre 1980 et 2015 dans la population blanche non hispanique (et ont augmenté légèrement moins dans la population indienne d'Amérique et parmi les indigènes d'Alaska). Concentrée à l'origine dans la population blanche, l'épidémie de dépendance aux opioïdes contribue à la forte augmentation de la mortalité par overdose depuis le début de la décennie et se propage désormais à d'autres groupes démographiques.

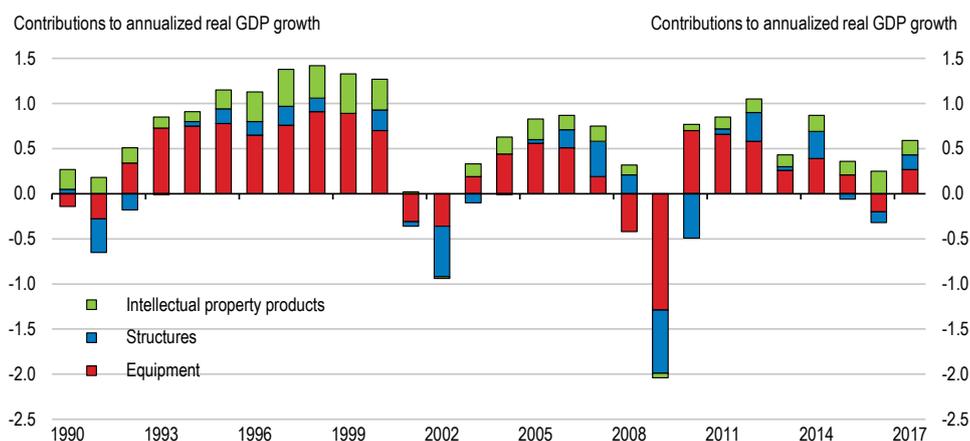
1.1.2. À court terme, une croissance solide devrait se poursuivre

7. Les perspectives à court terme sont solides. La consommation privée demeure soutenue, sous l'effet des nombreuses créations d'emplois et étayée par les gains de richesse générés par la vigueur des prix des actifs et par un haut niveau de confiance chez les consommateurs. Les conditions financières demeurent généralement accommodantes, bien qu'elles aient pris un tour plus restrictif récemment. L'affermissement de la croissance de l'économie mondiale est favorable au développement des exportations.

8. Dans le secteur des entreprises, la confiance est également solide et l'investissement dans le capital fixe repart. Le moteur de cette embellie réside en partie dans la reprise des activités d'exploration et de forage pétroliers, les prix du pétrole étant orientés à la hausse, mais il semble que cette reprise repose désormais aussi sur d'autres secteurs, notamment celui de l'équipement (graphique 1.5). L'investissement résidentiel reste relativement timide, mais a amorcé un redressement dans les derniers mois de 2017.

9. Après 35 trimestres consécutifs de reprise, le dosage des politiques publiques accompagne l'activité. Après l'introduction de la réforme fiscale et le relèvement des plafonds de dépenses pour 2018 et 2019, la politique budgétaire a pris un tour expansionniste. La politique monétaire reste accommodante, même si elle l'est un peu moins, la Réserve fédérale relevant ses taux d'intérêt et réduisant progressivement la taille de son bilan.

Graphique 1.5. L'investissement fixe des entreprises repart

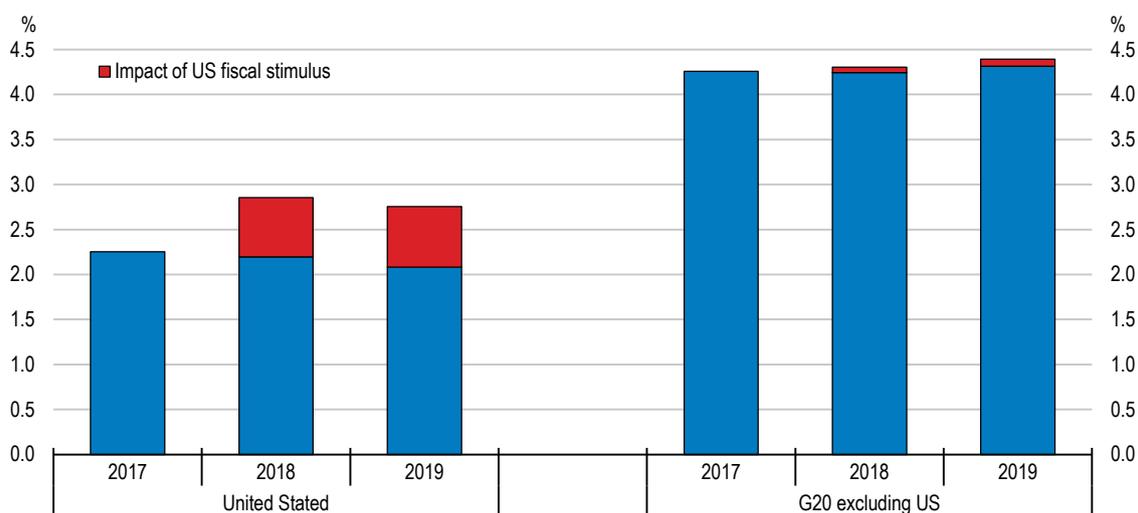


Source : Bureau of Economic Analysis (BEA).

10. Dans ce contexte, la croissance économique devrait monter en régime en 2018 et 2019. Les baisses d'impôt récentes vont dynamiser l'investissement des entreprises, et le relèvement des plafonds de dépenses provoquera une ample dynamique budgétaire, qui rejaillira modestement sur d'autres pays (graphique 1.6). La situation budgétaire de l'État fédéral va se détériorer au cours des années à venir, et la dette publique augmentera. La progression plus forte des salaires, face aux tensions de plus en plus vives sur le marché du travail, et l'impact des réformes fiscales devraient permettre un accroissement du revenu disponible réel, favorisant ainsi des gains de consommation. La vigueur de la croissance de la production et le regain de tensions sur le marché du travail pourraient engendrer des tensions inflationnistes, et la Réserve fédérale devra donner une inflexion moins accommodante à sa politique monétaire. Les

conséquences de la réforme fiscale du côté de l'offre compenseront les tensions inflationnistes. Dans la mesure où les conséquences de cette réforme du côté de la demande, conjuguées au relèvement des plafonds de dépenses, donneront une impulsion procyclique à l'activité, la politique macroéconomique doit permettre un rééquilibrage par rapport à une politique monétaire devenant moins accommodante.

Graphique 1.6. La relance budgétaire dynamise la croissance



Source : OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE* n° 103.

11. Les risques d'écart par rapport à ces prévisions sont considérables. Une reprise durable et généralisée à l'échelle mondiale pourrait dynamiser davantage l'activité et favoriser ainsi un renforcement de la croissance des exportations et de l'investissement. Des investissements plus soutenus dans les entreprises pourraient contribuer à une accélération des gains de productivité plus forte que prévu et entraîner une nouvelle progression des salaires. Dans ce cas, un resserrement encore plus marqué du marché du travail pourrait entraîner des tensions inflationnistes et, au bout du compte, obliger la Réserve fédérale à donner un tour de vis plus rapide que prévu. Par ailleurs, il existe un certain nombre de risques liés aux marchés de capitaux. Les ratios d'endettement élevés du secteur des entreprises appellent une surveillance attentive et des mesures propres à contenir ces risques. Les écarts de taux d'intérêt qui commencent à apparaître entre les États-Unis et les autres grandes zones monétaires pourraient contribuer à une appréciation du dollar et peut-être, à un regain de tensions et de turbulences sur les marchés de capitaux, sous l'effet de mouvements de change imprévisibles. Enfin, une montée du protectionnisme commercial pourrait déstabiliser les chaînes de valeur mondiales et éroder la croissance (encadré 1.2).

Tableau 1.1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques

Variation annuelle en pourcentage, en volume (prix de 2009)

	2014 Prix courants (en milliards USD)	2015	2016	2017	2018	2019
PIB	17 428	2.9	1.5	2.3	2.9	2.8
Consommation privée	11 864	3.6	2.7	2.8	2.5	2.2
Consommation publique	2 563	1.3	1.0	0.1	2.2	4.3
Formation brute de capital fixe	3 433	3.5	0.6	3.4	4.9	4.7
<i>Dont : Logement</i>	570	10.2	5.5	1.8	2.9	4.2
<i>Entreprises</i>	2 268	2.3	-0.6	4.7	6.0	5.0
<i>Secteur public</i>	594	1.6	-0.2	0.1	3.0	3.9
Demande intérieure finale	17 859	3.3	2.1	2.5	2.9	3.0
Variation des stocks ¹	78	0.2	-0.4	-0.1	0.1	0.0
Demande intérieure totale	17 937	3.5	1.7	2.4	3.0	3.0
Exportations de biens et de services	2 374	0.4	-0.3	3.4	4.8	4.4
Importations de biens et de services	2 883	5.0	1.3	4.0	5.3	5.3
Solde extérieur ¹	- 510	-0.8	-0.2	-0.2	-0.2	-0.3
Autres indicateurs (taux de croissance, sauf indication contraire) :						
PIB potentiel	..	1.7	1.6	1.5	1.6	1.7
Écart de production ²	..	-1.7	-1.8	-1.1	0.1	1.2
Emploi	..	1.7	1.7	1.3	1.4	1.2
Taux de chômage	..	5.3	4.9	4.3	3.9	3.6
Déflateur du PIB	..	1.1	1.3	1.8	2.0	2.2
Indice des prix à la consommation	..	0.1	1.3	2.1	2.7	2.3
Indice sous-jacent des prix à la consommation	..	1.3	1.8	1.5	2.0	2.2
Taux d'épargne des ménages, net ³	..	6.1	4.9	3.4	3.7	4.7
Balance commerciale ⁴	..	-4.2	-4.0	-4.2
Balance courante ⁴	..	-2.4	-2.4	-2.4	-2.8	-3.1
Solde financier des administrations publiques ⁴	..	-4.3	-5.0	-3.6	-5.5	-6.1
Solde primaire sous-jacent des administrations publiques ²	..	-1.0	-1.2	-1.4	-2.4	-3.4
Dette brute des administrations publiques ⁴	..	105.1	107.0	105.4	107.1	109.3
Dette nette des administrations publiques ⁴	..	80.4	81.3	80.3	82.1	84.3
Taux du marché monétaire à trois mois, moyenne	..	0.5	0.9	1.3	2.3	3.2
Rendement des obligations d'État à dix ans, moyenne	..	2.1	1.8	2.3	3.1	4.1
Pour mémoire						
Solde du budget fédéral ⁴	..	-2.4	-3.2	-3.5	-4.0	-4.6
Dette fédérale détenue par le public ⁴	..	73.3	77.0	76.5	78.0	79.3

1. Contribution aux variations du PIB réel.

2. En pourcentage du PIB potentiel.

3. En pourcentage du revenu disponible des ménages.

4. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 103 ; et Congressional Budget Office.

Encadré 1.2. Facteurs de vulnérabilité

Facteur de vulnérabilité	Impact possible
Difficultés liées aux marchés de capitaux	Les institutions financières « trop grandes pour faire faillite » posent des problèmes de risque systémique aux autorités de régulation.
Intensification de la variabilité météorologiques et des phénomènes de tempête	Les zones côtières sont d'ores et déjà exposées aux ravages de tempêtes quelquefois dévastatrices. Les phénomènes climatiques extrêmes risquent d'avoir des effets néfastes durables sur les économies locales et de nécessiter l'adoption de vastes plans d'aide en cas de catastrophe, mettant sous tension les budgets de l'administration fédérale et des États.
Intensification des tensions géopolitiques et de la menace terroriste	Un renforcement de l'insécurité pourrait éroder la confiance des consommateurs. La réponse à des menaces potentielles serait sans doute très coûteuse pour les finances publiques et pourrait perturber l'activité économique, notamment à cause d'un durcissement des contrôles aux frontières.
Recul de l'internationalisme	Si les pays ont en commun un objectif d'abaissement des obstacles aux échanges de biens et de services, des différences se sont fait jour dans les stratégies retenues, de nombreux pays privilégiant les cadres multilatéraux. Les mesures commerciales récemment annoncées, si elles ne réussissent pas à Toute mesure de rétorsion risquerait de réduire les échanges commerciaux et de mettre en péril la croissance économique.
Impasse politique	Toute intensification des difficultés rencontrées antérieurement pour trouver un consensus sur le budget et, plus généralement, sur la politique économique, pourrait aboutir à un blocage. Les risques de défaillance sur la dette fédérale, ou de sous-financement d'activités essentielles, pourraient accroître la sévérité des chocs sur l'économie et le secteur financier.

1.2. Maintenir la trajectoire de l'expansion

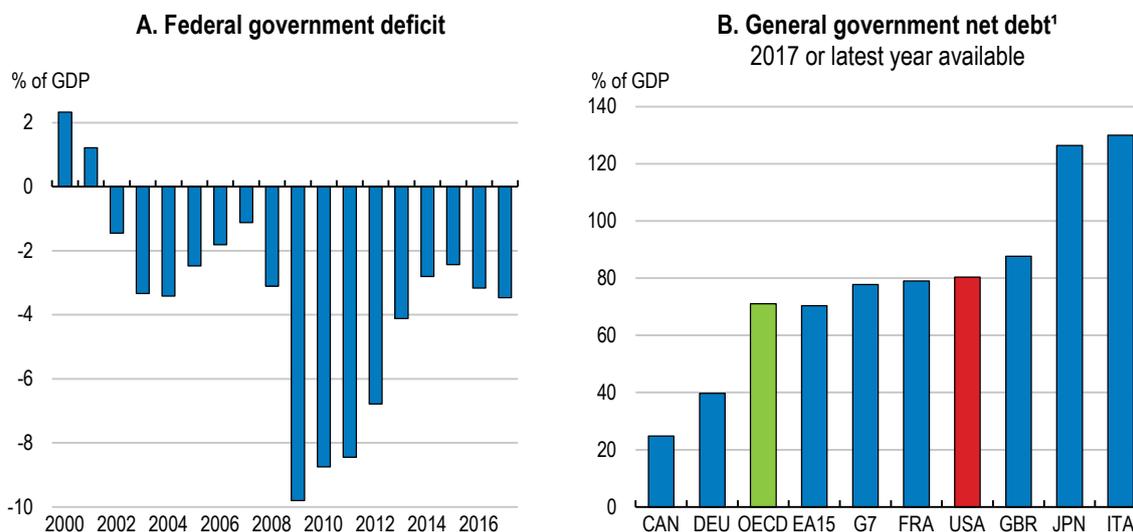
12. Ces dernières années, la politique budgétaire a généralement été moins expansionniste que la politique monétaire, mais cette situation est en train de changer, car la première a commencé à s'assouplir tandis que la seconde perd peu à peu son orientation accommodante. Ces évolutions devraient aider à lutter contre les valorisations élevées observées sur les marchés financiers.

1.2.1. Assurer la viabilité des finances publiques

13. Du fait de la gravité de la crise financière, le rapport dette nette/PIB des administrations publiques (qui comprend la dette de l'État et celle des administrations publiques locales) aux États-Unis demeure élevée par rapport à celle des autres pays de l'OCDE (graphique 1.7). La politique budgétaire a progressivement réduit les déficits jusqu'en 2014. Depuis, le déficit de l'administration fédérale par rapport au PIB est resté relativement stable.

14. La politique budgétaire s'est considérablement assouplie début 2018. La réforme fiscale, conjuguée à la hausse des plafonds de dépenses en 2018 et 2019 adoptée par le Congrès, constitue d'une part, une importante relance budgétaire représentant environ 1 % de PIB tant en 2018 qu'en 2019 et d'autre part, un coup de fouet pour la croissance à court terme. D'après le chiffrage officiel du JCT (*Joint Committee on Taxation*), le projet de loi devrait conduire à une diminution des recettes pour un coût total d'un peu plus de 1 000 milliards USD au cours des dix prochaines années. Même si des retombées macroéconomiques dopent les recettes fiscales, la réforme fiscale favorisera le creusement du déficit. De ce fait, la dette fédérale détenue par le public augmenterait (graphique 1.8). Selon les hypothèses économiques qui sous-tendent les prévisions concernant le budget du gouvernement, la croissance devrait afficher un rythme soutenu d'environ 3 % au cours de la prochaine décennie, ce qui permettrait à la dette publique fédérale de commencer à se stabiliser (OMB, 2018^[5]).

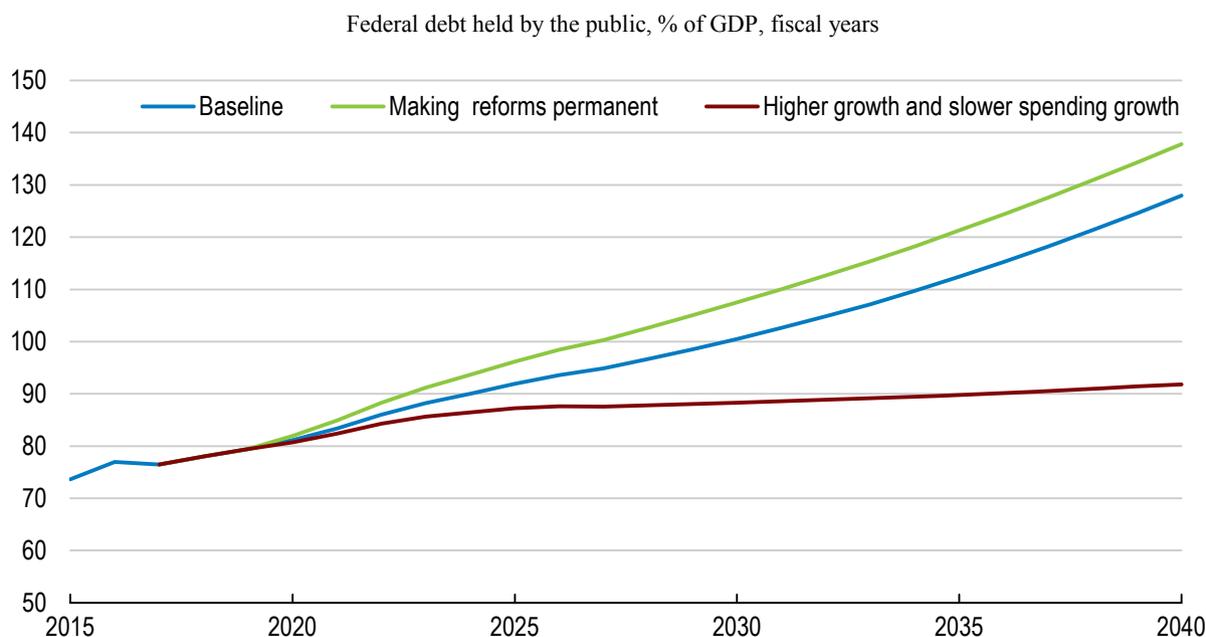
Graphique 1.7. Les déficits ont commencé à augmenter et les niveaux d'endettement sont assez élevés



1. General government shows the consolidated (i.e. with intra-government amounts netted out) accounts for all levels of government (central plus State/local) based on OECD national accounts. This measure differs from the federal debt held by the public, which was 76.5% of GDP for the 2017 fiscal year.

Source: Congressional Budget Office; and OECD Analytical Database.

15. À long terme, des pressions apparaissent sous l'effet de la hausse des dépenses obligatoires. Entre 2018 et 2028, les dépenses de santé (programmes Medicare et Medicaid essentiellement) et celles au titre de la sécurité sociale devraient respectivement augmenter de 1.3 point de PIB et de 1.1 point de PIB. Ces pressions sont partiellement contrebalancées par la diminution attendue d'autres dépenses, principalement des dépenses discrétionnaires. Les dépenses de santé s'accroissent en raison de l'élargissement de la population couverte, malgré le ralentissement de la hausse tendancielle des prix des soins. De nouveaux efforts visant à juguler la croissance des dépenses, comme l'initiative récente de réforme de la tarification des produits pharmaceutiques, seraient judicieux et à cet égard, il sera utile de prendre des mesures en vue d'assouplir les réglementations qui font augmenter le prix des médicaments pour la population (CEA, 2018_[6]).

Graphique 1.8. Une croissance plus vigoureuse est nécessaire pour stabiliser les niveaux de dette

Note : The Baseline scenario is the CBO's projection from April 2018, which is augmented beyond 2027 using the assumptions from the 2017 long-term projections. The making reforms permanent scenario reduces the tax share by 0.8 percent of GDP relative to the baseline. The scenario raises the spending ceilings for 2018 and 2019 by around \$150 billion in each year. These reforms are assumed to raise real GDP growth to 3% in both 2018 and 2019. The path thereafter takes the Barro and Furman (2018) calculations that the tax reforms will raise annual growth by 0.12 percentage points over the rest of the scenario with respect to the CBO GDP projection. The higher growth and slower spending growth scenario builds on the previous scenario, raising the average growth rate over the scenario to 3.4% and constraining the rise in non-interest spending to 1.6% of GDP over the simulation.

Source: OECD calculations.

16. Les effets de la relance budgétaire sur la croissance devraient doper les recettes. Quant à l'imposition des bénéfices réalisés à l'étranger supposés rapatriés, elle entraînera un gonflement temporairement des recettes. En outre, la réforme fiscale pourrait attirer les investissements entrants et réduire l'expatriation fiscale et les investissements sortants. Toutefois, si les taux de croissance des recettes et des dépenses sont inférieurs à ceux qui sous-tendent les prévisions du budget du gouvernement, il sera nécessaire de prendre des mesures pour assurer la viabilité des finances publiques. Le suivi des recommandations formulées dans la présente *Étude* représenterait également des coûts budgétaires additionnels (encadré 1.3). Le CBO a identifié des possibilités de réduction des dépenses en accroissant l'efficacité (CBO, 2016^[7]). Si des recettes supplémentaires sont nécessaires, il serait préférable de privilégier des sources plus favorables à la croissance, comme les impôts sur la consommation, ou de prendre des mesures à l'encontre des externalités environnementales.

Encadré 1.3. Quantification de l'impact budgétaire des recommandations

Les estimations suivantes de l'OCDE quantifient de façon approximative l'impact budgétaire de certaines recommandations. Les effets budgétaires estimés font abstraction des réponses comportementales à court terme que pourraient provoquer les changements de politiques.

Tableau 1.2. Impact budgétaire indicatif des recommandations de réforme

Mesure	Objectif	Impact sur le solde budgétaire, en % du PIB
Crédit d'impôt au titre des revenus d'activité	Étendre (à titre permanent) le crédit d'impôt au titre des revenus d'activité aux ménages pauvres sans enfant éloignés du marché du travail	0.03 %
Investissements dans les infrastructures	Stimuler (temporairement pendant 10 ans) l'investissement dans les infrastructures, y compris dans les transports en commun	0.10 %
Politiques actives du marché du travail	Augmenter (à titre permanent) les dépenses au titre des services de placement	0.02 %
Prise en charge de la dépendance aux opioïdes	Élargir (temporairement) l'accès aux médicaments indispensables et promouvoir les traitements de substitution	0.02 % - 0.10 %
Fiscalité	Pérenniser l'amortissement fiscal	0.2 %
Mesures de compensation possibles		
Subventions	Réduire les subventions au titre de l'assurance des récoltes	0.13 %
Commissions de garantie	Augmenter les commissions de garantie des entreprises parapubliques Fannie Mae et Freddie Mac et diminuer le montant maximal des prêts éligibles	0.03 %
Indexation	Utiliser une autre mesure de l'inflation pour indexer les programmes de sécurité sociale et autres programmes obligatoires	
Fiscalité	Relever de 35 cents l'impôt indirect sur les carburants et les indexer sur l'inflation.	
Fiscalité	Augmenter l'impôt indirect sur les cigarettes de 50 cents par paquet	0.18 %

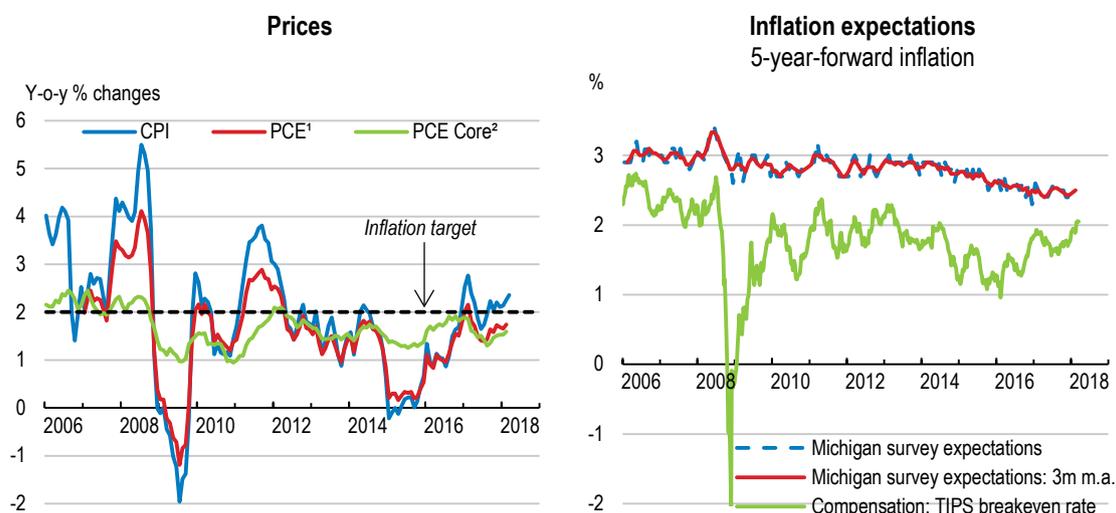
1.2.2. Normaliser la politique monétaire

17. Après avoir apporté un soutien exceptionnel à l'économie pendant près de 10 ans, la politique monétaire reste favorable à l'activité, bien qu'elle soit en voie de normalisation. La Réserve fédérale a commencé à relever ses taux directeurs en décembre 2015 et à réduire petit à petit la taille de son bilan en octobre 2017. Elle devrait poursuivre l'abandon progressif de l'assouplissement monétaire à mesure que se resserre le marché du travail et que s'affirme plus visiblement la hausse des salaires. Avec la normalisation de la politique monétaire, il sera nécessaire de faire preuve de prudence pour gérer certaines sources de risques, comme le niveau élevé de la dette des entreprises et des prix des actifs.

18. Bien que le taux de chômage soit passé au-dessous du taux considéré jusque-là par les analystes comme le taux de chômage naturel (en deçà duquel des pressions inflationnistes commencent en principe à s'accumuler), l'inflation reste inférieure à son objectif. Cette situation semble notamment refléter un certain nombre de chocs idiosyncrasiques et transitoires, et des facteurs exceptionnels comme les réformes des grilles tarifaires de la téléphonie mobile. D'après des estimations empiriques du lien entre emploi et inflation réalisées par l'OCDE, l'effet du taux de chômage et du taux de chômage naturel estimé sur l'inflation est relativement faible aux États-Unis, même en comparaison avec d'autres pays de l'OCDE. En revanche, l'écart de taux de chômage a

une incidence sur l'inflation sous-jacente (Rusticelli, Turner and Cavalleri, 2015^[1]). S'agissant des estimations des déterminants de l'inflation, les anticipations d'inflation expliquent une part importante des évolutions. Ces dernières années, les indicateurs des anticipations d'inflation sont restés relativement stables. Quant aux indicateurs relatifs à la prime exigée en contrepartie de l'inflation, ils ont quelque peu augmenté, mais ils demeurent faibles au regard des niveaux historiques (graphique 1.9).

Graphique 1.9. L'inflation revient vers sa cible, mais les anticipations restent inférieures aux valeurs observées par le passé



1. Personal Consumption Expenditures price index.

2. Personal Consumption Expenditures excluding food and energy price index.

Source: OECD Analytical Database and Thomson Reuters.

19. Il ne va pas être aisé pour la Réserve fédérale de gérer l'augmentation des taux d'intérêt à mesure que l'inflation reviendra vers son objectif. En effet, un relèvement trop rapide pourrait ancrer encore davantage les faibles anticipations d'inflation. Il serait alors plus difficile d'atteindre l'objectif d'inflation si celui-ci est perçu comme un plafond et non comme un objectif symétrique à moyen terme. En outre, des analystes critiques ont préconisé des hausses plus agressives des taux d'intérêt au cours des dernières années compte tenu des tensions sur le marché du travail. Une telle approche aurait étouffé la croissance des salaires et aurait stoppé la progression du ratio emploi/population. Sachant que ce ratio reste inférieur à ses niveaux historiques, il semble possible de ramener davantage d'individus dans la population active et dans l'emploi. Toutefois, la faiblesse prolongée des taux d'intérêt pourrait entraîner une augmentation excessive de l'inflation et elle serait susceptible d'exacerber les distorsions financières existantes requérant l'attention des autorités de réglementation prudentielle. En particulier, l'endettement des entreprises a augmenté et il atteint un niveau proche de ses sommets historiques dans certaines entreprises vulnérables.

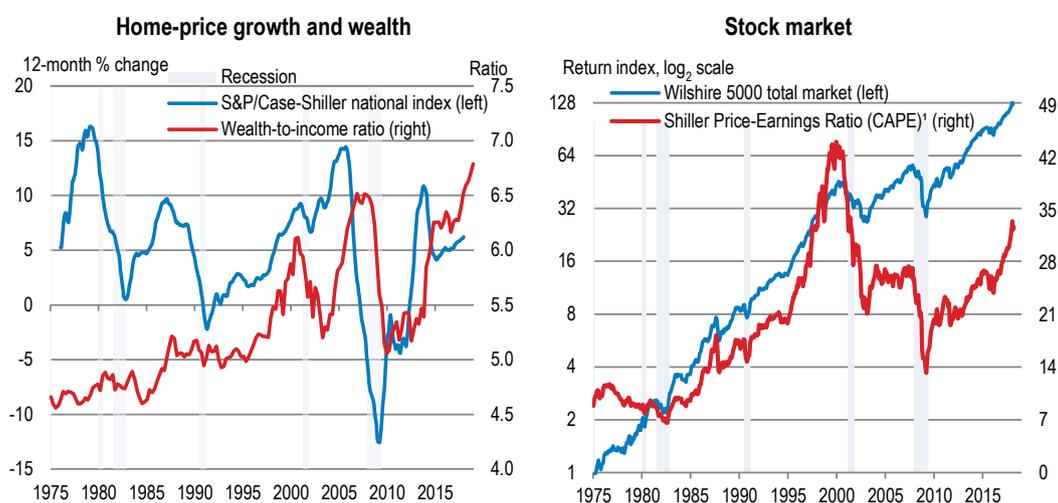
20. Avec la normalisation de la politique monétaire se pose la question d'une réforme du cadre de politique monétaire, avec notamment en toile de fond la possibilité de ménager une marge de manœuvre monétaire pour lutter contre de futurs chocs. Les anticipations concernant les taux directeurs à long terme se situent autour de 3 % seulement, alors qu'elles atteignaient souvent 6 % par le passé. Sachant que les taux directeurs ont généralement été baissés de 5 points de pourcentage lors de

ralentissements de l'activité, cela signifie qu'à l'avenir la Réserve fédérale disposera d'une faible marge de manœuvre pour réagir aux chocs. Parmi les propositions pour remédier à cette situation figure l'augmentation de la cible d'inflation actuellement fixée à 2%. Une autre solution serait de remplacer temporairement la cible en termes de politique monétaire par une cible de niveau des prix en cas de récession (Bernanke, 2017^[8]). Par essence, cette approche donnerait plus de poids au cadrage prospectif, car elle renforcerait l'engagement à atteindre l'objectif d'inflation à moyen terme de façon plus symétrique.

1.2.3. Gérer les risques posés par les marchés financiers

21. En partie à cause du niveau très faible des taux d'intérêt depuis longtemps, les prix des actifs sont élevés et les risques s'accumulent dans un certain nombre de secteurs, comme celui des entreprises (graphique 1.10). Les coefficients de capitalisation des résultats corrigés des variations conjoncturelles atteignent désormais des niveaux inédits depuis la crise financière. C'est pourquoi les termes « surévaluation » et « bulles » reviennent de plus en plus fréquemment, bien que ces phénomènes ne semblent pas constituer un risque majeur pour l'expansion (encadré 1.4).

Graphique 1.10. Les prix des actifs sont élevés



1. Cyclically Adjusted Price Earnings Ratio(CAPE, P/E10).

Source: Thomson Reuters.

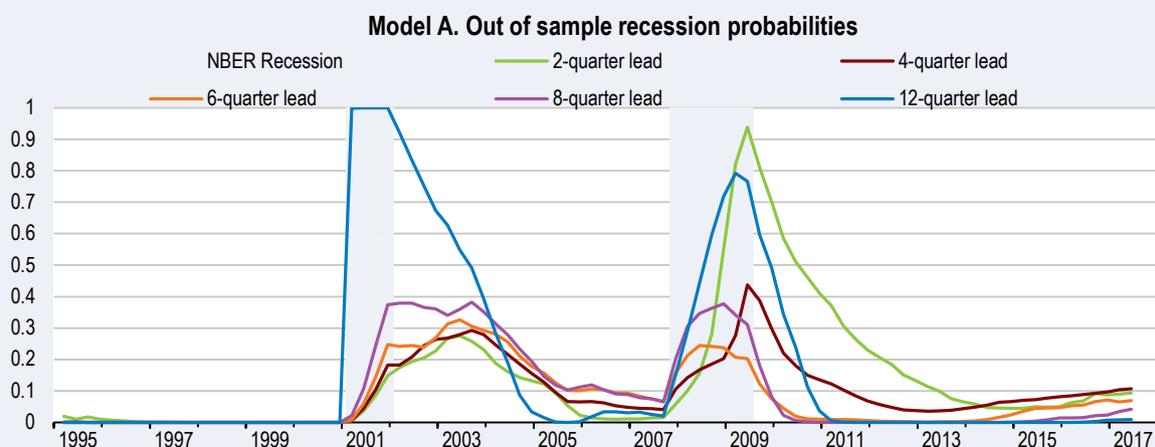
22. En revanche, certains risques semblent moins prononcés ou bien leur transmission devrait être plus faible dans les conditions actuelles. Ainsi, la remontée des prix des actifs combinée au fait que dans l'ensemble le rythme d'accumulation des crédits à la consommation est relativement raisonnable a conduit à une nette amélioration de la situation financière des ménages. Le ratio patrimoine net sur revenu disponible des ménages a atteint 6.7 ans en 2017, un niveau jamais égalé depuis 1947. Cela étant, la hausse des prix des actifs pourrait signifier que les individus qui ne sont pas propriétaires de leur logement ont davantage de difficultés à acquérir un logement. De plus, la stabilité financière est préservée par les volants de capitaux détenus par les entreprises financières. Les réglementations s'allègent et les indicateurs relatifs aux primes de risques diminuent avec l'augmentation des taux d'intérêt.

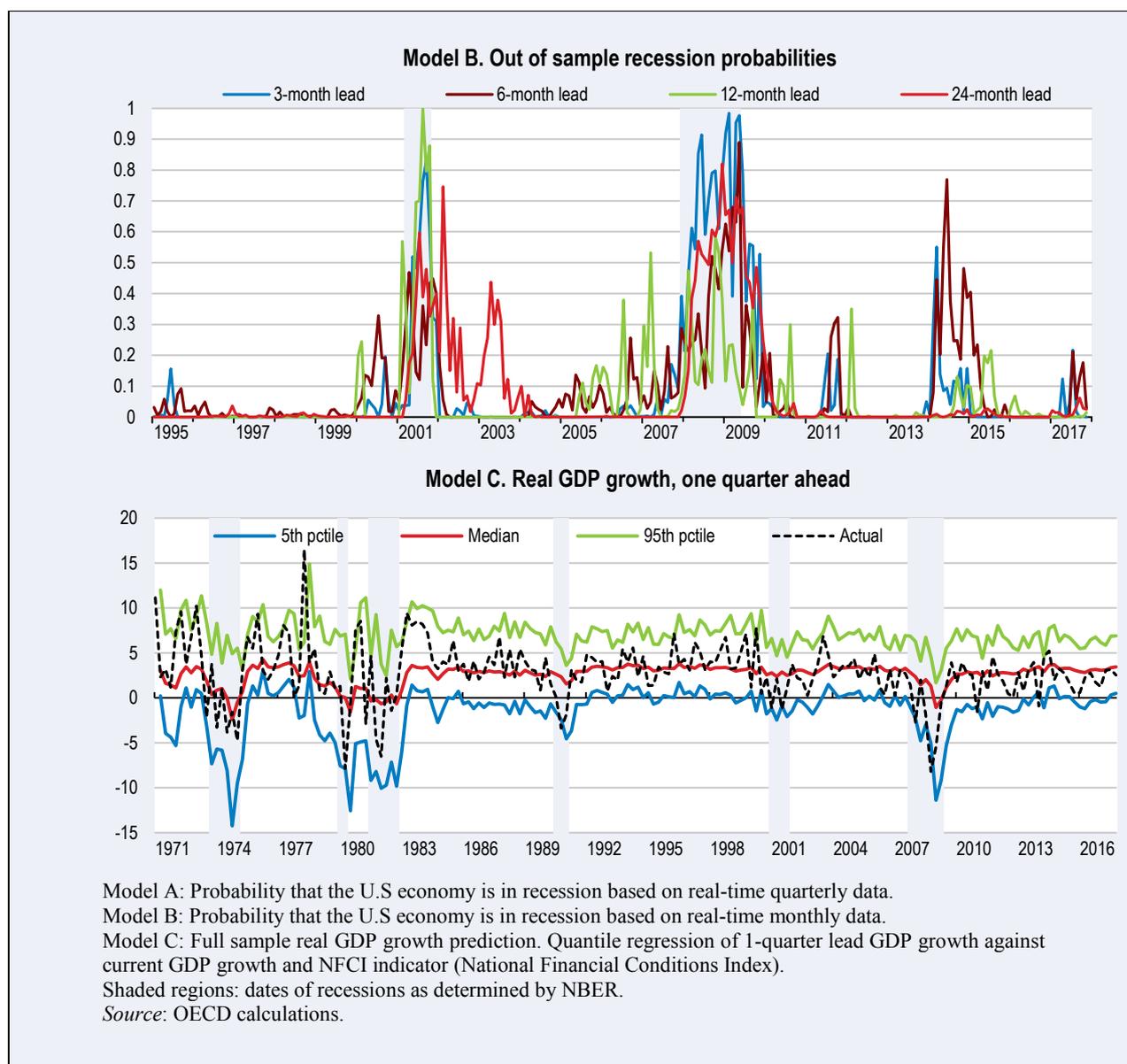
Encadré 1.4. Probabilités de récession

Si des risques existent bel et bien, ils ne semblent pas assombrir les perspectives (Azzopardi et Sutherland, 2018[13]). Les probabilités de récession, mesurées à l'aide de données issues de la base de l'OCDE sur la résilience, augmentent légèrement depuis peu. Ces données se composent de variables qui ont été associées aux phases descendantes du cycle économique dans l'ensemble des économies de l'OCDE (Hermansen et al., 2016[14]). Plusieurs modèles ont été estimés à partir des principaux éléments des données sur la résilience afin de déterminer la probabilité de récession à différents horizons temporels en utilisant des données trimestrielles (graphique 1.11, partie A). Les augmentations récentes des probabilités de récession restent inférieures aux valeurs correspondant aux précédentes phases de ralentissement.

Des données de fréquence plus élevée ou une base de données mieux adaptée aux États-Unis pourraient produire de meilleurs indicateurs d'alerte sur l'émergence de risques. À partir d'un vaste ensemble d'indicateurs mensuels utilisés dans de précédentes études (Hatzius et al., 2010[15]), les probabilités de récession estimées montrent encore une fois des signes de légère hausse ces derniers temps, mais elles ne permettent pas d'aboutir à un résultat concluant et elles ne mettent pas en évidence d'augmentation des menaces sur l'expansion (graphique 1.11, partie B). Une approche complémentaire étudiant l'éventualité d'un ralentissement à l'aide de régressions quantiles peut saisir l'accroissement des risques de divergence à la baisse par rapport aux prévisions (Adrian, Boyarchenko et Giannone, 2017[16]). Les estimations calculées avec cette approche ne sont pas non plus concluantes (graphique 1.11, partie C).

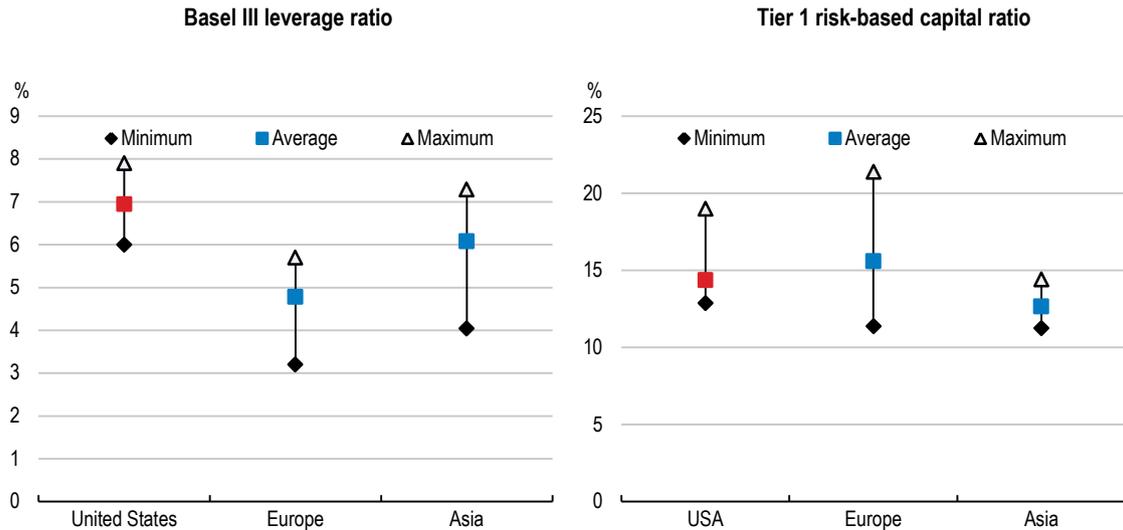
Graphique 1.11. Indicateurs d'alerte précoce





23. De manière générale, le système bancaire, en partie du fait des réformes mises en œuvre dans le cadre de la loi Dodd-Frank, semble solide. L'endettement du secteur financier atteint des valeurs historiquement basses. Les grandes banques, dans leur ensemble, disposent de fonds propres suffisants pour résister à une crise grave sans perturber l'offre de crédit (graphique 1.12). De fait, les fonds propres réglementaires des grandes banques se situent désormais à leurs plus hauts niveaux depuis plusieurs décennies. Les fonds propres de base (CET1) ont plus que doublé entre début 2009 et 2017. Les tests de résistance annuels ont contribué à améliorer les procédures des banques participantes en matière de gestion des fonds propres et des risques.

Graphique 1.12. Les banques sont mieux à même de résister aux chocs



Note: The Basel II leverage ratio is a non-risk-weighted leverage ratio also taking into account off balance sheet exposure. The minimum requirement is 3%. Tier 1 risk-based capital ratio is the relationship between a bank's core equity capital and total risk-weighted assets.

Source: Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC): Global Capital Index of capitalization ratios for Global Systemically Important Banks (as of June 30, 2017).

24. Les vulnérabilités associées à la liquidité et à la transformation d'échéances semblent avoir diminué. Les grandes banques ont réduit pratiquement de moitié leur dépendance à l'égard des financements de marché à court terme et elles détiennent davantage d'actifs liquides de haute qualité. En outre, la *Securities and Exchange Commission* (SEC) a modifié les réglementations applicables aux organismes de placement collectif monétaire. Le marché devra faire l'objet d'un suivi pour éviter que des entités remplacent ces organismes et engendrent des risques similaires.

25. En revanche, l'existence de vulnérabilités dans le secteur financier non bancaire, ou secteur bancaire parallèle, pourrait à terme fragiliser les banques qui sont fortement liées à des entités non bancaires par le biais de produits dérivés ou d'autres instruments financiers. Par exemple, le risque de crédit semble élevé dans la dette des entreprises non financières. En outre, les outils permettant une résolution ordonnée des défaillances des entreprises financières non bancaires d'importance systémique, comme les contreparties centrales ou les compagnies d'assurance, sont peu développés. Le traitement des obligations relatives aux dérivés d'une entreprise financière en défaut est un problème épineux pour les décideurs qui cherchent un juste équilibre entre risques de contagion et de panique et aléa moral.

Initiatives de réformes

26. L'une des conséquences de la crise financière est que les plus grands groupes bancaires sont devenus encore plus grands. La supervision financière a renforcé la réglementation prudentielle applicable à ces institutions. Cependant, un texte législatif aussi complexe que la loi Dodd-Frank engendre des effets secondaires imprévus et les initiatives visant à alléger les lourdeurs réglementaires injustifiées sont souhaitables. En particulier, le poids de la réglementation pesant sur les petites banques communautaires suscite des inquiétudes. Toutefois, les initiatives visant à lever les obstacles réglementaires devraient veiller à ne pas réintroduire de vulnérabilités. Toute réforme

des marchés financiers, en particulier, lorsqu'elle a une incidence sur de grandes institutions financières, doit être prudente. Le processus lancé par le Conseil de stabilité financière pour évaluer les réformes réglementaires mises en œuvre à la suite de la crise financière constitue un cadre adéquat pour évaluer la réglementation prudentielle en vigueur et fournit un calendrier pour mener les nouvelles réformes jugées pertinentes.

27. En dépit du renforcement de la résilience associé à l'amélioration de la réglementation, il est encore possible de limiter la probabilité du risque systémique lié à la défaillance des plus grandes institutions financières. En particulier, la procédure de résolution dans le cadre du droit américain sur la faillite ou d'un mécanisme spécial de résolution présente des faiblesses potentielles, en matière de traitement des défaillances des établissements bancaires d'importance systémique mondiale. Étant donné leur importance et les risques que leur taille fait peser sur l'économie, il est important de savoir si les exigences de liquidité et de fonds propres sont suffisantes. D'après un certain nombre d'études récentes, le niveau optimal de fonds propres est quelque peu supérieur à celui observé actuellement aux États-Unis, bien que de fortes incertitudes entourent ces estimations (Firestone, Lorenc and Ranish, 2017^[9]; The Federal Reserve Bank of Minneapolis, 2017^[10]).

28. Les entreprises parapubliques Fannie Mae et Freddie Mac ont été durement touchées par la crise financière de 2008 et elles ont été mises sous tutelle temporairement et recapitalisées. Quelques réformes ont certes été introduites afin de renforcer le partage des risques avec les prêteurs hypothécaires lorsque ces entreprises rachètent des prêts et de durcir les normes prudentielles sur les prêts qu'elles peuvent acquérir, mais elles restent pratiquement inchangées. En outre, la *Federal Housing Administration* crée un autre ensemble de passifs à partir de son portefeuille de prêts. Par conséquent, les autorités fédérales jouent toujours un rôle prépondérant dans le financement des logements étant donné que l'écrasante majorité des nouveaux prêts hypothécaires bénéficient d'une garantie publique par le biais de ces entités. Cette situation continue d'engendrer des risques très importants en termes d'éléments de passif éventuel et d'instabilité financière (Powell, 2017^[11]).

29. Les entreprises parapubliques ne sont pas soumises aux exigences prudentielles renforcées appliquées aux grandes banques, ces dernières étant tenues en particulier de respecter des exigences de fonds propres plus élevées, de mener de rigoureux tests de résistance chaque année et de définir des plans de résolution. Le rebond du marché du logement et la forte diminution des défauts de paiement sur les prêts hypothécaires ont permis aux entreprises parapubliques de redevenir rentables et de verser au Trésor d'importants dividendes. Toutefois, la réforme fiscale adoptée fin 2017 mettra de nouveau les entreprises parapubliques dans une situation financière difficile, car la baisse du taux d'imposition des sociétés entraînera une forte réduction de leurs créances fiscales différées. Afin de normaliser le financement des logements, la dernière *Étude économique* avait recommandé de confier entièrement la titrisation des créances hypothécaires au secteur privé. Cela supposerait de privatiser les entreprises parapubliques, de leur couper l'accès aux facilités de crédit préférentiel de l'État fédéral, de les soumettre au même régime de réglementation et de contrôle que les autres émetteurs de titres adossés à des créances hypothécaires et de les scinder en sociétés de taille plus réduite dont la défaillance ne serait plus inconcevable. Si en favorisant l'accès à des logements abordables les entreprises parapubliques jouent un rôle essentiel dans l'économie, cette tâche devrait passer par des instruments plus adaptés, ciblant les ménages à faible revenu, mais aussi par le financement de biens immobiliers destinés à la location, au lieu de ne financer que l'accession à la propriété.

Cela permettrait de rapprocher le fonctionnement du marché hypothécaire du logement avec les pratiques des autres pays de l'OCDE. Le Sénat prépare une proposition de loi en ce sens.

30. Un dernier domaine dans lequel des initiatives de réforme s'imposent est l'expérimentation réglementaire relative aux nouvelles technologies financières. Ces technologies sont susceptibles d'offrir du crédit à des groupes qui y avait difficilement accès jusque-là (Fareed et al., 2018_[12]). Il existe de grandes différences en matière d'accès à des services bancaires entre zones métropolitaines et lieux isolés, en grande partie imputables à leurs densités de population. Les autres raisons pour lesquelles les individus n'ont pas recours à des services bancaires sont l'insuffisance des fonds à épargner, le manque de confiance dans les banques et les frais bancaires. Les individus qui n'entretenaient pas de rapports « classiques » avec les banques ne sont pas nécessairement coupés du crédit, car les nouvelles technologies dans le secteur financier (les « FinTech ») ouvrent des perspectives mais soulèvent aussi des difficultés (encadré 1.5).

Encadré 1.5. Technologie des chaînes de blocs et stabilité financière

Les innovations fondées sur les nouvelles technologies dans le secteur financier (les « FinTech ») ouvrent de nouvelles perspectives susceptibles de transformer ce secteur. Ainsi, le développement de la technologie des chaînes de blocs (*blockchain*), qui constitue une déclinaison de la technologie des registres distribués, devrait se traduire par des gains d'efficacité considérables en permettant, entre autres, la réalisation de transactions sans que l'intervention d'un intermédiaire de confiance soit nécessaire. L'automatisation des services peut réduire les besoins en personnel de soutien administratif. En outre, les banques traditionnelles verront leurs modèles économiques actuels menacés lorsque de nouvelles entreprises pourront attirer leurs clients vers des services plus rapides et moins coûteux.

Néanmoins, même si les FinTech vont remettre en question les établissements financiers traditionnels, elles peuvent également ouvrir de nouveaux marchés dans le domaine des services financiers, ou élargir des marchés existants. Les innovations créent de nouvelles possibilités pour des personnes qui étaient jusqu'alors privées d'accès aux établissements financiers traditionnels, améliorant du même coup l'inclusion financière. Ainsi, les prestataires de crédit en ligne ont recours à l'apprentissage automatique et aux données massives (*big data*) pour évaluer le risque de crédit lié aux prêts personnels non garantis, au lieu d'utiliser les cotes de solvabilité normalisées qui existent déjà (Jagtiani et Lemieux, 2017[21]). De ce point de vue, l'innovation peut contribuer à réduire les obstacles qui limitaient précédemment l'accès au crédit de certains groupes – qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises.

Le développement de ces technologies pouvant être source de ruptures soulève des questions de respect de la vie privée. Les récents cybervols mettent également en exergue les problèmes liés à la sécurité numérique. Les utilisations innovantes de l'intelligence artificielle dans les services financiers soulèvent par ailleurs des difficultés pour les autorités de régulation en matière d'évaluation des risques.

Les autorités de régulation devront trouver des moyens de garantir des conditions de concurrence équitables entre les établissements financiers traditionnels et les nouveaux entrants. Les rendements d'échelle croissants sont importants et où les entreprises peuvent souhaiter rester en dehors du cadre réglementaire (et fonctionner ainsi dans le secteur bancaire parallèle), cela compliquera la tâche des autorités de régulation. Celles-ci devront préserver la confiance dans le système financier malgré la fragmentation grandissante du secteur. Dans ce contexte, d'autres pays préparent avec prudence leur cadre réglementaire. Le « bac à sable » réglementaire mis en place au Royaume-Uni (qui permet à des entreprises de tester des produits, services ou modes de livraison innovants dans un environnement réglementaire contrôlé) constitue une approche qui permet de faciliter l'innovation tout en mettant au point le cadre de gestion des risques à appliquer lorsque ces technologies sont en mesure de remettre en cause la situation des établissements financiers en place. La création d'un tel « bac à sable » devrait favoriser l'innovation avec pour objectif final une amélioration des services financiers fournis aux consommateurs.

Tableau 1.3. Recommandations antérieures de l'OCDE en matière politiques monétaire et financière

Recommandation	Mesures prises depuis l'Étude de 2016
Relever les taux d'intérêt directeurs à un rythme permettant un durcissement graduel des conditions financières de manière à ne pas compromettre la reprise et à favoriser un retour de l'inflation vers la cible de la Fed.	Les taux d'intérêt ont été relevés de façon progressive et l'inflation revient vers sa cible.
Continuer de mettre en œuvre les obligations découlant de la loi Dodd-Frank et des accords de Bâle III.	Les autorités de réglementation financière ont mis en œuvre les obligations découlant de la loi Dodd-Frank et des accords de Bâle III.

1.3. Œuvrer à rehausser les taux de croissance

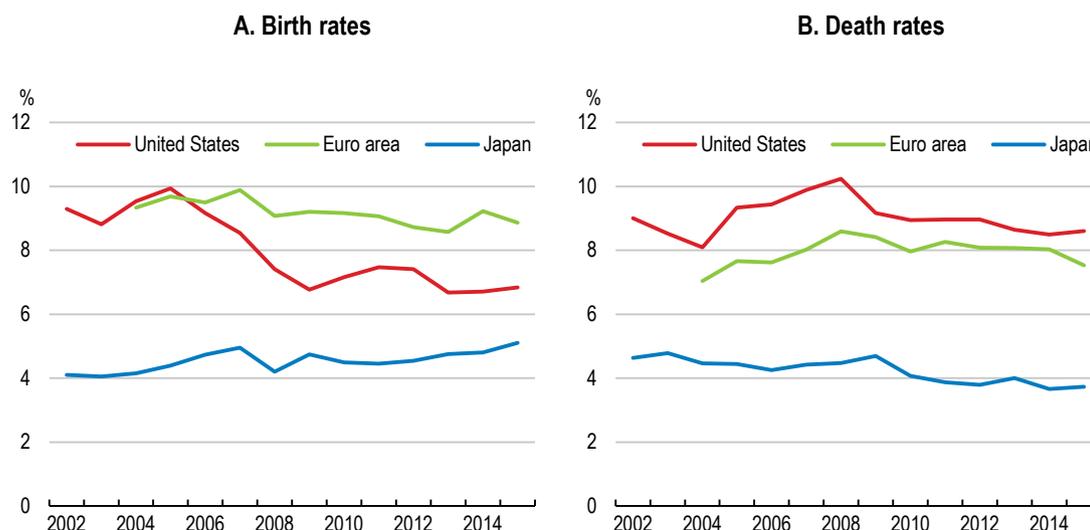
31. Pour entretenir l'expansion, il sera nécessaire de prendre des mesures visant à compenser le ralentissement de l'emploi et à stimuler la productivité. La faible croissance de la productivité résulte de plusieurs facteurs, comme le renforcement limité de l'intensité capitalistique et la lourdeur de certaines réglementions. Si l'amélioration de l'emploi reste soutenue, elle devrait s'affaiblir parce que la population active vieillit et qu'elle devrait augmenter plus lentement, mais aussi parce que les individus qui étaient peu éloignés du marché du travail y sont déjà revenus.

1.3.1. Déréglementation et dynamisation des investissements pour favoriser la productivité

32. Doper la productivité à l'aide de politiques améliorant l'environnement économique contribuerait également à soutenir la reprise. Dans cette optique, il faudrait notamment intensifier la concurrence, libérer l'allocation des ressources et accroître l'investissement (notamment dans les infrastructures). Le gouvernement a lancé un projet visant à alléger le poids de la réglementation. Désormais, les organismes publics signalent les réglementations lourdes et proposent de les supprimer. Les avancées dans ce domaine sont freinées par les interactions entre les réglementations au niveau de l'État fédéral, des États et des administrations locales.

33. Améliorer l'environnement économique en allégeant le fardeau réglementaire pourrait revitaliser la création d'entreprises et par la suite leur essor. Cela n'est pas seulement lié au ralentissement du rythme des créations d'entreprises (et celui du taux de sortie du marché) vers la moyenne des pays de l'OCDE (graphique 1.13). Les entreprises et les secteurs sont devenus moins sensibles aux chocs de productivité, tandis que, par le passé, une entreprise avait tendance à grandir après un choc de productivité (Decker et al., 2018_[13]). Comme l'expliquait la dernière *Étude économique*, ce facteur contribue à la faiblesse des gains de productivité.

Graphique 1.13. La dynamique des entreprises a ralenti

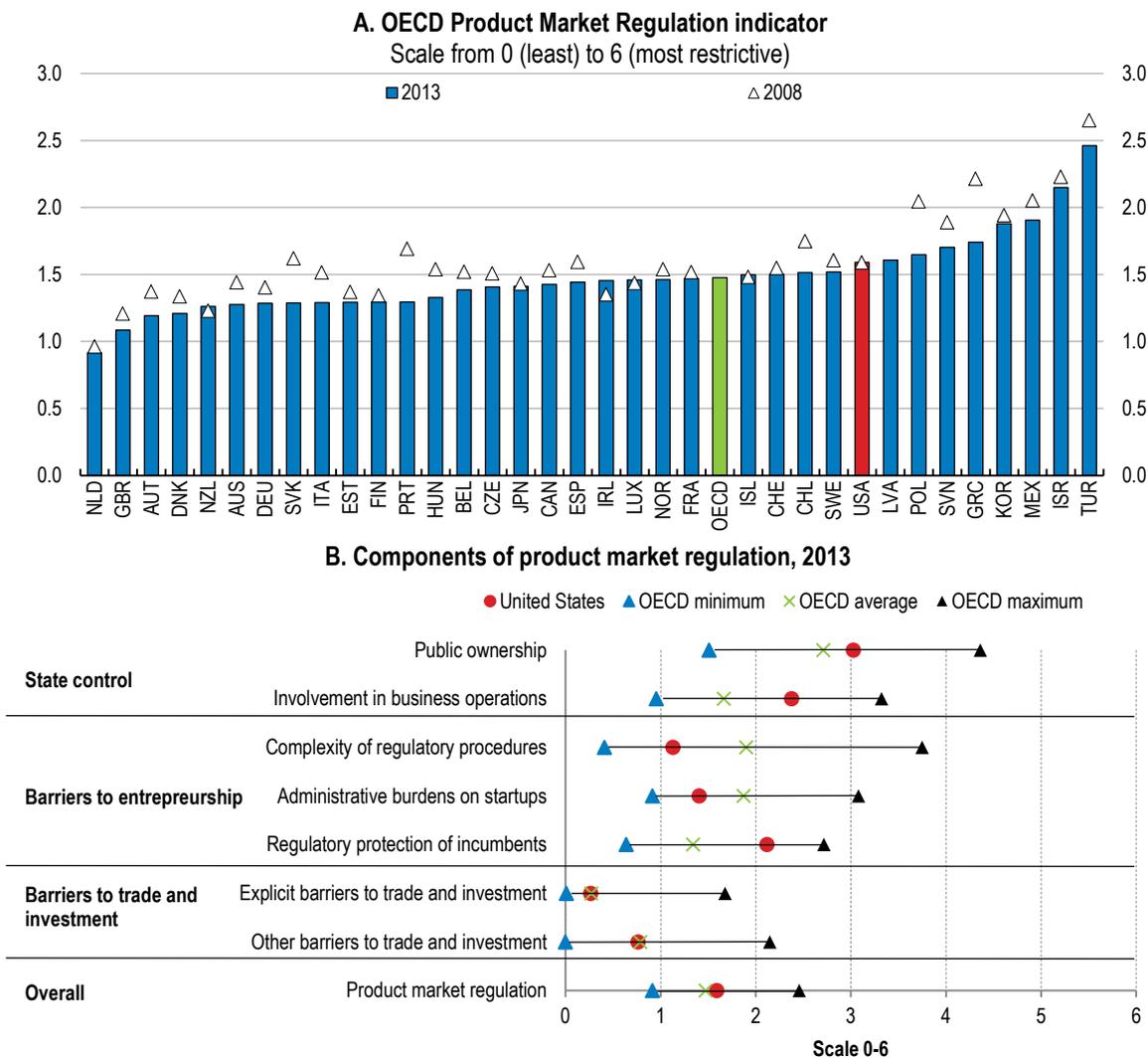


Note : Number of enterprise births and deaths in year t over number of active enterprises in year t . Data for the United States are estimated in 2013-15, using separate data from the US Census Bureau. The Euro Area estimates are an unweighted average of birth and death rates in member states.

Source: OECD Economic Outlook, Volume 2017 Issue 2.

34. Dans plusieurs domaines de la réglementation des marchés de produits, les règles appliquées par les États-Unis sont parmi les moins restrictives de l'OCDE. Les indicateurs relatifs aux obstacles aux échanges et à l'investissement ainsi que les charges administratives qui pèsent sur la création d'entreprises sont faibles. Toutefois, l'indicateur global est proche de la moyenne des pays de l'OCDE (graphique 1.14). La protection réglementaire des entreprises en place est élevée, presque uniquement en raison des exclusions du champ d'application du droit de la concurrence et des exemptions dont bénéficient les entités sous contrôle public. La suppression de ces exemptions et de ces exclusions en cas d'abus de position dominante et d'ententes horizontales ou de restrictions verticales permettrait d'assurer des conditions de concurrence équitable entre entreprises en place et nouveaux entrants. Parmi les autres domaines importants où les réglementations appliquées aux États-Unis sont plus restrictives qu'en moyenne dans le reste des pays de l'OCDE figurent le contrôle direct d'entreprises industrielles ou commerciales (lorsque les pouvoirs publics disposent de droits de vote spéciaux ou qu'il existe des restrictions concernant la vente des participations dans les entreprises sous contrôle public) et la gouvernance des entreprises publiques, qui soit coupent ces entreprises de la discipline de marché soit influencent leur gestion. Cela se produit en cas de participation des administrations des États dans les entreprises des secteurs de l'énergie et des transports (ce qui, dans les indicateurs, correspond à la situation de l'État de New York et qui n'est peut-être pas représentatif de l'ensemble du pays). D'après l'analyse de l'impact des réformes structurelles menée par l'OCDE, des réformes dans ces domaines pourraient améliorer la performance et accroître la productivité (Égert et Gal, 2017_[14]) (encadré 1.6).

Graphique 1.14. Les indicateurs de réglementation des marchés des produits sont proches de la moyenne



Source: OECD Product Market Regulation database.

Encadré 1.6. Quantification de l'impact des réformes structurelles

Les effets des réformes proposées dans la présente *Étude* sont quantifiés dans le tableau ci-dessous. Certaines des estimations qui y figurent reposent sur les relations empiriques entre des réformes structurelles antérieures et la productivité, l'emploi et l'investissement. Ces relations permettent d'évaluer l'impact potentiel de certaines réformes structurelles. Nos estimations reposent sur l'hypothèse d'une mise en œuvre rapide et complète des réformes, et sur des calculs effectués pour un ensemble de pays, qui ne tiennent pas compte des spécificités institutionnelles des États-Unis. Il est notamment fait abstraction de l'importance que revêtent les modifications apportées aux politiques publiques relevant de la compétence des États fédérés pour l'ensemble du pays. En conséquence, ces estimations n'ont qu'une valeur indicative.

Tableau 1.4. Impact potentiel des réformes structurelles sur le PIB par habitant

Réforme	Effet à 10 ans	Effet à long terme
Réglementation des marchés de produits		
Gouvernance des entreprises publiques	0.7 %	1.4 %
Contrôle direct d'entreprises industrielles ou commerciales	0.3 %	0.7 %
Politiques du marché du travail		
Améliorer le placement des demandeurs d'emploi	0.1 %	0.2 %
Fiscalité		
Pérenniser les réformes de l'impôt sur les sociétés	0.8 %	2.2 %
Dépenses d'infrastructure		
Accroître les dépenses d'infrastructure	0.9 % -2.0 %	

Note : Les modifications des politiques publiques retenues comme hypothèses dans les scénarios de réformes illustrés par ce tableau sont les suivantes :

1. Réduire le contrôle direct d'entreprises industrielles ou commerciales en le ramenant au niveau correspondant au quartile supérieur des économies de l'OCDE ;
2. Réduire le contrôle direct d'entreprises industrielles ou commerciales en le ramenant au niveau correspondant au quartile supérieur des économies de l'OCDE ;
3. Améliorer le placement des demandeurs d'emploi en procédant à une augmentation des dépenses consacrées aux programmes actifs du marché du travail destinés à faciliter le retour à l'emploi équivalant à 0.02 % du PIB ;
4. Pérenniser les mesures de réforme concernant l'impôt sur les sociétés, telles que l'amortissement fiscal immédiat et intégral des investissements ;
5. Accroître les dépenses d'infrastructure suivant un scénario correspondant aux hypothèses retenues dans le Rapport économique du Président (*Economic Report of the President*).

Sources : Calculs de l'OCDE fondés sur (Égert et Gal, 2017_[14]), (Barro et Furman, 2018_[15]), (CEA, 2018_[4]).

Sur la base d'autres relations empiriques mises en évidence pour un ensemble de pays, réduire le coût de fermeture d'une entreprise pour le ramener au niveau correspondant aux meilleures pratiques pourrait entraîner une hausse de la productivité de l'ordre de 1 point de pourcentage à long terme (Adalet McGowan et Andrews, 2017_[24]).

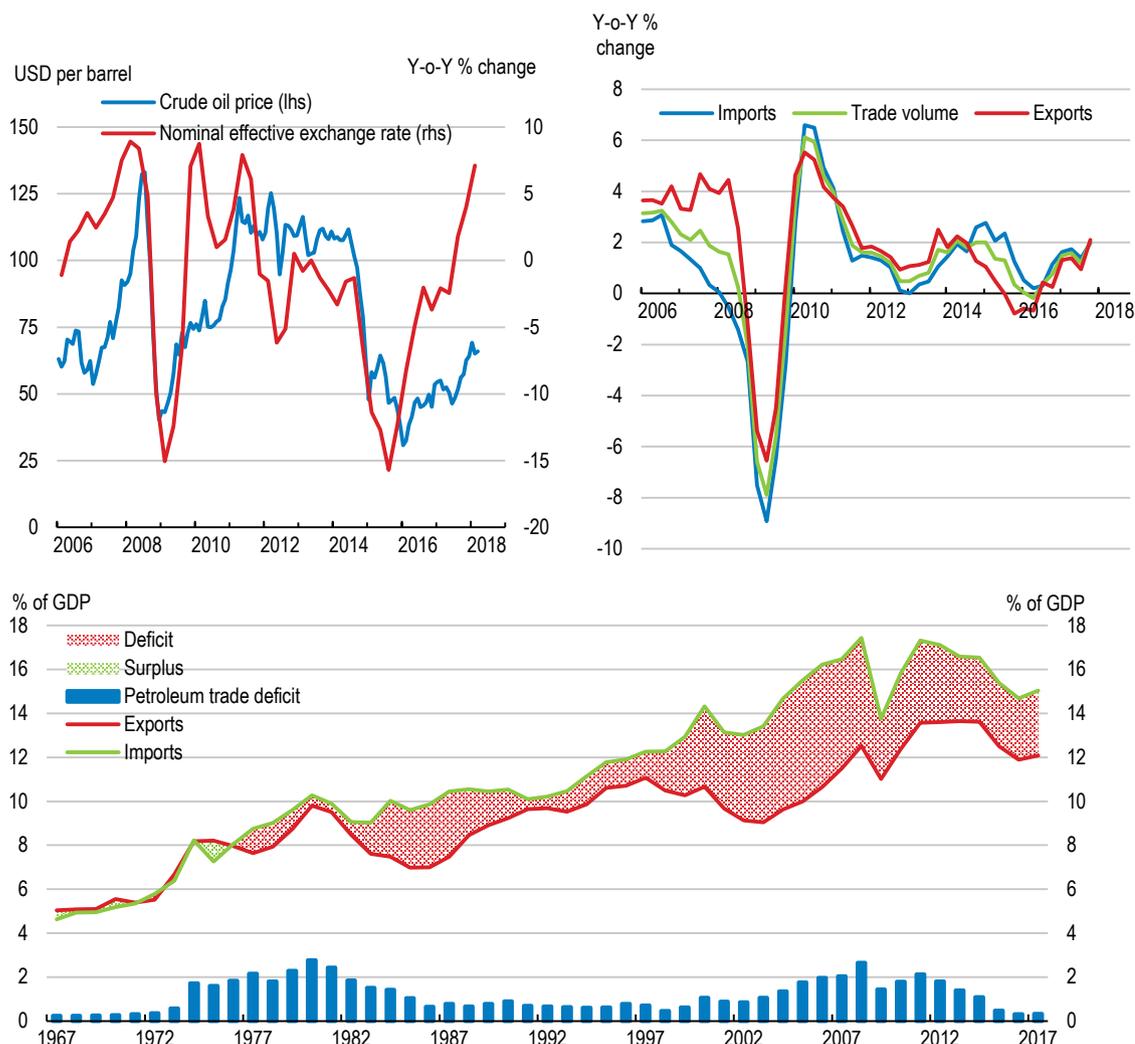
35. La multiplication des réglementations en matière d'accès à certaines professions au niveau des États et des administrations locales crée un autre ensemble de réglementations susceptibles de freiner la dynamique des entreprises. En 2017, environ un quart des travailleurs aux États-Unis détenait une accréditation ou un agrément. La

réglementation de l'accès à certaines professions est souvent justifiée sur la base de l'intérêt général, mais ce n'est pas toujours le cas. En outre, la spécificité locale des exigences requises pour exercer une profession réglementée peut constituer un obstacle à l'entrée et empêcher les individus d'accéder à un emploi ailleurs étant donné qu'ils risquent de devoir supporter des coûts importants pour obtenir un nouvel agrément. Des données empiriques montrent qu'il existe des moyens de préserver l'intérêt général tout en limitant les pertes de bien-être que ces réglementations entraînent dans l'économie. Par exemple, la reconnaissance mutuelle des agréments délivrés dans des États différents, comme cela a été encouragé par l'Administration dans le cadre de la récente initiative pour les infrastructures, semble favoriser les déplacements de main-d'œuvre d'un État à l'autre (Abdul Ghani, 2018_[16]).

Échanges internationaux

36. Le volume des échanges enregistre une progression relativement modeste depuis la Grande Récession, en raison du ralentissement de la croissance dans la plupart des grands partenaires commerciaux des États-Unis ainsi que des évolutions des taux de change et des prix du pétrole. Le développement des techniques de fracturation hydraulique a dopé la production nationale de pétrole ces dernières années et a amené la balance commerciale des produits pétroliers près de l'équilibre sous l'effet de la forte augmentation des exportations et de la baisse des importations (graphique 1.15). Environ deux tiers des échanges mondiaux mettent en jeu des chaînes de valeur mondiales, car la production des biens fait intervenir plusieurs pays. L'expansion des chaînes de valeur mondiales a généré d'importants avantages pour les consommateurs et les travailleurs grâce aux économies d'échelles, aux avantages comparatifs, aux retombées technologiques, mais aussi aux créations d'emploi, y compris de façon indirecte dans le secteur des services (OCDE, 2016_[17]).

Graphique 1.15. La croissance des échanges est faible depuis la crise



Source: OECD Analytical Database; and BEA.

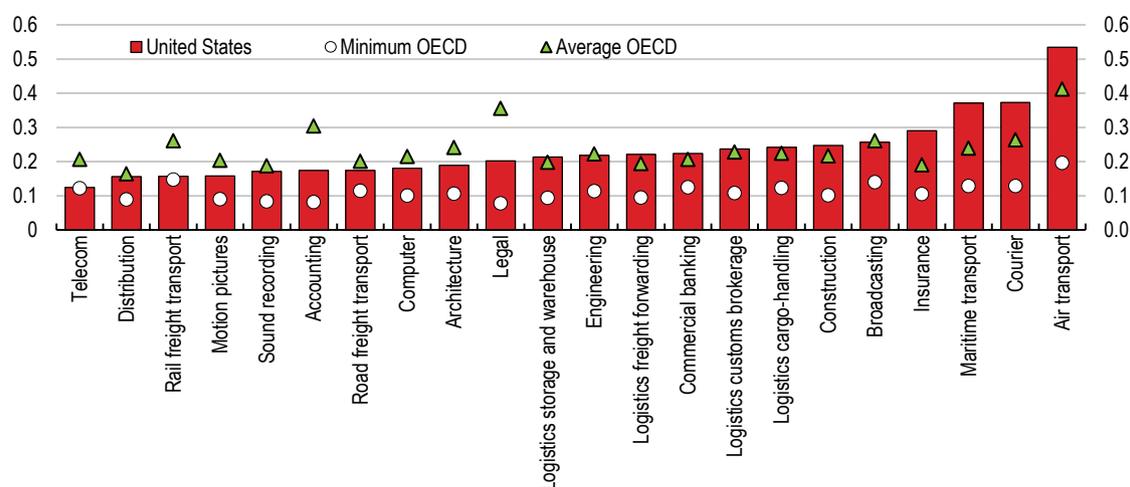
37. Les États-Unis sont fortement liés aux chaînes de valeur mondiales des pays membres de l'ALENA et leurs liens se sont renforcés au fil du temps (Escobar, 2018_[18]). Ces chaînes de valeur sont particulièrement importantes dans des secteurs comme celui de l'automobile, qui sont organisés autour de pôles industriels (Criscuolo et Timmis, 2018_[19]). Les États-Unis sont également fortement liés aux chaînes de valeur mondiales de certains pays d'Asie. L'importance du Canada, du Mexique et de la Chine en termes d'échanges en valeur ajoutée est moindre qu'en termes d'exportations brutes. Cela tient au fait qu'une part importante de la valeur ajoutée des entreprises américaines se trouve dans des biens exportés vers d'autres pays. Le déficit commercial de l'industrie manufacturière aux États-Unis diminue de 60 % lorsque l'on prend en compte la valeur ajoutée, en raison de la forte contribution des services aux échanges.

38. La réduction des obstacles aux échanges a été plus rapide pour les biens que pour les services. Les indicateurs concernant les restrictions commerciales dans les services atteignent des valeurs relativement élevées aux États-Unis (graphique 1.15). Les États-

Unis gagneraient davantage à l'allègement des restrictions commerciales, car les services occupent désormais une place plus importante dans la composition des exportations de nombreuses économies avancées. Aux États-Unis, les services génèrent déjà plus de la moitié de la valeur ajoutée exportée. Les pays ont tendance à se spécialiser davantage dans les services exportables lorsque la main-d'œuvre très qualifiée est relativement abondante et que les infrastructures numériques sont développées. Du fait de l'augmentation croissante des services dans l'économie américaine, le capital intellectuel a gagné en importance, y compris dans les échanges internationaux (encadré 1.8). Dans ce contexte, poursuivre la réduction des obstacles aux échanges de façon multilatérale serait bénéfique aux États-Unis et à l'économie mondiale (encadré 1.7).

Graphique 1.16. Les échanges de services ne sont pas très ouverts

The indices take values between zero and one (the most restrictive)¹, 2017.



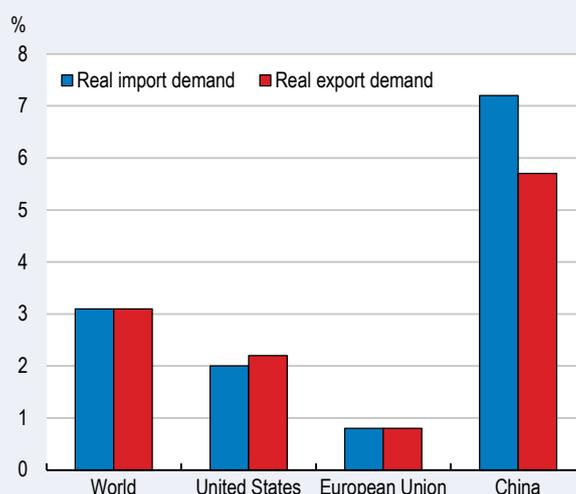
1. The index includes regulatory transparency, barriers to competition, other discriminatory measures, restrictions on movement of people and restrictions on foreign entry.

Source: OECD Services Trade Restrictiveness Index (STRI).

Encadré 1.7. La réduction des obstacles au commerce stimulerait l'économie mondiale

Les conséquences d'une libéralisation multilatérale des droits de douane sont étudiées à l'aide d'un scénario dans lequel les droits de douane ont été ramenés au niveau le plus faible en vigueur dans les économies du G20 pour chaque secteur examiné à l'aide du modèle METRO de l'OCDE ((2015a). Dans la majorité des secteurs, le taux minimal est de 0 %, les exceptions étant les autres produits alimentaires (1 %) et le textile (2 %). Si une telle réduction était mise en œuvre (ce qui reviendrait à une réduction en moyenne pondérée de 2 % pour toutes les économies), les échanges mondiaux progresseraient de plus de 3 % (graphique 1.17). C'est en Chine, où les droits de douane sont au départ relativement plus élevés, que les échanges augmenteraient le plus. Dans ce pays, les importations de ce pays (qui présentent les avantages relativement les plus importants) augmenteraient légèrement plus que les exportations. Les États-Unis et l'UE enregistreraient eux aussi une augmentation, celle-ci étant plus importante aux États-Unis.

Graphique 1.17. Augmentation des échanges induite par la réduction des droits de douane



Légendes :
 Demande réelle d'importations
 Demande réelle d'exportations
 Monde
 États-Unis
 Union européenne
 Chine

Note : Les effets sur les échanges ont été simulés à l'aide du modèle METRO de l'OCDE, un modèle d'équilibre général calculable du commerce mondial comportant un niveau de désagrégation sectorielle poussé. L'augmentation des échanges est un effet à moyen terme.

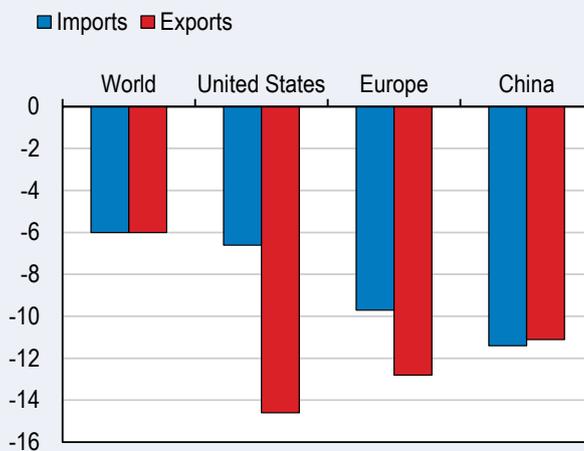
Source : Arriola et Stone, (2018 [à paraître]).

Les avantages de réductions multilatérales des obstacles aux échanges peuvent

être comparés à l'impact qu'aurait la mise en place de nouvelles restrictions commerciales de grande ampleur. Un tel scénario se traduirait pour la Chine, l'Europe et les États-Unis par une augmentation de 10 points de pourcentage du coût des échanges vis-à-vis de tous les partenaires et pour toutes les marchandises (mais pas les services). Une telle évolution aurait des conséquences négatives majeures sur les échanges, les pays les plus durement touchés étant ceux qui imposeraient de nouveaux obstacles au commerce (graphique 1.18)

Si le changement du niveau de protection choisi a une valeur purement illustrative, on pourrait s'attendre à ce que des changements d'une ampleur différente produisent des effets macroéconomiques proportionnellement supérieurs ou inférieurs, même s'il ne faut pas exclure que certains effets négatifs puissent ne pas avoir été pris en compte dans les simulations. Par exemple, des mesures de rétorsion sont susceptibles d'entraîner des effets négatifs supplémentaires sur les échanges, du fait de la perturbation des chaînes de valeur mondiales, et les incertitudes induites par des politiques commerciales protectionnistes provoqueraient probablement un ralentissement de l'investissement, qui serait suivi de nouvelles chutes des revenus et de la productivité

Graphique 1.18. Effets de l'augmentation des coûts commerciaux sur les échanges



Légendes :
 Importations
 Exportations
 Monde
 États-Unis
 Europe
 Chine

Note : Effet d'un renforcement de la protection commerciale par les États-Unis, la Chine et l'Union européenne se traduisant par une hausse du coût des échanges de 10 points de pourcentage. L'Europe inclut l'Union européenne, la Suisse et la Norvège. Les échanges intra-européens n'ont pas été inclus dans les résultats commerciaux de l'Europe. Les effets sur le PIB et les échanges ont été simulés à l'aide du modèle METRO de l'OCDE, un modèle d'équilibre général calculable du commerce mondial comportant un niveau de désagrégation sectorielle poussé (OCDE, 2015d).

Source : Perspectives économiques de l'OCDE, novembre 2016, encadré 1.3.

Les pouvoirs publics ont à leur disposition, en plus des droits de douane, d'autres leviers importants de libéralisation des échanges comme des mesures non

douanières ou la réduction du coût des échanges de services. Étant donné qu'au cours de la dernière décennie, la libéralisation, à l'échelle multilatérale aussi bien que régionale, a progressé plus lentement pour les services et les mesures non douanières que pour les droits de douane, les possibilités de gains d'une libéralisation des échanges dans ces domaines pourraient être importantes. Outre le seul impact en termes d'accès au marché, on pourrait aussi s'attendre à ce que des réformes de la réglementation permettant de réduire les coûts des échanges aboutissent à renforcer considérablement la concurrence et entraînent des gains de productivité importants dans les économies concernées, tant dans les secteurs libéralisés eux-mêmes que dans les secteurs situés en aval dans les chaînes de valeur locales et mondiales.

Encadré 1.8. Le capital intellectuel est de plus en plus important pour le commerce international

L'investissement des entreprises dans le capital intellectuel est lié à la croissance et aux gains de productivité (OCDE, 2015[30]). Ce lien existe essentiellement pour deux raisons. Premièrement, contrairement à ce que l'on observe pour le capital physique, le coût assumé initialement pour élaborer certains types de connaissances n'a pas à être assumé de nouveau lorsque ces connaissances sont réutilisées (en d'autres termes, le capital intellectuel est « non rival »). Cette caractéristique peut se traduire par d'importantes économies d'échelle en matière de production. Deuxièmement, les investissements créent des externalités de connaissances, qui permettent aux retombées positives d'un investissement initial de se propager à de nombreux secteurs économiques. Des études ont montré que l'investissement des entreprises dans le capital intellectuel contribue à hauteur d'un cinquième à la croissance moyenne de la productivité du travail dans l'Union européenne (UE) et aux États-Unis.

Le capital intellectuel est en train de devenir un actif plus susceptible de faire l'objet d'échanges commerciaux, qui s'insère au cœur de l'économie mondiale. L'essentiel de la valeur inhérente aux produits technologiques et aux médicaments ne réside pas dans les matériaux qui constituent ces biens, mais dans le continuum d'activités liées à la recherche, aux essais et à l'innovation nécessaires à leur élaboration. Même des produits industriels de base comme les vêtements peuvent intégrer dans leur valeur un capital intellectuel important, correspondant par exemple à leur conception. À mesure que la mondialisation se poursuit, le nombre de marchés destinataires ou producteurs du capital intellectuel inhérent à ces produits ne cesse d'augmenter. Dans des pays tels que l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni, le poids de l'investissement dans le capital intellectuel augmente régulièrement au fil du temps par rapport à celui de l'investissement dans le capital matériel.

Tandis que la propriété intellectuelle ne cessait de gagner en importance, un certain nombre d'évolutions ont sensiblement modifié la façon dont la propriété intellectuelle est créée, diffusée, acquise et utilisée. Certaines de ces évolutions, telles que les progrès des technologies numériques, ont contribué à rendre l'information plus abondante, plus facile d'accès et plus aisée à stocker et à reproduire. Ces évolutions ont également rendu plus facile l'obtention et la distribution illégales d'éléments de propriété intellectuelle. Cela contribue au fait que les droits de propriété intellectuelle sont aujourd'hui plus importants que jamais, dans la mesure où il est dans l'intérêt de tous sur le long terme que les acteurs qui créent des connaissances et des œuvres d'art disposent de droits clairement définis et exécutoires, leur permettant d'éviter que des tiers ne s'approprient leurs idées ou l'expression de leurs idées sans autorisation.

Politique de la concurrence

39. La politique de la concurrence mérite une certaine attention. Certains redoutent un affaiblissement de la concurrence, mais les éléments de preuve fondés sur l'augmentation de la concentration au niveau sectoriel ne sont pas convaincants (Shapiro, 2018_[20]). D'après une récente étude empirique, les opérations de fusion-acquisition se traduisent généralement par un accroissement des marges et non par des

gains de productivité au niveau de l'entreprise (Blonigen et Pierce, 2016^[21]), question qui pourrait être approfondie.

40. Garantir des résultats conformes aux règles de la concurrence et préserver le bien-être des consommateurs posent des difficultés particulières en raison des changements technologiques qui permettent aux entreprises et aux marchés de se transformer rapidement. Le risque que dans des secteurs dynamiques de nouveaux acteurs parviennent à conquérir des parts de marché devrait forcer les entreprises à continuer d'innover pour conserver leurs positions. Toutefois, les entreprises ayant accès à des données massives (*big data*) sur leurs clients peuvent créer des segments de marché plus ciblés. Jusque-là, ces innovations ont accru le bien-être des consommateurs, mais elles peuvent être utilisées de façon anticoncurrentielle, en particulier lorsque des effets de réseau existent (en raison desquels les nouveaux entrants peinent à attirer les clients des acteurs en place). Par conséquent, les autorités de la concurrence devront peut-être prendre des mesures ou promouvoir des outils qui permettent aux consommateurs de contrecarrer l'abus de position dominante, comme la portabilité des évaluations faites par les clients. Certains analystes ont proposé de redéfinir les termes « monopoliste » et « entrée potentielle » pour éviter que les entreprises dominantes en place ne puissent créer des obstacles à l'entrée sur un marché (McSweeney et O'Dea, 2018^[22] ; Shapiro, 2018^[20]).

41. Plus récemment, l'utilisation par les entreprises d'accords de non-concurrence (qui empêchent les salariés de travailler pour des entreprises concurrentes) et la conclusion par des entreprises d'accords de non-débauchage suscitent des préoccupations grandissantes. Ces comportements affaiblissent la concurrence sur le marché du travail et empêchent les travailleurs d'accéder à des emplois mieux rémunérés (Krueger et Posner, 2018^[23]). Les autorités de la concurrence ont commencé à agir, en intentant des poursuites contre des entreprises dans le domaine de la santé ou des technologies notamment et en définissant des orientations en matière de pratiques de recrutement visant à garantir le respect du droit de la concurrence. Un certain nombre d'États prennent également des mesures pour limiter la capacité des entreprises à imposer des clauses de concurrence dans les contrats.

Tableau 1.5. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la politique de la concurrence

Recommandation	Mesures prises depuis l'Étude de 2016
Adapter la politique de la concurrence aux nouvelles tendances de la numérisation, de l'innovation financière et de la mondialisation. Renforcer l'application des mesures correctives en matière de fusions.	Les autorités de la concurrence répondent aux évolutions liées à la transformation numérique notamment en réalisant des études pour examiner ces questions.
Continuer d'étoffer les politiques publiques favorables à la concurrence, notamment dans les télécommunications.	La FCC (<i>Federal Communications Commission</i>) estime que le marché de la téléphonie mobile est concurrentiel. Les progrès ont été plus lents dans le déploiement du haut débit. Le Président a signé un décret pour la promotion des réseaux haut débit dans les zones rurales.
Utiliser les financements fédéraux pour éliminer les réglementations inutiles en matière d'accès à certaines professions et faciliter la reconnaissance mutuelle entre États des exigences requises pour exercer une profession réglementée.	Les autorités de la concurrence soutiennent l'idée d'une réduction du nombre de professions à accès réglementé, y compris en recourant à la pratique de l' <i>amicus curiae</i> . L'initiative relative aux infrastructures va également dans ce sens.

Investissement infrastructurel

42. Depuis le début des années 2000, l'investissement public dans l'infrastructure ralentit et le stock de capital – qui inclut le réseau routier et la voirie – ne croît pas au rythme de l'économie et de l'évolution des besoins, ce qui explique l'augmentation de la congestion et des goulets d'étranglement. En outre, comme les équipements, tels que les routes et les ponts, se dégradent car mal entretenus, des appels ont été lancés pour qu'il soit investi dans leur modernisation (ASCE, 2017^[24]).

43. L'Administration a levé le voile sur le plan qu'elle a élaboré pour accroître l'investissement dans les infrastructures en tirant mieux parti de la participation du secteur privé : il s'agit d'engager des dépenses fédérales de l'ordre de 200 milliards USD sur 10 ans de façon à porter le total des investissements à 1 500 milliards USD. Cependant, les crédits nécessaires à la mise à exécution de ce plan n'ont toujours pas été approuvés. Le deuxième axe poursuivi par l'Administration pour stimuler l'investissement consiste à simplifier les procédures de délivrance des autorisations afin de raccourcir les délais d'exécution des projets.

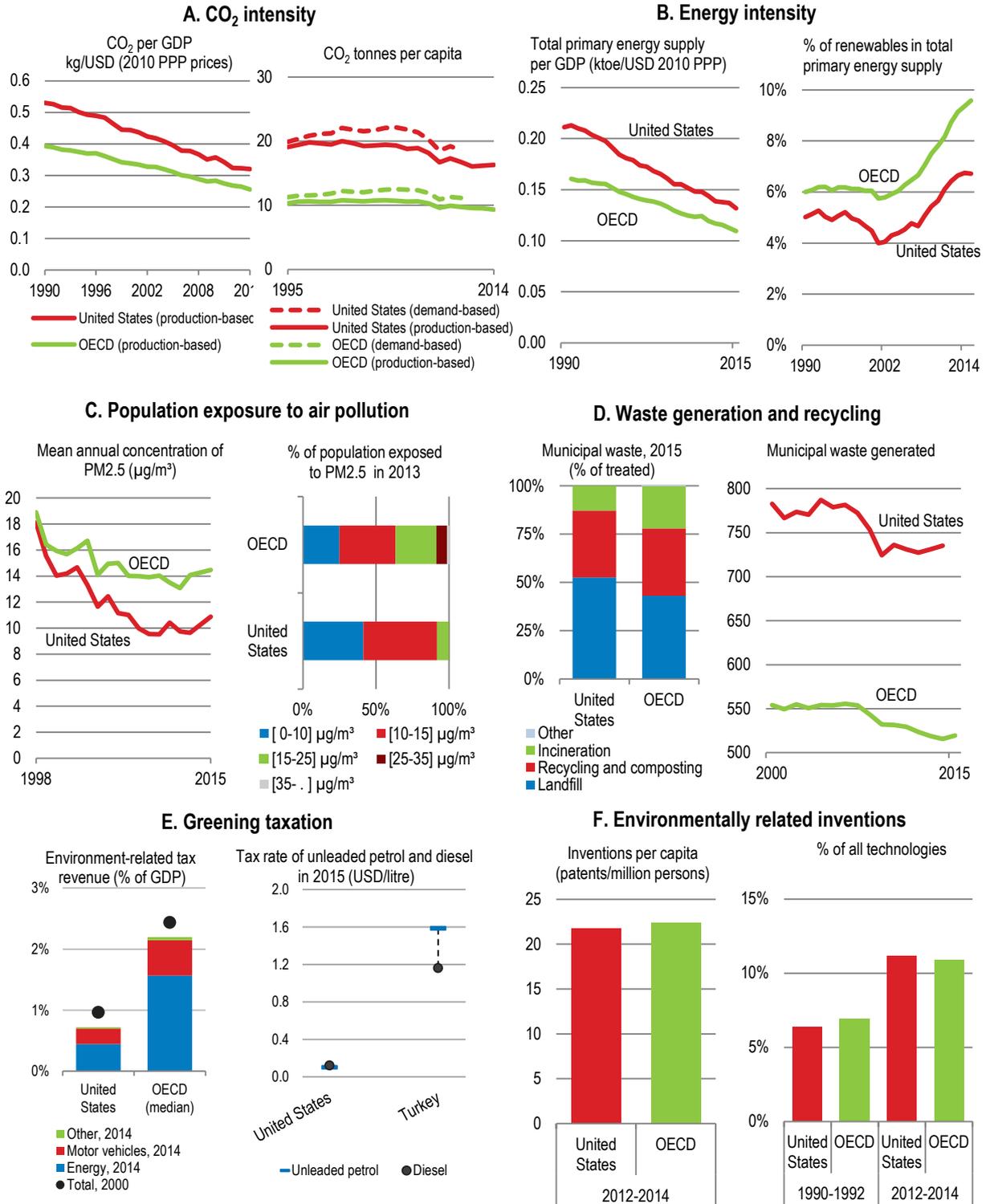
44. Cette politique, c'est-à-dire rendre le climat d'investissement plus favorable tout en dynamisant la fourniture d'infrastructures, devrait favoriser la hausse de la productivité. D'après le CBO et le CEA, la modernisation de l'infrastructure de base pourrait, dans certaines circonstances, conduire à un taux de rendement marginal de l'investissement dans le capital public compris entre 8 % et 13 % (CEA, 2018^[4]). Compte tenu des conditions actuelles de son financement, il importe d'assurer la durabilité de l'infrastructure névralgique en soutenant les travaux de maintenance en cours d'exécution. Dans les transports routiers, en particulier, les équipements sont parfois en piteux état et les retards s'accumulent dans la maintenance. D'autres secteurs pâtissent d'un tel problème, notamment les transports publics, la distribution d'eau potable et le traitement des eaux usées.

45. Les conditions du financement du réseau de transport routier ne permettent pas d'assurer le niveau voulu d'expansion et d'entretien des ouvrages existants. Il convient surtout de noter que la taxe sur l'essence constitue une source importante de revenus pour le *Highway Trust Fund*, fonds chargé de financer les équipements autoroutiers et intermodaux ainsi que l'infrastructure de transport collectif. Or, cette taxe a échappé à la hausse et reste parmi les plus faibles de l'OCDE (graphique 1.19). En conséquence,

ses recettes ne permettent plus de couvrir les dépenses du Fonds, dont la solvabilité se trouve donc compromise. De surcroît, la généralisation des voitures moins gourmandes en carburant et des véhicules électriques vient éroder la base fiscale, tout en ajoutant à l'usure de l'infrastructure et aux embouteillages. Il est possible que la mise en place de redevances d'utilisation pour financer les dépenses d'infrastructure, conformément à la pratique plus répandue dans les autres pays de l'OCDE, contribue à mettre l'investissement en adéquation avec les besoins en matière de transport et à réduire le risque de projets à espérance mathématique négative.

46. Un axe majeur de l'initiative de l'Administration en faveur des infrastructures consiste à attirer les investisseurs privés dans les projets publics, ce qui peut passer par la conclusion d'accords de partage des risques et profits qui sont flexibles et ne se résument pas à la mise en place d'une redevance d'utilisation ou à la rémunération de la mise à disposition, comme on le voit habituellement dans les partenariats public-privés. En particulier, lorsqu'une grande incertitude entoure l'évolution de la demande, les dispositifs d'incitation flexibles, qui prévoient le partage des risques et profits en cas de demande faible et élevée, peuvent offrir aux investisseurs privés des solutions nouvelles dont les contribuables tireront également profit.

Graphique 1.19. La pression fiscale liée à l'environnement est faible par rapport à la moyenne OCDE



Source : OECD Green Growth Indicators database.

47. Par ailleurs, le recours accru aux redevances d'utilisation, péages de congestion et autres systèmes de tarification kilométrique incite les usagers à tenir compte des coûts des embouteillages et de l'usure de la chaussée, tout en renseignant sur l'emplacement des besoins en infrastructure et sur la situation du financement. La place grandissante des redevances d'utilisation et péages de congestion influera également sur les choix géographiques et contribuera à la densification des zones urbaines en limitant l'étalement urbain. Cela pourrait non seulement rejaillir sur les émissions de gaz à effet de serre (généralement plus élevées dans les zones urbaines moins densément peuplées) mais aussi améliorer l'accessibilité des emplois pour les travailleurs américains. La réalisation de ces deux objectifs bénéficierait également d'une urbanisation fondée sur les besoins de transport collectif et d'accessibilité. Les programmes fédéraux pourraient aussi permettre de resserrer la coordination entre les autorités centrales et locales des États, dont l'absence peut saper la productivité à l'échelle des villes et remettre en cause le potentiel d'économies normalement présenté par les grands projets d'infrastructure impliquant plusieurs autorités compétentes.

48. Une autre tâche à mener dans le domaine des infrastructures consiste à améliorer l'accès au haut débit fixe, en particulier dans les zones rurales (OCDE, 2018b). L'importance de l'entreprise tient au fait que le déploiement de cette technologie moderne permet de renforcer l'intégration des localités dans les réseaux économiques plus vastes, ainsi que de donner accès aux services de santé et d'éducation dans les lieux les plus reculés. En 2018, la Commission fédérale des communications (FCC) a consacré 2 milliards USD aux appels d'offres concurrentes (enchères) afin de raccorder près d'un million de logements. Certaines villes se sont également dotées de leur propre réseau, généralement en s'appuyant sur l'infrastructure existante afin de limiter les coûts. Ces initiatives ont reçu le soutien de la FCC, qui s'emploie en outre à recenser les obstacles que la réglementation place indûment sur la voie du déploiement du haut débit. Un décret présidentiel récent vise également à promouvoir le développement de réseaux haut débit dans les zones rurales.

Tableau 1.6. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la politique de l'environnement

Recommandation	Mesures prises depuis l'Étude de 2016
Œuvrer à la mise en place d'une tarification du carbone, par exemple en instaurant la taxe pétrolière de 10 USD par baril qui a été proposée et en mettant à exécution le <i>Clean Power Plan</i> (plan pour une électricité propre).	Aucune mesure prise

Les réformes fiscales transforment l'environnement des entreprises

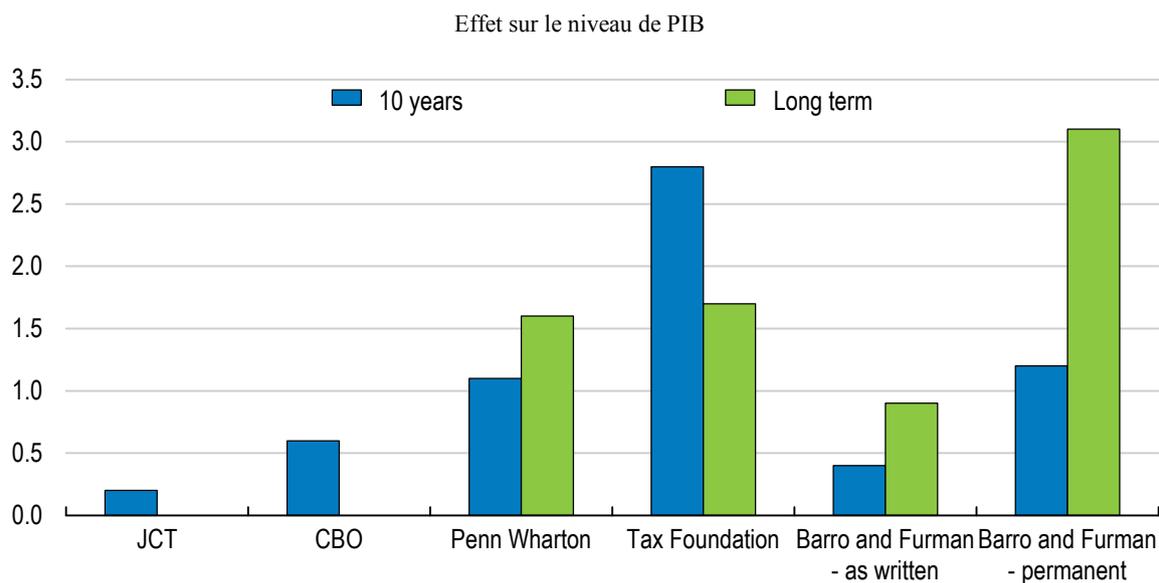
49. Les réformes fiscales menées fin 2017 ont produit des changements considérables dont il avait été question pendant de nombreuses années et que des Études économiques précédentes recommandaient de mettre en œuvre (tableau 1.7). Ces réformes ont principalement consisté à réduire les taux marginaux des impôts sur le revenu des personnes physiques et sur les bénéfices des sociétés ; conjuguées à des mesures de simplification, elles permettront d'atténuer les distorsions induites par le système fiscal et de dynamiser l'investissement (encadré 1.9).

50. Des évaluations de l'impact des réformes sur la fiscalité des entreprises tendent à montrer qu'elles stimuleront l'investissement en capital et accroîtront le PIB (graphique 1.20). Selon les calculs officiels de la commission conjointe des impôts

(*Joint Committee on Taxation*), ces réformes augmenteront le PIB d'environ 0.7 % en moyenne au cours de la prochaine décennie, même si ce gain sera de seulement 0.1-0.2 % à la fin de la décennie (JCT, 2017_[25]). Ce ralentissement s'explique en partie par la suppression de la déductibilité fiscale intégrale des investissements (et par l'augmentation des taux d'intérêt). Si ces mesures devaient être définitives, les estimations réalisées par Barro et Fuman (2018_[15]) suggèrent que l'impact sur le niveau du PIB pourrait être significatif, surtout si l'on prend en compte les effets de rétroaction dynamique. Les chercheurs s'inquiètent néanmoins du risque que la structure de la réforme fiscale ne réduise les incitations à investir dans la recherche et le développement dans la mesure où la disposition autorisant l'amortissement des frais de recherche et développement est limitée dans le temps.

51. La réforme fiscale introduit d'importantes innovations, notamment en matière de fiscalité internationale (encadré 1.10). Le passage à un système fiscal semi-territorial et les mesures associées visant à décourager le transfert d'actifs de propriété intellectuelle afin de déclarer des bénéfices dans des pays ou territoires à fiscalité faible devraient freiner les pratiques de planification fiscale agressive et enrayer les délocalisations de sièges sociaux d'entreprise. Il est moins évident de déterminer dans quelle mesure ces initiatives inciteront les multinationales à augmenter leur investissement en capital aux États-Unis car il s'agit de transformations de grande ampleur sur lesquelles l'expérience antérieure livre peu d'enseignements. L'examen des recherches sur le sujet laisse penser que, dans certains cas, les effets peuvent être considérables (CEA, 2018_[4]).

52. Compte tenu de l'incertitude qui entoure l'impact sur les décisions d'investissement, les réformes fiscales devraient entraîner des manques à gagner budgétaires. Les déficits pourraient ainsi s'aggraver de 0.6 à 0.8 point, tandis que la dette de l'administration fédérale pourrait s'accroître de six points au cours des dix prochaines années, toutes choses égales par ailleurs. Les conséquences du projet de loi sur la répartition des revenus sont complexes, en particulier du fait que nombre de dispositions de la législation actuelle sont amenées à disparaître, et elles n'apparaîtront qu'au fil du temps. À court terme, l'augmentation de l'abattement forfaitaire et du crédit d'impôt pour enfant à charge donnera un coup de pouce aux ménages à faible revenu, tandis que la réduction de certaines dépenses fiscales régressives, par exemple la déduction des intérêts des prêts hypothécaires, aura dans l'ensemble un impact négatif plus important sur les ménages à revenu élevé. En revanche, les réductions d'impôt nettes moyennes en valeur absolue seront plus importantes pour les ménages à haut revenu (Auerbach, Kotlikoff and Koehler, 2018_[2]).

Graphique 1.20. Estimation de l'impact des réformes fiscales sur le PIB

Note : Les estimations de la JCT et du CBO sont basées sur la réforme fiscale telle qu'elle figure dans la loi. L'estimation de Penn Wharton intègre l'hypothèse que les clauses d'extinction puissent être actionnées inopinément. L'estimation de la Tax Foundation tient compte de l'expiration des dispositions. Les estimations de Barro et Furman supposent que les modifications de l'impôt sur les sociétés prendront fin comme prévu ou seront pérennisées.

Source : compilation par l'OCDE.

Encadré 1.9. La réforme fiscale de 2017

Une réforme fiscale de grande ampleur a été promulguée en décembre 2017. Cette loi est un ensemble complexe d'éléments temporaires et permanents. Les principales composantes du régime fiscal national sont les suivantes :

- Les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques sont réduits à partir de 2018, mais uniquement jusqu'en 2025. Le taux marginal supérieur est ramené de 39.6 % à 37 %. Les taux sont abaissés dans la plupart des autres tranches d'imposition. L'abattement forfaitaire est augmenté et le crédit d'impôt pour enfant à charge est majoré. Le seuil d'assujettissement aux droits de succession est multiplié par deux et porté à 22 millions USD. Un changement de méthode d'indexation des tranches de l'impôt sur le revenu des personnes physiques visant à refléter plus précisément l'inflation entraînera un passage plus rapide des contribuables dans les tranches supérieures.
- La réforme supprime l'abattement à la base et plafonne les déductions au titre des impôts locaux et des États à 10 000 USD. La déduction des intérêts hypothécaires est plafonnée aux intérêts dus sur des prêts d'une valeur de 750 000 USD (contre 1 million USD auparavant). Les déductions au titre des dépenses d'éducation et des dépenses médicales sont revues à la baisse.
- Les révisions du régime d'imposition des sociétés comprennent la baisse du taux légal de l'impôt sur les sociétés prélevé par le gouvernement fédéral qui va passer de 35 % à 21 %. 100 % des dépenses d'investissement pourraient être déclarées en dépenses déductibles pendant la période 2018-2022, avant un retrait progressif de ce dispositif d'amortissement accéléré à l'horizon 2026.
- Les personnes physiques qui touchent un revenu provenant d'entités intermédiaires peuvent déduire 20 % de ce revenu de leur impôt. À l'instar d'autres modifications apportées au régime d'imposition des personnes physiques, cette mesure prendra fin en 2025.
- Les déductions d'intérêts par les entreprises sont plafonnées à 30 % des bénéficiaires de l'entreprise mesurés par l'EBITDA jusqu'en 2021 et par l'EBIT par la suite. La possibilité de reporter la perte nette d'exploitation inutilisée sur des exercices antérieurs est supprimée.
- Une taxe sur les bénéfices réalisés à l'étranger non rapatriés sera prélevée au taux de 8 % ou de 15.5 %, en fonction de leur degré de liquidité.

Tableau 1.7. Recommandations antérieures de l'OCDE concernant la politique budgétaire

Recommandation	Mesures prises depuis l'Étude de 2016
Réduire le taux marginal légal de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et élargir sa base, notamment en supprimant les abattements fiscaux.	D'importantes réformes ont été lancées en 2018
Dynamiser les dépenses d'investissement publiques bénéfiques à long terme, dans des domaines comme les infrastructures, les compétences, l'innovation, la santé et la protection de l'environnement.	Des plans ont été annoncés
Développer l'investissement dans les infrastructures et financer leur entretien ; promouvoir en particulier les transports en commun. Utiliser les programmes fédéraux pour encourager la coordination entre les autorités des États et les autorités locales.	Des plans ont été annoncés
Instaurer des crédits d'impôt R-D remboursables pour les nouveaux entrants.	Aucune mesure prise

Encadré 1.10. Réforme fiscale et régimes d'imposition internationale

La Loi contient un certain nombre de dispositions fiscales internationales qui permettront d'aligner le système fiscal des États-Unis sur les normes et pratiques internationales. Ainsi, la Loi intègre de nombreuses recommandations formulées dans le cadre du projet OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). D'importantes mesures de lutte contre le phénomène de BEPS ont été adoptées, notamment des dispositions qui renforcent les règles applicables aux sociétés étrangères contrôlées (SEC) afin d'étendre les circonstances dans lesquelles une société étrangère sera traitée comme une SEC, y compris dans les cas où un résident des États-Unis détient des actions assorties de peu de droits de vote représentant au moins 10 % de la valeur de la société étrangère. La Loi contient également des dispositions qui visent à contrer les montages hybrides et à restreindre la déductibilité des intérêts.

La réforme fiscale instaure un nouvel impôt minimum sur le « revenu mondial à faible taux d'imposition tiré de biens incorporels » (*global intangible low-taxed income, GILTI*) ; en vertu de ce régime, les actionnaires des États-Unis détenant une participation de 10 % dans une SEC doivent intégrer dans leur revenu le rendement excédentaire perçu par cette SEC, mais peuvent prétendre à une déduction de 50 % et à un crédit d'impôt partiel pour impôt étranger qui vient minorer le taux effectif aux États-Unis appliqué au GILTI. Le GILTI vise à empêcher les groupes américains de transférer des actifs vers des pays ou territoires à faible fiscalité.

La Loi prévoit également un impôt visant à lutter contre la fraude fiscale et à préserver la base d'imposition (*base erosion and anti-abuse tax, BEAT*) ; il s'agit d'une règle visant à contrer l'érosion de la base d'imposition sous la forme d'un impôt minimum de remplacement, qui soumet les entreprises américaines et les établissements stables d'entreprises étrangères à un impôt supplémentaire si leur charge fiscale calculée sur leur « revenu imposable modifié » (qui exclut les paiements déductibles d'intérêts versés à des parties liées) assujetti à un taux de BEAT réduit dépasse le montant normal de leur impôt sur les sociétés. Le BEAT s'applique uniquement aux gros contribuables qui réalisent un chiffre d'affaires brut annuel moyen consolidé d'au moins 500 millions USD. En outre, le BEAT est exigible uniquement si les paiements ayant pour effet d'éroder la base d'imposition du contribuable excèdent 3 % du total des paiements déductibles (2 % pour les banques et les courtiers en valeurs mobilières). Le BEAT s'appliquerait aux entreprises américaines qui effectuent des paiements déductibles (autres que le coût des marchandises vendues) à des parties liées étrangères. D'une manière générale, cet impôt n'aura guère d'effet sur les entreprises multinationales étrangères qui vendent des marchandises à des distributeurs liés aux États-Unis, car le coût de marchandises vendues n'est pas inclus dans la base d'imposition modifiée. Toutefois, il pourrait pénaliser lourdement les entreprises multinationales étrangères qui vendent des services ou des licences d'utilisation de biens incorporels sur le marché américain par l'intermédiaire d'un distributeur américain.

Outre le GILTI, qui constitue un impôt minimum sur les revenus tirés de biens incorporels, une autre disposition de la Loi prévoit un taux réduit applicable au « revenu étranger tiré d'un bien incorporel » (*foreign-derived intangible income, FDII*). Les entreprises américaines peuvent déduire un montant équivalent à 37.5 % (jusqu'en 2025 ;

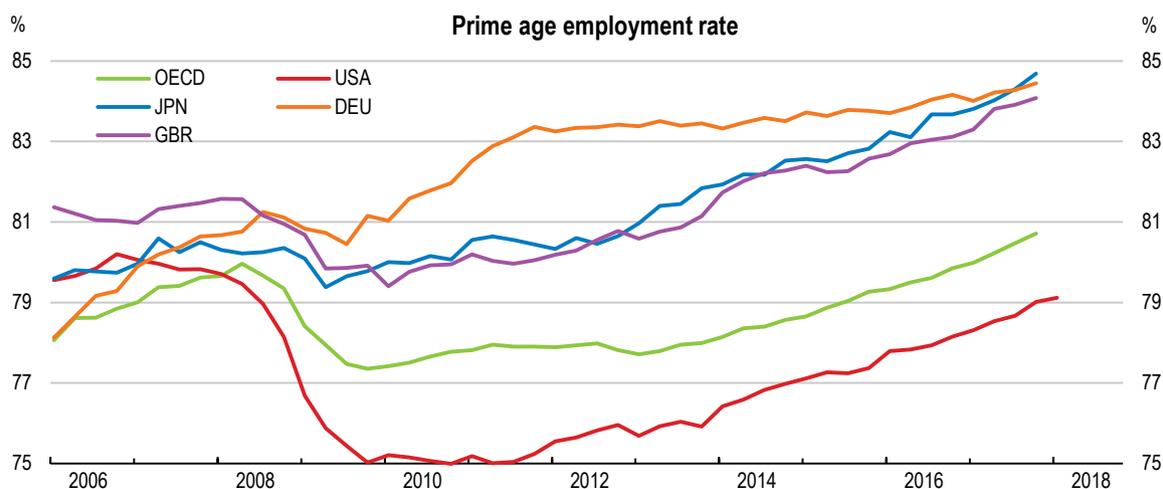
21.875 % par la suite) de leur FDII de leur revenu imposable tiré des ventes réalisées sur des marchés étrangers ; le FDII est calculé en multipliant le « revenu réputé tiré de biens incorporels » de l'entreprise américaine (le rendement excédentaire) par la fraction de son revenu de source étrangère donnant droit à déduction, ce qui aboutit à un taux effectif d'imposition (après déductions) de 13.125 % sur le FDII, contre un taux d'impôt sur les bénéfices des sociétés de 21 %. Le FDII est un régime spécial destiné à maintenir les actifs de propriété intellectuelle des entreprises américaines aux États-Unis, car le taux applicable au FDII est similaire au taux effectif applicable au revenu perçu par la SEC à partir de facteurs mobiles en vertu du régime GILTI. Le régime du FDII sera examiné en 2018 par le Forum de l'OCDE sur les pratiques fiscales dommageables afin de déterminer s'il est compatible avec l'Action 5 du BEPS consacrée aux pratiques fiscales dommageables.

Les États-Unis ont beaucoup progressé dans la mise en œuvre des mesures issues du projet BEPS. La réforme fiscale montre que les États-Unis ont la ferme intention de mettre en place un système fiscal compétitif tout en protégeant leur base d'imposition.

1.3.2. Améliorer les perspectives d'emploi

53. L'expansion économique actuelle a annulé les pertes d'emplois passées et a aidé de nombreuses personnes à retrouver du travail. Le chômage se situe à un niveau historiquement bas, mais tous les travailleurs disponibles n'occupent pas pour autant un emploi. En fait, le taux d'emploi reste inférieur au plus haut d'avant la crise en 2007, lui-même déjà en deçà du plus haut enregistré avant la crise de 2000. À mesure que la population vieillit, les baby-boomers continuent de partir à la retraite et l'entrée de nouveaux arrivants sur le marché du travail ralentit, limitant la possibilité d'une croissance tirée par l'emploi (Lacey, Toossi et Dubina, 2017^[26]). Si le taux d'emploi des travailleurs d'âge très actif est proche de la moyenne de l'OCDE, il est inférieur à celui constaté dans de nombreux autres pays à revenu élevé comme l'Allemagne, le Japon et le Royaume-Uni (graphique 1.21), ce qui donne à penser qu'une marge de progression est possible. Dans ce contexte, les mesures d'aide au retour à l'emploi pourraient contribuer à atténuer les pressions démographiques et à dynamiser encore les revenus, avec des effets potentiellement considérables sur les ménages modestes.

Graphique 1.21. Même s'il se redresse, le taux d'emploi reste relativement bas

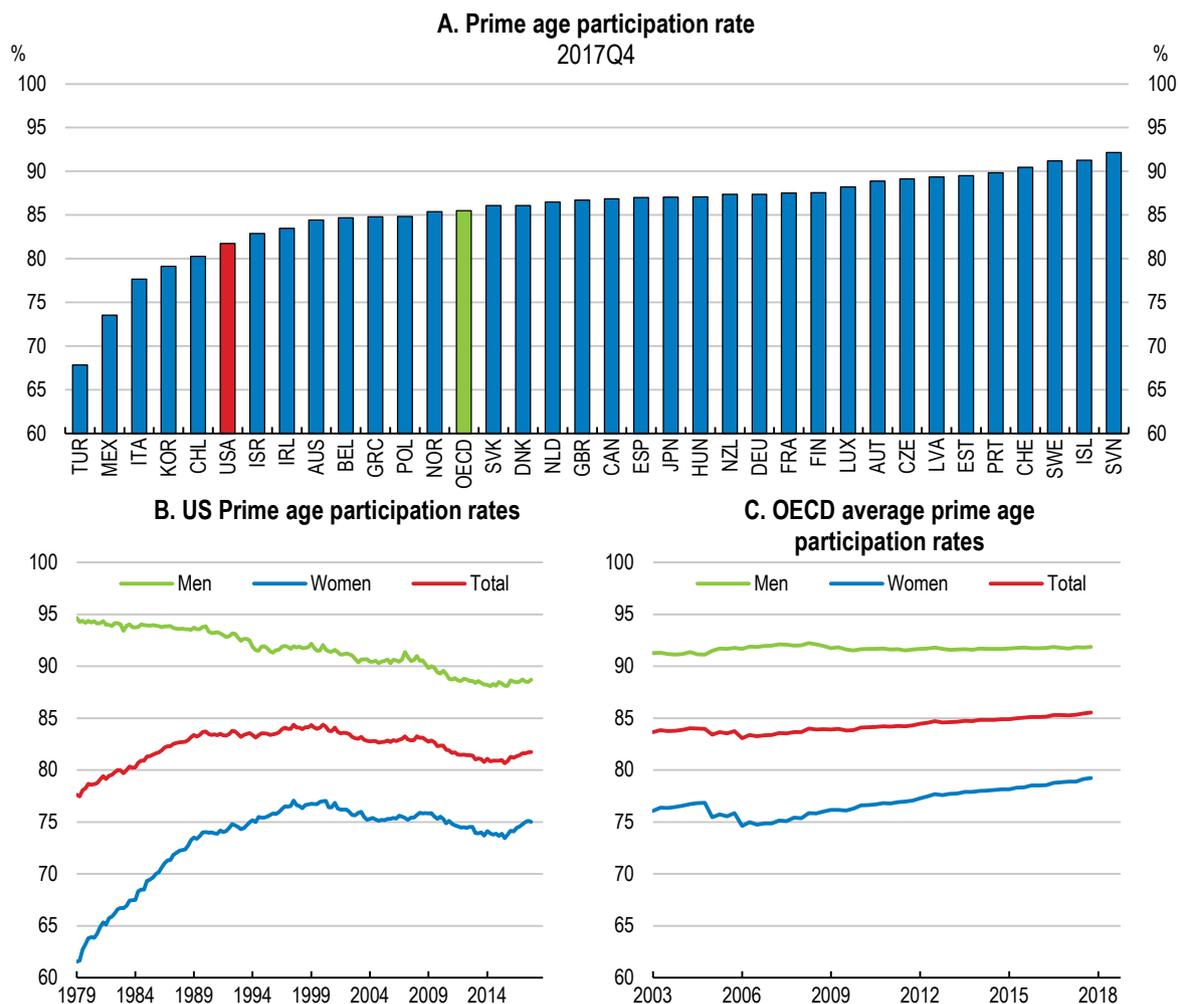


Note : Les adultes d'âge très actif appartiennent à la classe d'âge 25-54 ans. Le taux d'emploi d'une classe d'âge donnée est calculé comme le nombre d'actifs occupés appartenant à la classe d'âge considérée rapporté à la population de la même classe d'âge. Les données relatives à l'OCDE correspondent à une moyenne simple.

Source : Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail.

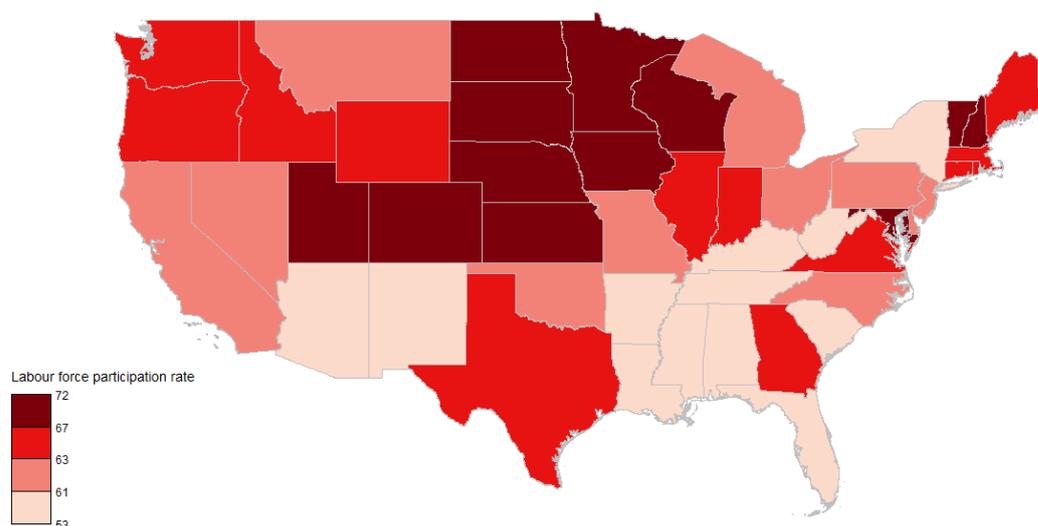
54. Par rapport à de nombreux autres pays de l'OCDE, une grande partie de la population reste en marge du marché du travail (graphique 1.22). Le taux d'activité de certaines catégories de population est particulièrement bas, notamment celui des personnes peu qualifiées. On observe aussi des variations sur le plan démographique, les hommes afro-américains et les femmes d'origine latino-américaine ayant un taux d'activité inférieur aux autres. De la même manière, l'inactivité varie considérablement d'une région à l'autre (graphique 1.23) (Guichard, 2018_[27]). Une tendance est plus particulièrement inquiétante, à savoir la contraction du taux d'activité des travailleurs d'âge très actif, particulièrement des hommes. Le taux d'activité des femmes s'est quelque peu redressé dernièrement, alors que les hommes blancs inactifs tendent à rester en dehors du marché du travail (Varghese et Sutherland, 2018_[28]). Plusieurs éléments sont évoqués pour expliquer ce recul, parmi lesquels le fait que l'avantage associé à l'expérience professionnelle diminue au fil du temps pour certaines personnes peu qualifiées (Elsby et Shapiro, 2012_[29]) ou que les hommes jeunes vivent avec leur famille et passent leur temps à jouer aux jeux vidéo (Aguiar et al., 2017_[30]). C'est particulièrement probant pour les hommes jeunes qui n'ont pas poursuivi d'études supérieures.

Graphique 1.22. Le taux d'activité des personnes d'âge très actif est faible



Note : Les adultes d'âge très actif appartiennent à la classe d'âge 25-54 ans. Le taux d'activité correspond à la population active (actifs occupés et chômeurs) divisée par la population dans cette classe d'âge. Les données relatives à l'OCDE correspondent à une moyenne simple.

Source : OCDE, Base de données des Statistiques de la population active.

Graphique 1.23. Les taux d'activité sont très variables d'un État à l'autre

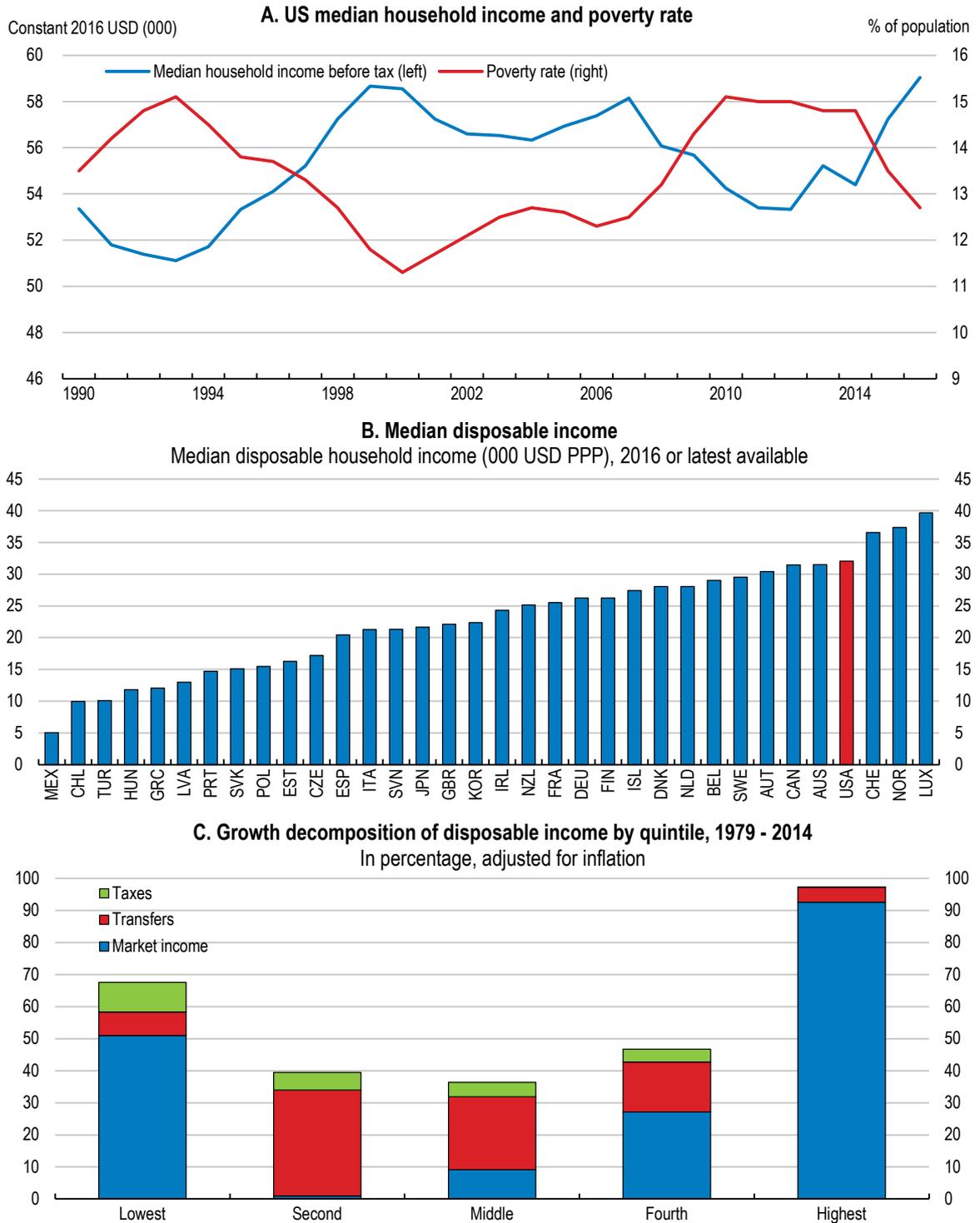
Note : Population civile non institutionnelle de 16 ans et plus.

Source : Bureau of Labor Statistics.

55. La croissance dynamique de l'emploi, supérieure au taux qui tient compte des nouveaux arrivants sur le marché du travail, a fait reculer le chômage à un niveau proche des plus bas historiques, provoquant des tensions sur les marchés du travail dans les régions en expansion rapide et pour les professions les plus demandées. Couplées à une accélération de la croissance des salaires, ces tendances ont contribué à inverser la contraction du revenu médian réel des ménages enregistrée depuis la récession. Parallèlement, la part de la population vivant sous le seuil officiel de pauvreté a diminué en 2015 et en 2016. La mesure de la pauvreté relative de l'OCDE par rapport au revenu disponible a diminué elle aussi en 2015, dernière année pour laquelle des données sont disponibles. Sur une plus longue période, l'amélioration observée au milieu de la distribution des revenus est modeste par comparaison avec celle constatée aux deux extrémités de l'échelle (Denk et al., 2013^[31]) (graphique 1.24).

56. L'accélération de la croissance des salaires attendue au cours des prochaines années sera essentielle pour inciter davantage de travailleurs inactifs à reprendre un emploi, avec à la clé un effet positif sur les revenus. Les mesures d'aide au retour à l'emploi des catégories de population vulnérables pourraient entraîner une baisse des coûts publics, en réduisant les dépenses allouées aux prestations, aux soins de santé et, parfois, à la justice pénale, tout en relevant les recettes fiscales. Si elles fonctionnent, ces mesures contribueront en outre à atténuer les chocs causés par l'automatisation, dans les cas où le chômage risque de déboucher sur l'inactivité (Daubanes et Yanni, 2018^[32]) (encadré 1.11). Pour favoriser le retour à l'emploi, il convient d'agir sur plusieurs fronts, y compris en remobilisant les travailleurs découragés qui ont quitté le marché du travail, en limitant les contre-incitations liées aux programmes d'invalidité et à d'autres programmes publics, et en œuvrant à la lutte contre la pharmacodépendance.

Graphique 1.24. Le revenu disponible médian est élevé, et il se redresse



Note : La définition officielle de la pauvreté (partie A) s'appuie sur le revenu monétaire avant impôts et ne tient pas compte des plus-values ni des avantages non monétaires (logement social, Medicaid et bons d'alimentation par exemple). Dans la partie C, les ménages sont classés en fonction du «revenu avant transferts et impôts» et non du «revenu avant impôts» comme dans (Denk et al., 2013_[31])

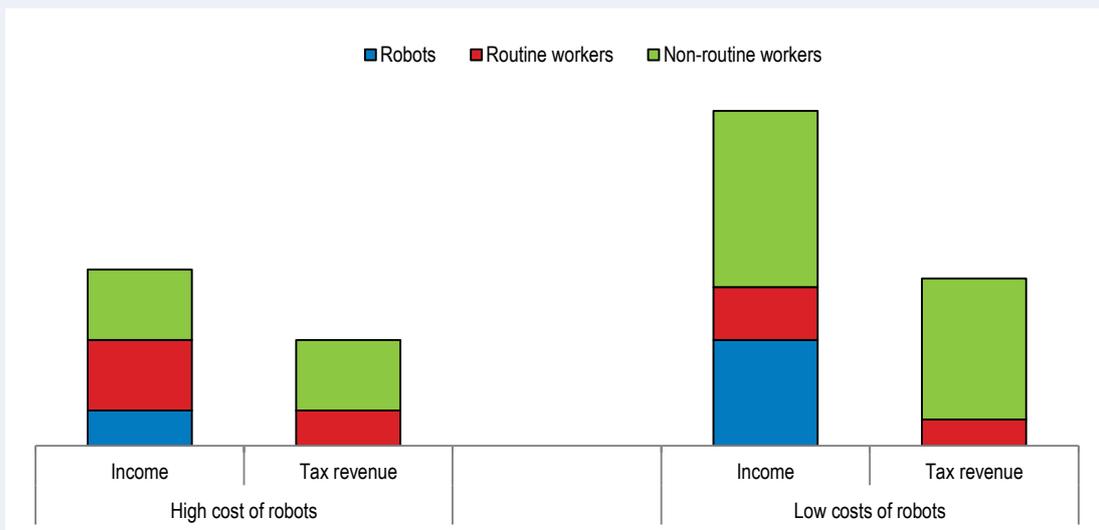
Source : CBO ; Base de données sur la distribution des revenus de l'OCDE ; et Thomson Reuters.

Encadré 1.11. Taxer les robots

Du fait des préoccupations nées de la crainte que les robots ne suppriment des emplois et n'aggravent les inégalités, des voix se sont fait entendre pour demander un ralentissement du progrès technologique, notamment en imposant des taxes sur les robots. Au-delà de l'effet direct sur l'emploi, d'autres observateurs s'interrogent sur la capacité des pouvoirs publics de mobiliser des recettes et sur les possibilités d'évasion fiscale ainsi générées.

L'examen de ces questions au moyen d'un modèle simplifié (Daubanes et Yanni, 2018) jette un éclairage sur les mécanismes et les résultats possibles. D'après les modèles économiques classiques, il n'est pas opportun de taxer un intrant intermédiaire tel qu'un robot, et le recours au système de prélèvements et de prestations permet de remédier aux inégalités. Dans un modèle comprenant des travailleurs qui exécutent des tâches routinières, qui risquent d'être remplacés par des robots, et des travailleurs qui effectuent des tâches non routinières, qui ne courent pas ce risque, une baisse du prix des robots permettra de dégager des recettes fiscales supplémentaires (graphique 1.25). Néanmoins, le revenu des travailleurs qui exécutent des tâches routinières diminuera car ils seront remplacés par des robots. Dans ce contexte, la menace de destructions d'emplois peut être atténuée en améliorant les compétences des travailleurs afin que les robots ne les remplacent pas, mais les complètent. De cette façon, l'évolution technologique pourrait être bénéfique à tous.

Graphique 1.25. Recettes tirées d'une imposition progressive des revenus



Source : Daubanes et Yanni, 2018

Politiques du marché du travail

57. Les politiques publiques sont déjà largement utilisées pour renforcer le taux d'activité. Ainsi, le crédit d'impôt sur les revenus du travail (*Earned Income Tax Credit*,

EITC) est un outil utilisé de longue date pour accroître le taux d'activité de catégories de population ciblées, comme les mères, et il a démontré son efficacité dans la lutte contre la pauvreté. Il serait possible de l'étendre à d'autres groupes de population, et notamment aux personnes sans enfant ayant des revenus modestes. Compte tenu du coût budgétaire que cela représenterait, il conviendrait de cibler cette initiative sur les zones où le taux d'activité est le plus faible, afin de limiter les coûts et de favoriser des retombées positives plus importantes sur les populations en marge. Par ailleurs, 29 États ont créé leurs propres programmes pour compléter le dispositif fédéral de l'EITC. Ces États affichent un taux d'activité supérieur de près de deux points de pourcentage en moyenne, à 64 %. Les autres États pourraient donc étudier la possibilité de mettre en place des dispositifs complémentaires comparables afin de renforcer les liens de tous les individus avec le marché du travail.

58. Les réformes des mesures passives du marché du travail, comme l'assurance chômage, peuvent aussi contribuer à améliorer les résultats sur le front de l'emploi. Faute des financements nécessaires, l'assurance chômage est relativement peu efficace dès lors qu'il s'agit d'encourager les bénéficiaires à rechercher activement un emploi et de suivre leurs démarches. Pour promouvoir la recherche d'emploi, les États-Unis pourraient s'inspirer des nombreux pays européens où l'administration de l'assurance chômage est intégrée aux services de l'emploi à l'échelon local (selon le principe du guichet unique) (OCDE, 2016^[33]). L'expérience des pays européens montre en effet que le durcissement des obligations de recherche d'emploi peut contribuer à raccourcir la durée des épisodes de chômage.

59. Aux États-Unis, les dépenses allouées aux politiques actives du marché du travail sont relativement limitées, puisqu'elles ne représentaient que 0.1 % du PIB en 2015, contre une moyenne non pondérée de 0.55 % à l'échelle de l'OCDE. Ces politiques, qui couvrent la formation, les services de placement et les subventions à l'emploi notamment, sont conçues pour favoriser le retour à l'emploi. Au vu des résultats d'un programme d'aide à la recherche d'emploi lancé au Nevada, il apparaît que les dispositifs efficaces peuvent avoir un réel impact en termes de hausse de l'emploi et des revenus, tout en diminuant le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (Manoli, Michaelides et Patel, 2018^[34]). Le gouvernement fédéral s'efforce de promouvoir le recours à l'apprentissage, qui n'est pas aussi fréquemment utilisé que dans de nombreux autres pays de l'OCDE. Or, l'apprentissage conjugué à l'enseignement professionnel, comme il est pratiqué en Allemagne et en Suisse, peut faciliter le passage des études à la vie active, renforçant par là même les liens ultérieurs des cohortes jeunes avec le marché du travail.

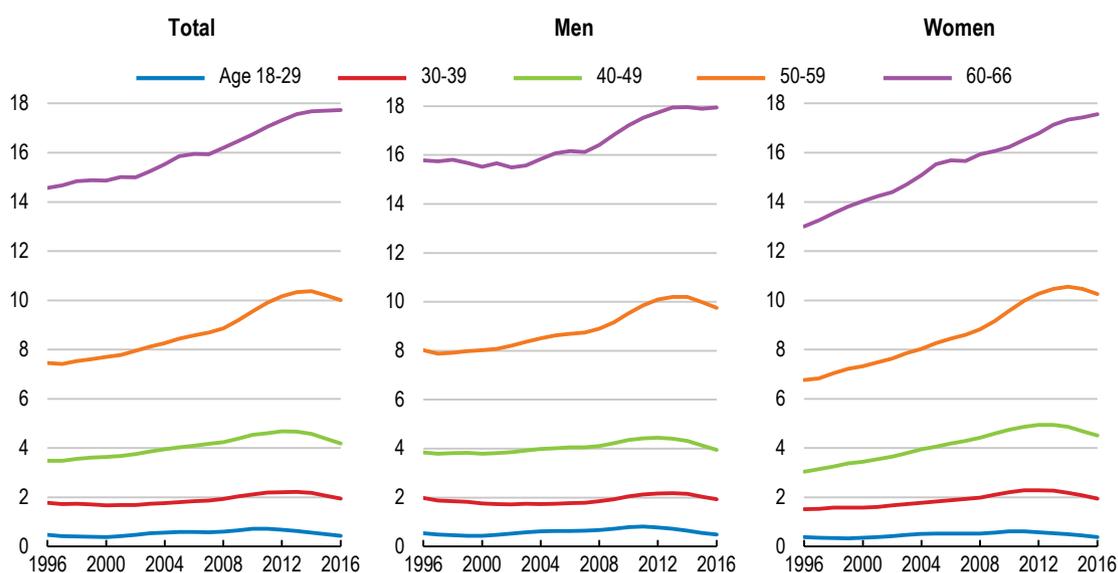
Atténuer l'impact négatif des régimes d'invalidité sur le taux d'emploi

60. Depuis 1990, la maladie et l'invalidité constituent les principales raisons pour lesquelles les hommes d'âge très actif déclarent ne pas travailler (les femmes étant plus susceptibles de déclarer ne pas travailler pour s'occuper de leurs enfants ou de membres de leur famille). L'augmentation du nombre de bénéficiaires des régimes d'invalidité s'explique d'une part par la hausse du nombre de personnes pouvant prétendre à des prestations d'invalidité et, d'autre part, par le fait que des types d'affections plus difficiles à évaluer sont désormais pris en charge. Jusqu'à il y a peu, le nombre de bénéficiaires était orienté à la hausse pour toutes les cohortes (graphique 1.26). L'évolution au fil du temps des conditions d'admissibilité, comprenant en particulier des situations difficiles à évaluer, a contribué à ces hausses. L'effet de ces modifications devrait faire l'objet d'une réévaluation. On peut supposer que la

contraction récente tient en partie aux tensions accrues sur le marché du travail, qui incitent les travailleurs à rester sur le marché du travail ou à y revenir. Conformément aux recommandations présentées dans la précédente Étude économique, il conviendrait, pour limiter les contre-incitations très fortes inhérentes au fonctionnement actuel du régime d'assurance invalidité, de préserver les liens avec le marché du travail pendant l'étude de la demande et d'offrir aux bénéficiaires qui sont aptes à travailler et qui le souhaitent la possibilité de le faire. Les programmes pilotes qui fonctionnent, comme le maintien des prestations monétaires ou des prestations maladie pendant une période donnée, devraient être étendus pour inclure d'autres bénéficiaires.

Graphique 1.26. Le nombre de bénéficiaires de pensions d'invalidité a cessé d'augmenter

Rapport entre les travailleurs handicapés et les travailleurs couverts par le régime d'assurance, en % de la classe d'âge



Note : Les chiffres ne tiennent pas compte des personnes ayant atteint ou dépassé l'âge normal de la retraite (ou l'âge leur permettant de bénéficier de la retraite à taux plein), étant donné qu'elles ne peuvent pas prétendre à bénéficier de pensions d'invalidité.

Source : Social Security Administration.

Renforcer les compétences

61. Parmi les pressions qui s'exercent de longue date sur certains segments du marché du travail figurent la contraction de l'emploi dans l'armée (qui constituait un employeur de premier plan pour les hommes jeunes non diplômés du deuxième cycle du secondaire) et l'impact du salaire minimum, qui concerne principalement les travailleurs peu qualifiés. Même ceux qui décrochent le *General Educational Diploma*, équivalent du diplôme qui sanctionne les études secondaires, à l'âge adulte semblent être désavantagés, leur situation au regard de l'emploi étant plus proche de celle des personnes non diplômées du secondaire (CBO, 2016_[35]). Au vu des progrès accomplis au cours des dernières décennies en termes d'augmentation du nombre de diplômés du secondaire, ceux qui échouent sont vraisemblablement ceux qui sont confrontés aux plus grandes difficultés pour acquérir des compétences et trouver ensuite un emploi stable. Dans ces conditions, il semble plus efficace d'intervenir le plus tôt possible pour développer les compétences cognitives et non cognitives de ces populations

défavorisées (Heckman, 2006^[36]). En effet, le rendement des compétences non cognitives semble progresser avec le temps, améliorant les revenus et la probabilité d'occuper un emploi à plein temps (Schanzenbach et al., 2016^[37]).

Apporter un soutien aux aidants

62. La non-activité peut aussi être liée aux responsabilités familiales, qui influent nettement sur l'activité des femmes d'âge très actif. Pour autant, lors de la récession, le taux d'activité des femmes a augmenté alors que les autres membres du ménage perdaient leur emploi. Les *Études économiques* précédentes préconisaient de développer l'offre de services d'accueil des jeunes enfants qui soient à la fois abordables et de qualité (OCDE, 2016^[38]; OCDE, 2014^[39]) (tableau 1.8). L'actuelle administration est favorable à une telle évolution.

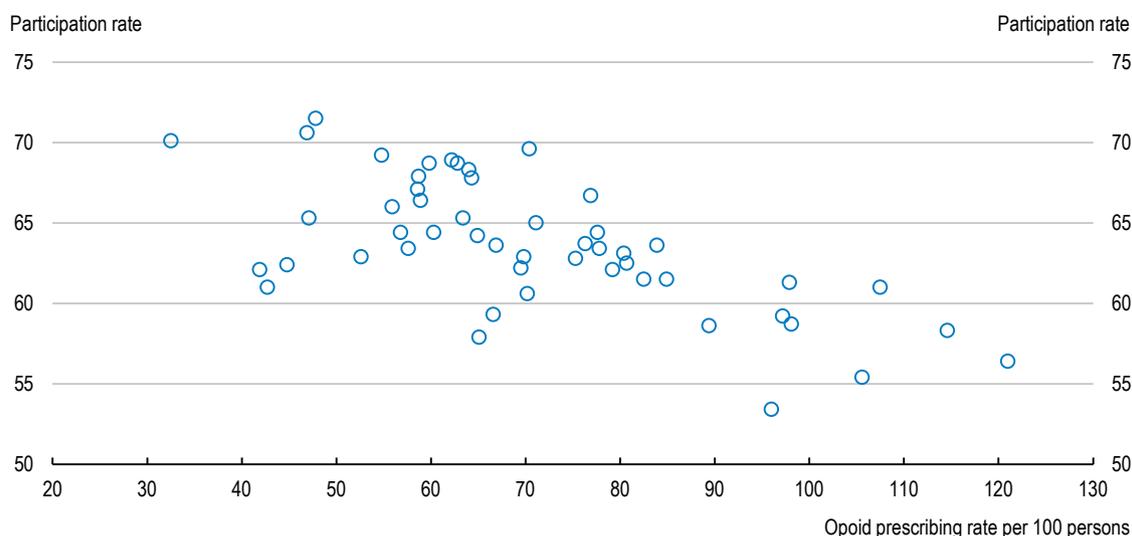
63. Face aux pressions démographiques et à la proportion de plus en plus importante de personnes âgées dans la population, il convient aussi d'étudier le moyen d'étoffer l'offre de services de prise en charge des personnes âgées. Avec l'allongement de la durée de vie, à l'âge adulte, les enfants sont de plus en plus contraints de s'occuper de leurs parents (alors que la situation était globalement inverse par le passé). Aujourd'hui, les enfants prennent en charge la moitié environ des soins quotidiens apportés aux plus de 75 ans. Comme pour la garde des jeunes enfants, il est plus difficile de trouver un emploi suffisamment flexible quand on doit s'occuper de proches âgés, tandis que la dépendance à l'égard du réseau familial pour la prise en charge des personnes âgées dissuade les aidants de s'installer ailleurs pour trouver un emploi.

S'attaquer à l'addiction aux opioïdes

64. La consommation d'opiacés semble corrélée à la situation du marché du travail. En effet, plus le taux d'activité est faible dans une région, plus le nombre de prescriptions y semble élevé (graphique 1.27). Selon Krueger (2017^[40]), un cinquième environ des hommes appartenant aux classes d'âge de forte activité qui sont inactifs consomment régulièrement des antalgiques opiacés. Ce facteur pourrait contribuer à hauteur de 0.6 point de pourcentage environ au recul du taux d'activité des hommes d'âge très actif. Pour autant, la corrélation avec le taux d'activité peut être surévaluée dans la mesure où ces régions sont aussi caractérisées par une fréquence élevée de pratiques déficientes en matière de prescriptions.

Graphique 1.27. Il existe une corrélation entre le taux d'activité et la consommation d'opioïdes

Par État, 2016



Source : Bureau of Labor Statistics ; Centers for Disease Control and Prevention.

65. Selon les estimations, le coût de la dépendance aux opiacés est très élevé, à plus de 78 milliards USD en 2013. Il correspond à la perte de productivité associée à cette dépendance, aux soins de santé nécessaires et au traitement de l'addiction, ainsi qu'aux frais de justice pénale. Les conséquences de cette consommation épidémique d'opioïdes sont encore plus substantielles que son coût : en 2016, plus de 64 000 décès par overdose de médicaments ont été enregistrés. Si l'on évalue ces décès en termes de valeur d'une vie statistique, le résultat obtenu dépasse largement les autres coûts. Selon les estimations du CEA (CEA, 2017^[41]), le coût de la crise des opioïdes pourrait s'élever à plus de 500 milliards USD en 2015 si l'on tient compte de sa composante humaine.

66. Pour affronter cette crise, il convient dans un premier temps de réduire les pertes de vies humaines évitables en améliorant l'accès aux médicaments antidotes aux overdoses. Les politiques publiques peuvent empêcher que se développe la consommation abusive d'opioïdes, en luttant contre la dépendance à l'égard de ces substances au moyen de l'adoption de pratiques optimales en matière de prescriptions et du retrait du marché des médicaments non utilisés. Des recommandations en ce sens ont été faites par la Commission de lutte contre la dépendance aux drogues et la crise des opioïdes créée par le Président. En outre, l'administration a adopté une réglementation visant à limiter l'abus d'opioïdes chez les bénéficiaires du régime Medicare. La diminution de l'offre de drogues illicites contribuera également à limiter les risques d'addiction et d'overdose. D'autres mesures de lutte contre la dépendance aux opioïdes existent : elles consistent notamment à élargir l'accès aux traitements de substitution pour les addictions. Pour qu'il soit efficace, le traitement des addictions doit s'appuyer sur des mesures complémentaires, afin notamment d'aider les individus concernés à se réinsérer sur le marché du travail et de leur assurer un logement pour réduire le risque de rechute.

67. Certains éléments donnent à penser que le recours massif au dépistage de drogues comme dispositif de sélection à l'embauche empêche les employeurs de trouver du personnel. Le dépistage s'est généralisé au cours des années 80, dans un objectif à la fois de dissuasion et d'élimination des drogues sur le lieu de travail. Dans certains secteurs, la mise en place du dépistage de drogues a eu des effets positifs, notamment dans celui du transport routier où il a entraîné un recul du nombre d'accidents mortels (Jacobson, 2003_[42]). Le dépistage pourrait aussi avoir eu des effets positifs inattendus : ainsi, Wozniak (2015_[43]) considère que les chances de décrocher un emploi se sont améliorées pour les hommes afro-américains lorsque le dépistage de drogues l'a emporté sur les autres discriminations exercées à leur encontre en démontrant qu'ils ne consommaient pas de stupéfiants. Face aux tensions croissantes sur le marché du travail (et à la légalisation de la consommation de cannabis dans certains États), les employeurs pourraient commencer à modifier leurs pratiques. Les États-Unis pourraient s'inspirer d'autres pays qui ont recours à un dépistage de drogues ciblé sur certains types de personnels présentant un risque en termes de sécurité plutôt que de pratiquer un dépistage massif portant sur tous les candidats, quel que soit le poste auquel ils prétendent (Macdonald et al., 2010_[44]).

Migrations

68. L'immigration contribue à la croissance de la main-d'œuvre. Depuis le début des années 2000, les États-Unis accueillent chaque année un million environ d'immigrés (soit un peu plus de 0.3 % de la population). L'afflux d'immigrés a quelque peu ralenti au cours de cette période, même si les variations annuelles peuvent être relativement marquées. L'immigration pour raisons familiales occupe une place prépondérante, puisqu'elle représentait près de deux tiers des octrois de permis de séjour permanents (*Lawful Permanent Resident*, LRP) en 2015 (OCDE, 2017_[45]). L'immigration de travail et l'immigration de réfugiés ou de demandeurs d'asile en représentaient chacune 14 %. Les 5 % restants de permis de séjour permanents étaient octroyés dans le cadre du programme *Diversity visa*. Ces dernières années, plusieurs pays ont engagé des réformes visant à attirer des travailleurs étrangers qualifiés (encadré 1.12). Au Canada, l'immigration a eu plusieurs conséquences positives et permis par exemple d'accroître le niveau d'éducation de la population d'âge actif, d'accroître la diversité culturelle du pays et d'aider au développement des villes, permettant ainsi des économies d'agglomération (OCDE, 2018_[3]).

Encadré 1.12. Évolution des approches à l'égard de l'immigration économique

Un certain nombre de pays, comme la République tchèque, l'Estonie et l'Italie, s'efforcent de faciliter l'immigration de travailleurs qualifiés, soit en assouplissant les critères d'entrée dans le cadre des programmes existants soit en créant de nouveaux (OCDE, 2017_[45]). Au Japon, le délai d'attente pour obtenir un permis de séjour permanent a été réduit pour les travailleurs étrangers qui obtiennent les scores les plus élevés conformément au système de points en vigueur. D'autres pays ont pris des mesures pour attirer des investisseurs et des chefs d'entreprise étrangers, comme l'Australie, le Canada, le Chili, la Corée, l'Espagne, la France, et la Nouvelle-Zélande.

Ailleurs, la législation a été amendée pour rendre la politique appliquée au regard des travailleurs immigrés qualifiés plus sélective, comme en Nouvelle-Zélande où l'on a relevé le nombre de points que doit obtenir un candidat à l'immigration. Au Canada, le Système de classement global a été modifié en 2016 pour améliorer les résultats économiques à long terme (OCDE, 2018a). Au Danemark et au Royaume-Uni, les seuils de rémunération ont été relevés ces dernières années.

Tableau 1.8. Recommandations antérieures de l'OCDE relatives aux politiques sociales et du marché du travail

Recommandation	Mesures prises depuis l'Étude de 2016
Consacrer des financements fédéraux à des programmes ciblés visant à réduire les disparités dans les chances offertes aux étudiants et inciter les États à se fixer des objectifs ambitieux en termes d'amélioration des niveaux de formation atteints.	Conformément à la loi <i>Every Student Succeeds</i> , les programmes mis au point par les autorités de l'éducation dans chaque État feront l'objet d'un examen par les pairs.
Rendre les congés parentaux rémunérés obligatoires et faciliter l'accès à des services d'accueil de qualité pour les jeunes enfants afin de réduire les écarts salariaux et améliorer les perspectives d'avancement professionnel.	Aucune mesure prise. Le gouvernement fédéral a annoncé son intention de travailler avec le Congrès afin d'étendre le congé parental rémunéré à un plus grand nombre d'Américains. La réforme fiscale a eu pour effet d'accroître l'admissibilité au crédit d'impôt pour enfant à charge et les possibilités de son remboursement.
Généraliser le crédit d'impôt sur les revenus du travail (<i>Earned Income Tax Credit</i> , EITC) et augmenter le salaire minimum. Rendre les dépenses fiscales moins régressives. Poursuivre la mise en œuvre de la loi sur l'accessibilité financière des soins (<i>Affordable Care Act</i> , ACA).	La réforme fiscale de 2017 a augmenté le niveau de l'abattement forfaitaire.
Réduire la présélection fondée sur des critères d'antécédents judiciaires dans les procédures de recrutement.	Aucune mesure prise. Dans certains États et municipalités, les questions relatives aux antécédents judiciaires ont été supprimées des formulaires de candidature.
Mettre en place des programmes de reconversion à l'efficacité avérée pour faciliter le retour au travail.	Le ministère du Travail s'efforce de promouvoir le recours à l'apprentissage.

Références

- Abdul Ghani, A. (2018), « The Impact of the Nurse Licensing Compact on interstate Job Mobility in the United States », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE (à paraître). [16]
- Adalet McGowan, M. et D. Andrews (2017), « Skills mismatch, productivity and policies: Evidence from the second wave of PIAAC », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1403, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/65dab7c6-en>. [55]
- Adrian, T., N. Boyarchenko et D. Giannone (2017), « Vulnerable Growth », *Staff Report*, n° 794, Federal Reserve Bank of New York, https://www.newyorkfed.org/medialibrary/media/research/staff_reports/sr794.pdf?la=en (consulté le 20 mars 2018). [53]
- Aguiar, M. et al. (2017), « Leisure luxuries and the labor supply of young men », n° 23552, NBER, <http://www.nber.org/papers/w23552> (consulté le 18 janvier 2018). [30]
- ASCE (2017), *2017 Infrastructure Report Card*, American Society of Civil Engineers, <https://www.infrastructurereportcard.org/> (consulté le 19 mars 2018). [24]
- Auerbach, A., L. Kotlikoff and D. Koehler (2018), « The New Tax Bill – Winners and Losers », *Mimeo*. [21]
- Austin, B., E. Glaeser et L. Summers (2018), « Saving the heartland: Place-based policies in 21st century America », *Brookings Papers on Economic Activity*, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/03/3_austinetal.pdf (consulté le 08 mars 2018). [2]
- Azzopardi, D. et D. Sutherland (2018), « Estimating recession probabilities in the United States », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE (à paraître). [50]
- Barach, M. et J. Horton (2017), « How Do Employers Use Compensation History?: Evidence from a Field Experiment », *Working Papers*, n° 6559, CESifo, http://www.cesifo-group.de/DocDL/cesifo1_wp6559.pdf (consulté le 1^{er} février 2018). [58]
- Barro, R. et J. Furman (2018), « The macroeconomic effects of the 2017 tax reform », *Brookings Papers on Economic Activity*, <https://www.brookings.edu/wp-> [15]

- [content/uploads/2018/03/4_barrofurman.pdf](#) (consulté le 08 mars 2018).
- Bernanke, B. (2017), *Monetary policy in a new era*, Peterson Institute for International Economics, [8]
https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/10/bernanke_rethinking_macro_final.pdf
 (consulté le 02 mars 2018).
- Blonigen, B. et J. Pierce (2016), « Evidence for the Effects of Mergers on Market Power and Efficiency », *Finance and Economics Discussion Series*, n° 2016-082, Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve, Washington, <http://dx.doi.org/10.17016/FEDS.2016.082>. [21]
- Case, A. et A. Deaton (2017), « Mortality and Morbidity in the 21st Century », *Brookings Papers on Economic Activity*, pp. 397-476, <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/08/casetextsp17bpea.pdf> (consulté le 12 mars 2018). [47]
- CBO (2016), *Options for Reducing the Deficit: 2017 to 2026*, Service d'études budgétaires du Congrès, <https://www.cbo.gov/sites/default/files/114th-congress-2015-2016/reports/52142-budgetoptions2.pdf> (consulté le 21 mars 2018). [7]
- CBO (2016), *Share of Young Men With Various Levels of Education Who Were Jobless or Incarcerated*, Service d'études budgétaires du Congrès, <http://www.cbo.gov/publication/51495> (consulté le 09 février 2018). [35]
- CEA (2017), *The Underestimated Cost of the Opioid Crisis*, Conseil des conseillers économiques, Washington, D.C., <https://www.whitehouse.gov/sites/whitehouse.gov/files/images/The%20Underestimated%20Cost%20of%20the%20Opioid%20Crisis.pdf> (consulté le 23 novembre 2017). [41]
- CEA (2018), *Economic Report of the President*, Conseil des conseillers économiques, [4]
https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2018/02/ERP_2018_Final-FINAL.pdf
 (consulté le 19 mars 2018).
- CEA (2018), *Reforming Biopharmaceutical Pricing at Home and Abroad*, Conseil des conseillers économiques, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2017/11/CEA-Rx-White-Paper-Final2.pdf> (consulté le 19 avril 2018). [6]
- Criscuolo, C. et J. Timmis (2018), « GVCs and Centrality: Mapping Key Hubs, Spokes and the Periphery », *OECD Productivity Working Papers*, n° 12, <http://www.oecd-ilibrary.org/docserver/download/d4a9bd6f-en.pdf?expires=1521640304&id=id&acname=guest&checksum=BE0C6B4E1BB71D6C246BAF3923120501> (consulté le 21 mars 2018). [19]
- Daubanes, J. et P. Yanni (2018), « Robots, Jobs and Inequality », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE* (à paraître). [32]
- Decker, R. et al. (2018), « Changing Business Dynamism and Productivity: Shocks vs. Responsiveness », n° 24236, NBER, <http://www.nber.org/papers/w24236.pdf> (consulté le 23 janvier 2018). [13]
- Denk, O. (2016), « How Do Product Market Regulations Affect Workers?: Evidence from the Network Industries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de* [57]

- l'OCDE*, n° 1349, Editions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5167d865-en>.
- Denk, O. et al. (2013), « Inequality and Poverty in the United States: Public Policies for Inclusive Growth », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1052, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5k46957cww8q-en>. [31]
- Égert, B. et P. Gal (2017), « The quantification of structural reforms in OECD countries: A new framework », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2016/1, http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2016-5jg1lqspxtvk. [14]
- Elsby, M. et M. Shapiro (2012), « Why Does Trend Growth Affect Equilibrium Employment? A New Explanation of an Old Puzzle », *American Economic Review*, vol. 102, n° 4, pp. 1378-1413, <http://dx.doi.org/10.1257/aer.102.1.1378> (consulté le 19 mars 2018). [29]
- Escobar, O. (2018), « Trade in Value Added in North America: An Update », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE* (à paraître). [18]
- Fareed, F. et al. (2018), « Financial Vulnerability in the United States: An Application of Machine Learning to the Survey of Consumer Finances », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, (à paraître). [12]
- Firestone, S., A. Lorenc et B. Ranish (2017), « An Empirical Economic Assessment of the Costs and Benefits of Bank Capital in the US », *Finance and Economics Discussion Series*, n° 2017-034, Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve, Washington, <http://dx.doi.org/10.17016/FEDS.2017.034>. [9]
- Gelman, A. et J. Auerbach (2016), « Age-aggregation bias in mortality trends », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 113, n° 7, pp. E816-E817, <http://dx.doi.org/10.1073/pnas.1523465113>. [48]
- Guichard, S. (2018), « The Decline in US Labour Force Participation: Some Insights from Regional Divergence », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE* (à paraître). [27]
- Hatzius, J. et al. (2010), « Financial Conditions Indexes: A Fresh Look after the Financial Crisis », n° 16150, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA, <http://dx.doi.org/10.3386/w16150>. [52]
- Heckman, J. (2006), « Skill formation and the economics of investing in disadvantaged children », *Science (New York, N.Y.)*, vol. 312, n° 5782, pp. 1900-1902, <http://dx.doi.org/10.1126/science.1128898>. [36]
- Hermansen, M. et al. (2016), « Economic resilience: The usefulness of early warning indicators in OECD countries », *Documents de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE*, http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2016-5jg2ppjrd6r3 (consulté le 25 janvier 2018). [51]
- Jacobson, M. (2003), « Drug testing in the trucking industry: the effect on highway safety », *Journal of Law and Economics*, vol. XLVI, <https://www.journals.uchicago.edu/doi/pdfplus/10.1086/345584> (consulté le 28 février 2018). [42]

- Jagtiani, J. et C. Lemieux (2017), « Fintech Lending: Financial Inclusion, Risk Pricing, and Alternative Information », *Federal Reserve Bank of Philadelphia Working Paper* 17-17, <https://www.philadelphiafed.org/-/media/research-and-data/publications/working-papers/2017/wp17-17.pdf?la=en> (consulté le 09 janvier 2018). [54]
- JCT (2017), *Macroeconomic Analysis Of The Conference Agreement For H.R. 1, The "Tax Cuts And Jobs Act"*, JCX-69-17, Joint Committee on Taxation, <https://www.jct.gov/publications.html?func=startdown&id=5055> (consulté le 19 mars 2018). [25]
- Krueger, A. (2017), « Where Have All the Workers Gone? An Inquiry into the Decline of the U.S. Labor Force Participation Rate », *Brookings Papers on Economic Activity*, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/09/1_krueger.pdf (consulté le 26 mars 2018). [40]
- Krueger, A. et E. Posner (2018), « A Proposal for Protecting Low-Income Workers from Monopsony and Collusion », *Policy Proposal*, n° 2018-05, The Hamilton Project, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2018/02/es_2272018_protecting_low_income_workers_from_monopsony_collusion_krueger_posner_pp.pdf (consulté le 18 avril 2018). [23]
- Lacey, T., M. Toossi et K. Dubina (2017), « Projections Overview and Highlights, 2016-26 », *Monthly Labor Review*, octobre 2017, <https://doi.org/10.21916/mlr.2017.29>. [26]
- Macdonald, S. et al. (2010), « Testing for cannabis in the work-place: a review of the evidence », *Addiction*, vol. 105, n° 3, pp. 408-416, <http://dx.doi.org/10.1111/j.1360-0443.2009.02808.x>. [56] [44]
- Manoli, D., M. Michaelides et A. Patel (2018), « Long-Term Effects Of Job-Search Assistance: Experimental Evidence Using Administrative Tax Data », n° 24422, NBER, <http://www.nber.org/papers/w24422> (consulté le 19 mars 2018). [34]
- Masters, R. et al. (2017), « Explaining recent mortality trends among younger and middle-aged White Americans », *International Journal of Epidemiology*, pp. 1-8, <http://dx.doi.org/10.1093/ije/dyx127>. [49]
- McSweeney, T. et B. O'Dea (2018), « Data, Innovation, And Potential Competition In Digital Markets – Looking Beyond Short-Term Price Effects In Merger Analysis », *CPI Antitrust Chronicle*, https://www.ftc.gov/system/files/documents/public_statements/1321373/cpi-mcsweeney-odea.pdf (consulté le 13 mars 2018). [22]
- OCDE (2018a), *Études économiques de l'OCDE : Canada 2018*, Éditions OCDE, Paris,
- OCDE (2018b), *Bridging the Rural Digital Divide*, Éditions OCDE, Paris,
- OCDE (2017), *Perspectives des migrations internationales 2017*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2017-fr. [45]
- OCDE (2016), *OECD Economic Surveys: United States 2016*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-usa-2016-en. [38]

- OCDE (2016), *Back to work, United States: improving the re-employment prospects of displaced workers*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264266513-en>. [33]
- OCDE (2016), « Global Value Chains and Trade in Value-Added: An Initial Assessment of the Impact on Jobs and Productivity », *Documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale*, n° 190, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5j1vc7sb5s8w-en>. [17]
- OCDE (2015), *Enquiries Into Intellectual Property's Economic Impact*, Éditions OCDE, Paris, <http://www.oecd.org/sti/ieconomy/KBC2-IP.Final.pdf> (consulté le 23 avril 2018). [61]
- OCDE (2014), *Études économiques de l'OCDE : États-Unis 2014*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/eco_surveys-usa-2014-fr. [39]
- OMB (2018), *Budget of the U.S. Government: Efficient, Effective, Accountable An American Budget*, Office of Management and Budget, <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2018/02/budget-fy2019.pdf> (consulté le 19 mars 2018). [5]
- Powell, J. (2017), *The Case for Housing Finance Reform: Remarks at the American Enterprise Institute*, <https://www.federalreserve.gov/newsevents/speech/files/powell20170706a.pdf> (consulté le 26 mars 2018). [11]
- Rusticelli, E., D. Turner et M. Cavalleri (2015), « Incorporating Anchored Inflation Expectations in the Phillips Curve and in the Derivation of OECD Measures of Equilibrium Unemployment », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1231.
- Schanzenbach, D. et al. (2016), *Seven Facts on Noncognitive Skills from Education to the Labor Market*, The Hamilton Project, <https://www.bvekenis.nl/Bibliotheek/16-1205.pdf> (consulté le 15 mars 2018). [37]
- Shapiro, C. (2018), « Antitrust in a time of populism », *International Journal of Industrial Organization*, vol. 14/000, pp. 1-35, <http://dx.doi.org/10.1016/j.ijindorg.2018.01.001>. [20]
- Smith, A. et M. Anderson (2017), *Automation in Everyday Life*, Pew Research Center, <http://www.pewinternet.org/2017/10/04/automation-in-everyday-life/> (consulté le 19 mars 2018). [3]
- Thakrar, A. et al. (2018), « Chile Mortality In The US And 19 OECD Comparator Nations: A 50-Year Time-Trend Analysis », *Health Affairs*, vol. 37, n° 1, pp. 140-149, <http://dx.doi.org/10.1377/hlthaff.2017.0767>. [46]
- The Federal Reserve Bank of Minneapolis (2017), *The Minneapolis Plan To End Too Big To Fail*, <https://minneapolisfed.org/~media/files/publications/studies/endingtbtft/the-minneapolis-plan/the-minneapolis-plan-to-end-too-big-to-fail-final.pdf?la=en> (consulté le 11 janvier 2018). [10]
- Varghese, N. et D. Sutherland (2018), « The Impact of Individual Characteristics on Labour Market Transitions: A Pseudo Panel Approach », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE* (à paraître). [28]
- Weingarden, A. (2017), « Labor Market Outcomes in Metropolitan and Non-Metropolitan Areas: Signs of Growing Disparities », *FEDS Notes*, vol. 2017, n° 2063, [1]

<http://dx.doi.org/10.17016/2380-7172.2063>.

Wozniak, A. (2015), « Discrimination and the Effects of Drug Testing on Black Employment », [43]
The Review of Economics and Statistics, vol. 97, n° 3, pp. 548-566,
http://dx.doi.org/10.1162/REST_a_00482.

Annexe A. Progrès en matière de réforme structurelle

Dans cette annexe sont passées en revue les mesures prises pour donner suite aux recommandations formulées dans les précédentes Études économiques et non reprises dans les tableaux du corps du texte. Les recommandations nouvelles figurant dans la présente Étude sont reprises à la fin du résumé et à la fin du chapitre concerné.

Recommandation	Mesures prises depuis l'Étude de 2016
A. Politique monétaire et budgétaire	
Relever les taux d'intérêt directeurs à un rythme permettant un durcissement graduel des conditions financières de manière à ne pas compromettre la reprise et à favoriser un retour de l'inflation vers la cible de la Fed.	Les taux d'intérêt sont relevés graduellement et l'inflation retourne vers l'objectif visé.
Continuer de mettre en œuvre les obligations découlant de la loi Dodd-Frank et des accords de Bâle III.	Les autorités de régulation financière ont continué de mettre en œuvre les obligations découlant de la loi Dodd-Frank et des accords de Bâle III.
Mettre en œuvre la Norme commune de déclaration et de diligence raisonnable de l'OCDE pour l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers.	Depuis 2015, les États-Unis procèdent à l'échange automatique d'informations en vertu de la loi FATCA (relative au respect des obligations fiscales concernant les comptes étrangers) et ont signé à cet effet des accords intergouvernementaux avec d'autres juridictions. Le modèle 1A d'accord intergouvernemental signé par les États-Unis prend acte de la nécessité pour les États-Unis de parvenir à des niveaux équivalents de réciprocité dans les échanges automatiques d'informations avec les juridictions partenaires. Ces accords incluent également un engagement politique à faire adopter des réglementations et à prôner et soutenir l'adoption de législations sur cette question pour parvenir à ladite équivalence des niveaux de réciprocité dans l'échange automatique d'informations.
Réformer le système de financement du logement pour garantir aux acquéreurs solvables l'accès au crédit hypothécaire, tout en fournissant de meilleures garanties de stabilité financière et en évitant d'exposer à nouveau les contribuables à de coûteuses opérations de renflouement.	Afin de réduire les risques pour les contribuables pendant leur mise sous tutelle, les agences gouvernementales, sous la direction de la FHFA, ont mis en place un cadre coordonné de mesure des risques pour évaluer les décisions et résultats des entreprises, ont réduit la taille des portefeuilles de prêts hypothécaires qu'elles détenaient encore et transféré à des investisseurs du secteur privé une fraction du risque de crédit sur leurs garanties. En outre, elles continuent d'étudier la possibilité d'offrir des produits et des programmes propre à soutenir l'accès au crédit hypothécaire dans les cas où la prudence le permet.
La titrisation des créances hypothécaires devrait être entièrement confiée au secteur privé. Dans cette optique, il faudrait privatiser les entreprises parapubliques, les priver d'accès aux facilités de crédit préférentiel de l'État fédéral, les soumettre au même régime de réglementation et de contrôle que les autres émetteurs de titres adossés à des créances hypothécaires, et les scinder en sociétés de taille plus réduite qui ne seraient plus trop grandes pour faire faillite.	L'administration a fait de la réforme du financement du logement une grande priorité et envisage de soumettre des propositions législatives (et, si nécessaires, administratives) à ce titre. Parmi les objectifs de l'administration, on peut citer la fin de la mise sous tutelle des agences gouvernementales, le développement de la part de marché des concours privés, la protection des contribuables et la création d'un système de financement du logement solide et durable.
B. Politique budgétaire	
Réduire le taux marginal légal de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés et élargir sa base, notamment en supprimant les abattements fiscaux.	D'importantes réformes ont été lancées en 2018.
Dynamiser les dépenses d'investissement publiques bénéfiques à long terme, dans des domaines comme les infrastructures, les compétences, l'innovation, la santé et la protection de l'environnement.	Des plans ont été annoncés.
Développer l'investissement dans les infrastructures et financer leur entretien ; promouvoir en particulier les transports en commun. Utiliser les programmes fédéraux pour encourager la coordination entre les autorités des États et les autorités locales.	Des plans ont été annoncés.
Instaurer des crédits d'impôt R-D remboursables pour les nouveaux entrants.	Aucune mesure prise
Accorder davantage de poids aux impôts sur la consommation.	Aucune mesure prise
Accroître l'effet redistributif du système d'imposition des revenus des personnes physiques en limitant les dépenses	La réforme fiscale de 2017 a réduit les dépenses fiscales liées à l'imposition sur le revenu.

fiscales régressives.	
C. Politique de la concurrence	
Adapter la politique de la concurrence aux nouvelles tendances de la transformation numérique, de l'innovation financière et de la mondialisation. Renforcer l'application des mesures correctives en matière de fusions.	Les autorités de la concurrence répondent aux évolutions liées à la transformation numérique notamment en réalisant des études pour examiner ces questions.
Continuer d'étoffer les politiques publiques favorables à la concurrence, notamment dans les télécommunications.	La FCC (Federal Communications Commission) estime que le marché de la téléphonie mobile est concurrentiel. Les progrès dans le déploiement du haut débit ont ralenti. Le Président a signé un décret pour la promotion des réseaux haut débit dans les zones rurales.
Utiliser les financements fédéraux pour éliminer les réglementations inutiles en matière d'accès à certaines professions et faciliter la reconnaissance mutuelle entre États des exigences requises pour exercer une profession réglementée.	Les autorités de la concurrence soutiennent l'idée d'une réduction du nombre de professions à accès réglementé, y compris en recourant à la pratique de l' <i>amicus curiae</i> . L'initiative relative aux infrastructures va également dans ce sens.
D. Politique environnementale	
Œuvrer à mettre en place une tarification du carbone, par exemple en mettant en place la taxe pétrolière de 10 USD par baril qui a été proposée et en mettant en œuvre le Clean Power Plan (plan pour une électricité propre).	Aucune mesure prise
E. Politiques sociales et du marché du travail	
Consacrer des financements fédéraux à des programmes ciblés visant à réduire les disparités dans les chances offertes aux étudiants et inciter les États à se fixer des objectifs ambitieux en termes d'amélioration des niveaux de formation atteints.	Conformément à la loi <i>Every Student Succeeds</i> , les programmes mis au point par les autorités de l'éducation dans chaque État feront l'objet d'un examen par les pairs.
Apporter un soutien aux parents d'enfants en bas âge en élargissant, dans tout le pays, l'accès à un congé parental rémunéré. Rendre les congés parentaux rémunérés obligatoires et faciliter l'accès à des services d'accueil de qualité pour les jeunes enfants pour réduire les écarts salariaux et améliorer les perspectives d'avancement professionnel.	Aucune mesure prise. Le gouvernement fédéral a annoncé son intention de travailler avec le Congrès afin d'étendre le congé parental rémunéré à un plus grand nombre d'Américains. La réforme fiscale a eu pour effet d'accroître l'admissibilité au crédit d'impôt pour enfant à charge et les possibilités de son remboursement.
Généraliser le crédit d'impôt sur les revenus du travail (Earned Income Tax Credit, EITC) et augmenter le salaire minimum.	La réforme fiscale de 2017 a augmenté le niveau de l'abattement forfaitaire.
Réduire la présélection sur des critères d'antécédents judiciaires dans les procédures de recrutement.	Aucune mesure prise. Dans certains États, les questions relatives aux antécédents judiciaires ont été supprimées des formulaires de candidature.
Mettre en place des programmes de reconversion à l'efficacité avérée pour faciliter le retour au travail.	Le ministère du Travail s'efforce de promouvoir le recours à l'apprentissage.
Continuer à déployer la loi sur l'accessibilité financière des soins (Affordable Care Act, ACA).	Le taux de personnes non assurées se situe toujours autour de 14 % de la population des 19-64 ans.
Travailler avec les employeurs à prévenir les effets néfastes de la tension au travail sur la santé mentale, ainsi que les arrêts maladie prolongés, les pertes d'emploi et les demandes de prestations d'invalidité.	Aucune mesure prise
F. Politique de l'innovation	
Créer un bureau national de l'innovation pour améliorer la cohérence et la continuité de l'application de la stratégie nationale d'innovation.	Le Président a signé un mémorandum instituant un Bureau de la Maison blanche pour l'innovation américaine.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Études économiques de l'OCDE

ÉTATS-UNIS (VERSION ABRÉGÉE)

L'économie connaît une croissance constante, le taux de chômage est faible et le niveau de bien-être matériel élevé. La phase d'expansion actuelle est aujourd'hui l'une des plus longues jamais observées. La croissance économique enregistrée depuis la crise financière est également l'une des plus fortes de l'OCDE. Comme dans d'autres pays toutefois, la productivité croît lentement, à un rythme inférieur aux taux enregistrés lors des précédentes phases d'expansion.

Veillez consulter cet ouvrage en ligne : https://doi.org/10.1787/eco_surveys-usa-2018-fr.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2018/14
Juin 2018

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2018
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-30502-1
10 2018 15 2 E



9 789264 305021